

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



- Le Tribunal international Katrina et les premiers pas du Parti de la reconstruction

- Belgique : une crise qui trouve son origine dans l'application de la politique de l'Union européenne

- Le marxisme face au "développement durable"



N° 58 nouvelle série (n° 664) - octobre 2007 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

En couverture :

- Tribunal international Katrina (28 août-2 septembre 2007) : *“Droit au retour pour tous !”*
- Manifestation le 1^{er} Mai 2007 de l'ABVV (nom flamand de la FGTB) : *“Non à la régionalisation des droits sociaux !”*

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)
- **Le Tribunal international Katrina
et les premiers pas
du Parti de la reconstruction** p. 9
(Par Alan Benjamin)
- **Le marxisme face
au "développement durable"** p. 17
(Par Pierre Cise)
- **Document :**
***"Suggestions pour faire de la Chine
un authentique pays socialiste"*** p. 31
- **Un "nouveau" traité
européen ?** p. 41
(Par Christel Keiser)
- **Belgique : une crise
qui trouve son origine
dans l'application de la politique
de l'Union européenne** p. 53
(Par Philippe Larsimont)
- **Espagne : la classe ouvrière
face à l'oppression monarchiste
et l'éclatement régional** p. 59
(Par Andreu Camps)

- **A la veille de la rencontre ouvrière de Caçak (Serbie, 27 et 28 octobre 2007) p. 65**
 (Par Dominique Ferré)
- **Deuxième Conférence continentale des Amériques : un point d'appui contre l'offensive de l'impérialisme p. 73**
 (Par Michaël Mana)
- **Aider Bush à occuper l'Afghanistan, liquider les retraites... ce serait un pas en avant ? A nouveau sur la politique du Secrétariat unifié p. 83**
 (Par Dominique Ferré)
- **Introduction à l'édition en espagnol du livre *Nicaragua, dynamique d'une révolution inachevée* (première partie) p. 89**
 (Par Rodrigo Ibarra)

Notes éditoriales

Le 31 août 2007, des militants noirs, réunis dans le cadre du Tribunal Katrina (*lire l'article d'Alan Benjamin*), ont décidé de constituer un comité d'organisation national du Parti de la reconstruction. Un parti qui tire son origine du combat pour la reconstruction de l'ensemble des infrastructures dévastées non pas tant par l'ouragan Katrina lui-même que par les politiques mises en œuvre par les administrations, aussi bien démocrates que républicaines, locales et fédérale dans cette affaire.

Au-delà, "Parti de la reconstruction" fait référence à la phase dite de la Reconstruction radicale, qui a vu les populations noires des Etats-Unis, après la guerre de Sécession, chercher à prendre en main la reconstruction de la nation et leur propre émancipation, avant que d'être brutalement réprimées par l'alliance réactionnaire entre les grands propriétaires esclavagistes battus du Sud et leurs récents vainqueurs de la bourgeoisie industrielle du Nord. En jetant aujourd'hui les bases d'un Parti de la reconstruction, ces militants noirs cherchent à ouvrir une issue pour le peuple noir de La Nouvelle-Orléans, de la Louisiane et des Etats-Unis. Un mouvement s'insérant dans un ensemble plus vaste, celui de la constitution d'une représentation politique authentique pour tous les travailleurs des Etats-Unis.

En ce début du XXI^e siècle, le régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production prend chaque jour davantage le visage d'une machine à détruire. "Parti de la reconstruction", cela ne résonne-t-il pas comme un mot d'ordre pour les opprimés et les exploités du monde entier ?

Le 24 octobre 2007, un rapport officiel du service du budget du Congrès américain évalue à 2 400 milliards de dollars le coût prévisible de la guerre en Irak et en Afghanistan jusqu'en 2017. Arrêtons-nous un instant sur ces chiffres. 2 400 milliards de dollars, c'est une somme gigantesque, supérieure au produit intérieur brut d'un pays comme la France. Ce n'est pourtant qu'une petite parcelle de la réa-

lité. 2 400 milliards de dollars ne représentent que le coût estimé des dépenses de l'impérialisme américain pour les guerres en Irak et en Afghanistan.

A combien se monte le coût pour les populations ?

Comment évaluer le coût de centaines de milliers d'Irakiens et d'Afghans d'ores et déjà tués par les opérations militaires américaines ?

Comment évaluer le coût humain et économique de la destruction de toutes les infrastructures de ces pays, et ses conséquences sur des décennies, voire des siècles ?

Comment évaluer le coût, du point de vue de la civilisation humaine, de la destruction systématique et du pillage de ces pays ?

Comment évaluer le coût de la propagation qui s'accélère au-delà des frontières d'Irak et d'Afghanistan dans ces dernières semaines : au Pakistan, en Turquie, etc. ?

Mais le plus incroyable dans cette "prévision", c'est qu'elle court sur les dix ans à venir ! Les spécialistes autorisés de l'impérialisme américain nous annoncent comme une banalité que les guerres en Irak et en Afghanistan sont planifiées au moins jusqu'en 2017. Mesure-t-on ce que cela veut dire ? Il y eut au Moyen Age, en Europe, une période que l'on a appelé la guerre de Cent Ans. Ce fut une succession, interrompue par de brefs épisodes de paix, de guerres entre la France et l'Angleterre. L'impérialisme mondial dirigé par l'administration américaine a-t-il décidé d'engager l'humanité tout entière dans une guerre sans fin, de cent ans ou plus ?

Prenons simplement les deux pays concernés. L'Irak a été plongé dans une longue guerre contre l'Iran, sous impulsion directe de l'impérialisme américain, qui y voyait à l'époque (1980) un instrument efficace contre la révolution iranienne. La guerre entre l'Iran et l'Irak a fait officiellement plus d'un million de victimes. Dès 1991, la première adminis-

tration Bush (le père) prépare la première guerre contre l'Irak, qui débouchera sur l'invasion du pays, sa mise en coupe réglée et l'amputation du nord kurde, proclamé de fait région autonome à partir de cette époque, sous l'égide directe de l'impérialisme américain. En 2001, après les attentats du World Trade Center, la deuxième administration Bush (le fils), en même temps qu'elle intervient en Afghanistan, monte de toutes pièces l'accusation sur les liens entre Saddam Hussein et Al-Qaïda, puis sur les "armes de destruction massive", préparant le terrain à cette deuxième guerre impérialiste en Irak, qui se poursuit aujourd'hui.

L'Afghanistan ? C'est là aussi l'impérialisme américain qui a armé, financé, développé la lutte armée contre l'intervention soviétique à partir de 1979. C'est lui qui a organisé et mis sur pied les forces politiques qui donneront naissance ensuite au régime des talibans, et qui a encouragé une guerre permanente, franchissant un nouveau cap avec l'intervention militaire en 2001.

Au-delà de l'Irak et de l'Afghanistan, n'est-ce pas une marque générale de la politique de l'impérialisme putréfié : interventions militaires directes, destruction massive, dépeçage des Etats et des nations ? On a déjà évoqué les développements en Turquie, au Pakistan. Mais on voit ce qui se passe aujourd'hui en Palestine, où la conférence organisée sous l'égide de l'impérialisme américain vise en réalité à pérenniser le morcellement en deux, trois, quatre, cinq "bantoustans" palestiniens.

On en voit également les conséquences en Europe. L'article de Dominique Ferré sur les enjeux de la conférence de Caçak rappelle à quel point le sort du Kosovo concentre l'avenir que l'impérialisme américain réserve aux peuples du monde entier, avec cette base américaine la plus grande du monde, Camp Bondsteel. Les développements en Afrique, en Amérique latine (voir l'article de Michaël Mana) ne vont-ils pas dans cette direction ?

Rappelons ce que nous avons écrit dans le dernier numéro de notre revue à propos du rôle de l'économie d'armement et de guerre à l'époque de l'impérialisme décomposé :

« Un autre volant d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste en augmentation ces dernières années est sans conteste l'économie d'armement. Celle-ci joue un rôle grandissant, à la fois volant d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste parvenue au stade de sa décomposition impérialiste et instrument direct, qui, pour être "consommé", exige la généralisation des guerres détruisant les nations, les peuples et les forces productives. Aujourd'hui, l'industrie d'armement (l'économie d'armement, plus généralement) atteint des proportions inconnues dans le passé. En dix ans, les dépenses militaires dans le monde ont augmenté de 37 %, pour atteindre 1 204 milliards de dollars par an. »

Le grand socialiste Jean Jaurès écrivait, il y a près d'un siècle, que *"le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage"*.

L'économie de guerre généralisée est générée par la survie du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production. La crise dite des "subprimes" ne cesse de s'approfondir, avec ses conséquences destructrices pour l'économie américaine et pour l'économie mondiale. Comme en témoignent la quasi-faillite de la huitième banque britannique, Northern Rock, l'affaiblissement général des banques américaines ou encore la vague spéculative qui s'est emparée brusquement des matières premières, et singulièrement du marché du brut. Le Fonds monétaire international (FMI) multiplie les révisions à la baisse des perspectives de croissance pour l'économie mondiale.

L'impérialisme, le régime de la propriété privée des moyens de production, c'est le parti de la destruction aux Etats-Unis, où la crise des "subprimes" a déjà expulsé des centaines de milliers de familles ouvrières de leurs logements. A l'échelle des Etats-Unis, on avance officiellement le chiffre de sept millions de personnes qui pourraient être frappées. L'impérialisme décomposé, c'est cette dépêche de presse :

"En Ecosse, les autorités délivrent des tickets d'alimentation aux milliers de personnes qui perçoivent les allocations d'aide pour seules ressources et qui — en conséquence des dizaines de milliers de

suppressions d'emplois dans les services sociaux — doivent parfois attendre huit semaines avant de les toucher... et qui ont faim !"

Le parti de la destruction, c'est l'impérialisme américain pillant littéralement l'économie chinoise pour se renflouer après la crise des "subprimes". L'hebdomadaire britannique *The Economist* (1^{er} septembre) note :

"L'annonce faite le 23 août par la Banque de Chine, l'un des plus grands prêteurs du pays, que 9,6 milliards de ses actifs étaient exposés aux actions appuyées sur les subprimes américains a provoqué une grande surprise. Aucune autre banque en Asie n'a reconnu un aussi grand investissement dans ce segment en cours de détérioration du marché financier américain. Depuis, deux autres grandes institutions financières chinoises, ICBC et la China Construction Bank, ont toutes deux admis détenir des actions gagées sur les subprimes pour plus d'un milliard de dollars."

L'économie chinoise, du fait de la politique suivie par la bureaucratie, devient chaque jour davantage vulnérable aux pressions dislocatrices de l'impérialisme. On ne peut séparer les récents développements au Bangladesh, au Pakistan et en Inde de cette situation mondiale, et de la pression particulière exercée sur la Chine en utilisant le relais de la politique de la bureaucratie chinoise. C'est ainsi que la récente réunion du G 8, tenue alors que chacun redoute les conséquences de ce qui est pudiquement appelé "une possible récession aux Etats-Unis", alors que la chute du dollar frappe de plein fouet les économies d'Europe, ne s'est entendue que sur une consigne dictée par les Etats-Unis : une sommation faite à Pékin de réévaluer plus rapidement sa monnaie.

La réponse de la direction du Parti communiste chinois, à travers son XVII^e Congrès, a été, comme l'a dit le président Hu Jintao dans un discours prononcé devant le congrès, la "nécessité de persévérer sans défaillance dans la politique de réforme et d'ouverture". C'est-à-dire de maintenir le cap sur une orientation qui conduit le pays au désastre.

Le congrès du PCC s'est terminé en réaffirmant la place de la propriété privée

des moyens de production dans ce qui est appelé le "socialisme de marché" à la chinoise, glorifiant les entrepreneurs privés comme étant des "constructeurs du socialisme à la chinoise au même titre que les responsables des entreprises d'Etat".

Le Monde (16 octobre) titre : "Comment concilier le système communiste qui gouverne la Chine depuis 1949 et un capitalisme de plus en plus débridé depuis le décollage foudroyant des années 1990 ?"

Traduisons : comment concilier le maintien des bases sur lesquelles reposent l'économie chinoise, la propriété d'Etat, résultant de la révolution de 1949, et la pénétration de plus en plus avancée du capital étranger, qui pousse à la dislocation de l'économie ? La réponse est qu'il n'y a pas de conciliation possible. La pression croissante sur tous les terrains et l'engagement de la direction bureaucratique du PC chinois dans la voie du démantèlement du secteur d'Etat ne peuvent, comme le reconnaît la "Lettre des 17" (lire dans ce numéro de *La Vérité*, page 31), que conduire à la catastrophe.

Le parti de la destruction, c'est le nouveau traité européen et la politique de morcellement des Etats et des nations qu'encourage la prétendue construction européenne, basée en réalité sur le pillage et la destruction de tout ce qui constitue la démocratie, les forces productives, et la classe ouvrière, consciente de ses intérêts (lire à ce sujet les articles de Christel Keiser, Philippe Larsimont, Andreu Camps et Daniel Shapira).

On se rappelle que, le 15 août 1971, lorsque le président Nixon a décidé de décrocher définitivement toute relation entre la monnaie américaine et le système d'équivalent or, l'un de ses conseillers lui a dit : "Entendu, monsieur le Président, mais que ferons-nous la prochaine fois ?" La "prochaine fois", c'est l'économie de guerre généralisée que l'impérialisme américain tend à imposer au monde entier.

A ce parti de la destruction du régime capitaliste, ne faut-il pas opposer, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier, un parti de la reconstruction, c'est-à-dire un parti de classe ?

Parti de la reconstruction dont la colonne vertébrale ne peut être que la classe ouvrière, s'organisant pour ses intérêts, sur

le terrain de l'indépendance de classe. Car quelle classe sociale, hormis la classe ouvrière, est à même, en s'émancipant des chaînes de l'exploitation capitaliste, d'émanciper l'humanité tout entière d'un système qui, pour parvenir à dégager du profit, ne peut qu'accroître, dans toutes leurs conséquences destructrices, les conditions d'exploitation et d'oppression ?

Un tel parti ne peut s'édifier que sur la base du mandat et du respect du mandat. L'une des causes majeures de l'enfoncement dans la guerre en Irak et en Afghanistan, c'est ce fait politique qu'il nous faut rappeler. A l'automne 2006, la majorité de l'électorat des Etats-Unis apportait ses suffrages au Parti démocrate, pour l'unique raison que celui-ci apparaissait comme porteur d'un possible arrêt de la guerre en Irak. Depuis cette date, la majorité démocrate au Sénat et au Congrès américain n'a cessé de voter tous les budgets de guerre exigés par l'administration Bush. Elle n'a non seulement pas remis en cause la guerre en Afghanistan, mais elle n'a même en aucune manière freiné ou limité les moyens mis à disposition de l'impérialisme américain (1).

Un réel parti ouvrier ouvrira une autre issue pour l'humanité à condition de ne pas rester prisonnier du régime de la propriété privée des moyens de production. Cela exige que la démocratie soit respectée, et la démocratie, c'est d'abord et avant tout le respect du mandat.

Le dernier numéro de notre revue a consacré une large part au 90^e anniversaire de la révolution d'Octobre. Sur cette base, des journées d'études et des conférences ont été organisées par les sections de la IV^e Internationale dans le monde entier. Les journées d'études qui se sont tenues à Paris, les 20 et 21 octobre derniers, ont réuni près d'un millier de travailleurs, de militants et de jeunes pour commémorer la révolution d'Octobre et en discuter les leçons. Citons pour conclure ce passage du rapport d'ouverture :

« Nous sommes aujourd'hui le 20 octobre, et c'est le 25 octobre, dans l'ancien calendrier (7 novembre dans notre calendrier), que le pouvoir en Russie est passé au gouvernement des soviets. C'était la première fois depuis la Commune de Pa-

ris que se mettait en place un gouvernement qui se réclamait ouvertement d'un mandat confié par les travailleurs organisés en conseils, organisés en comités.

Camarades, des gouvernements qui se mettent en place en promettant toute une série de choses, c'est quelque chose de banal. Il est moins banal que, dans les 48 heures qui suivent l'instauration de ce gouvernement, les mesures annoncées soient prises. Et pourtant, le 26 octobre, c'est-à-dire un peu plus de 24 heures après l'instauration du gouvernement des soviets, se réunit le congrès des soviets, rassemblant les délégués de tous les conseils ouvriers de toute la Russie : conseils de travailleurs des villes, conseils de paysans, conseils de travailleurs sous l'uniforme. Ces délégués réunis en congrès national adoptent, 24 heures après la prise du pouvoir, un certain nombre de décisions. La première de ces décisions, c'est un décret sur la paix. Vous le savez, la Russie est plongée dans la guerre impérialiste, dans la boucherie qui a tué des millions de ses enfants dans les trois années précédentes. Le peuple n'en peut plus de la guerre : il s'est soulevé contre le tsar au mois de février pour exiger la paix, et, depuis, les représentants des partis en qui les travailleurs avaient confiance ne cessent de dire : "Bien sûr, nous sommes pour la paix, mais plus tard, les conditions ne sont pas réunies." Ce 26 octobre, les délégués des ouvriers réunis en congrès adoptent un décret sur la paix. Il déclare : "Il s'agit de notre part d'une paix immédiate, sans annexion, sans condition, sans contribution de guerre. C'est une paix pour laquelle nous nous adressons à tous les gouvernements et à tous les peuples de tous les pays." (...) Le même jour, quelques heures plus tard, le même congrès des soviets adopte le décret sur la terre. La Russie est, à cette époque,

(1) Constatons que, dans cette politique, l'impérialisme américain a reçu et reçoit le soutien de toutes les forces qui se situent dans le cadre des institutions de l'impérialisme, y compris à la gauche et à l'extrême gauche (lire l'article de Dominique Ferré sur le Secrétariat unifié). On lira dans ce numéro comment, en Italie, le vote des sénateurs et députés de Sinistra Critica, l'organisation du Secrétariat unifié, rend possible que se prolonge l'intervention des troupes italiennes contre le peuple afghan, en même temps qu'elle rend possible d'allonger de 57 à 62 ans l'âge moyen de départ à la retraite.

un pays principalement paysan : 100 millions de paysans vivent dans des conditions atroces du fait que la terre ne leur appartient pas et qu'ils travaillent dans des conditions insensées sans pouvoir nourrir leurs familles.

Mais le congrès des soviets prend une décision qui peut sembler étonnante. Il adopte un décret sur la terre qui ne correspond pas au programme du Parti bolchevique. Un décret sur la terre a même été élaboré par un parti concurrent, pourrait-on dire, le parti des socialistes-révolutionnaires, qui était au gouvernement depuis huit mois. Pourquoi cela ? Parce que les paysans ont élu des délégués, qui, à la différence des ouvriers, sont en majorité des socialistes-révolutionnaires, et ils ont choisi de soutenir le programme socialiste-révolutionnaire pour l'appropriation de la terre. Les bolcheviks disent : "Ce n'est pas de cette façon que nous aurions fait les choses, mais on ne peut pas faire la réforme agraire d'une manière contraire à la volonté de la majorité des paysans, par conséquent nous adoptons un décret sur la terre qui reprend intégralement ce qui était le mandat élaboré quelques semaines plus tôt par 242 délégués paysans, majoritairement favorables au parti des socialistes révolutionnaires." Ce décret commence ainsi : "La propriété des propriétaires fonciers sur la terre est abolie immédiatement sans aucune indemnité. Les domaines des propriétaires fonciers ainsi que les terres des églises, des monastères et tous leurs cheptels morts et vifs, toutes leurs constructions et dépendances, sont mis à la disposition des comités agraires de canton et des soviets de députés paysans, etc."

Ce congrès national des soviets, dans cette même journée du 26 octobre — le pouvoir n'a été arraché au gouvernement provisoire que depuis 36 heures — décide d'instituer un gouvernement d'un type particulier. Il ne s'appellera pas gouvernement, il s'appellera "Conseil des commissaires du peuple" et se définira lui-même comme un gouvernement provisoire d'ouvriers et de paysans, responsable devant les soviets, c'est-à-dire devant rendre des comptes aux délégués des comités ouvriers réunis dans ce cadre.

Quelle est la signification de ces mesures ? Quelle est la signification, dans

les 24 heures qui suivent la prise du pouvoir, de donner tout de suite la terre aux paysans, de déclarer tout de suite la paix immédiate, alors que nous sommes en pleine guerre mondiale, et de déclarer que le gouvernement est responsable devant les soviets ? Il s'agissait d'établir tout de suite que ce gouvernement, à la différence des précédents, avait comme seule vocation de résoudre les questions cruciales pour lesquelles des millions d'hommes et de femmes de la ville et de la campagne s'étaient mobilisés et organisés. Depuis la révolution de Février, les masses s'étaient dressées et organisées pour dire : "Fin de la guerre, la terre aux paysans, le contrôle ouvrier sur la production et un gouvernement qui réponde au mandat du peuple." Ils refusaient de respecter ce mandat, les partis majoritaires dans les soviets depuis février (partis menchevique et socialiste-révolutionnaire) n'avaient cessé de tergiverser, renvoyant toujours à plus tard le règlement de la question de la guerre, ainsi que la question de la terre.

De février à septembre 1917, le centre de gravité du congrès des soviets s'est progressivement déplacé. Les bolcheviks, extrêmement minoritaires en février, se retrouvèrent majoritaires à partir du mois de septembre dans le soviet des principales concentrations (Petrograd, Moscou), puis dans le congrès national des soviets. Dès lors que le mandat leur était majoritairement confié par la classe ouvrière, le Parti bolchevique a estimé qu'il avait un devoir, et ce devoir, c'était d'appliquer le mandat. Pour appliquer ce mandat, il fallait chasser le gouvernement qui ne représentait plus rien, il fallait établir le gouvernement des soviets, donner la terre, établir la paix, ce qu'ils firent, je le répète, dans les décisions qui allèrent du 25 au 26 octobre 1917.

Bien sûr, la question que nous serons amenés à discuter, c'est : qu'est-ce qui faisait la différence ? Qu'est-ce qui fait que, sur un même mandat, certains partis renoncent à l'appliquer alors qu'ils sont au pouvoir durant sept ou huit mois, et qu'un autre parti l'applique en 24 heures ? La réponse à cette question ne tient pas d'abord, ni même principalement, aux caractéristiques individuelles ou personnelles des uns et des autres. Elle tient à

une seule question, ce qu'on appelle l'indépendance de classe, constituée en un parti.

Camarades, ce qui a caractérisé le Parti bolchevique durant cette période, nous y reviendrons, c'est en toute circonstance cette indépendance. La racine de cette indépendance, c'est l'absolue compréhension de ce que le système capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, ne pouvait générer que des guerres, l'oppression, la misère. Si l'on voulait résoudre ces maux qui assaillaient le peuple russe, il fallait rompre avec ce régime d'exploitation. On ne peut aller de l'avant si l'on craint de prendre les mesures nécessaires pour la classe ouvrière et "on ne peut prendre ces mesures si l'on craint d'aller vers le socialisme", disait Lénine. C'est guidé par

cette compréhension qu'a agi le Parti bolchevique durant cette période (...).

Vous connaissez cette phrase de Rosa Luxemburg, qui disait : "L'histoire retiendra des bolcheviks qu'ils sont les premiers à avoir osé."

Dans ces journées d'études, nous voulons comprendre pourquoi, comment, dans quelles conditions ils ont osé. Nous voulons comprendre pourquoi, comment, dans quelles conditions ce qui a été arraché par la révolution d'Octobre a été remis en cause dans les décennies qui ont suivi. Et nous voulons le comprendre et l'assimiler parce que, toutes choses étant égales et toute proportion étant respectée, il nous revient aujourd'hui, comme il leur est revenu hier, d'oser."

Daniel Gluckstein

Le Tribunal international Katrina et les premiers pas du Parti de la reconstruction

Par Alan Benjamin

Du 28 août au 2 septembre 2007, plus de 800 personnes se sont rassemblées à La Nouvelle-Orléans pour participer au Tribunal international sur l'ouragan Katrina, convoqué à l'initiative du People's Hurricane Relief Fund (PHRF), le fonds de secours populaire aux victimes de l'ouragan, dans le but de juger les crimes commis par le gouvernement américain avant, pendant et après l'ouragan.

Le tribunal s'est ouvert par un rassemblement le 28 août au soir, au cours duquel prirent la parole les cinq initiateurs : Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs d'Algérie, Lybon Mabasa, président du Parti socialiste d'Azanie (Afrique du Sud), Edenice Santana de Jesus, dirigeante de la confédération syndicale CUT à Bahia (Brésil), Cynthia McKinney, ex-représentante de la Géorgie au Congrès des Etats-Unis, et Charles Barron, conseiller municipal de la ville de New York.

Au cours des quatre jours qui ont suivi, un jury composé de 17 juges de 10 pays (l'Algérie, le Brésil, la France, la Gua-

deloupe, la Martinique, Haïti, le Mexique, l'Azanie-Afrique du Sud, le Venezuela et les Etats-Unis) ont entendu les témoignages des experts et des survivants des ouragans Katrina et Rita.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) a joué un rôle actif dans la préparation de ce tribunal, en contribuant à assurer une large participation de délégations internationales. Le coordinateur de l'Entente, Daniel Gluckstein, avait été invité à participer aux travaux du tribunal en tant que juge, mais n'a pu y assister. Son message a été lu lors de la session plénière et versé aux pièces enregistrées dans le dossier par le président du tribunal, Kwame Kalimara.

Daniel Gluckstein a souligné les raisons politiques du soutien de l'EIT à cette initiative en déclarant :

“Cette nouvelle persécution à l'encontre des populations noires de La Nouvelle-Orléans n'est qu'un maillon supplémentaire qui s'ajoute à la longue chaîne d'oppression, de génocide et de persécutions dont sont victimes les populations noires.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples soutient le droit imprescriptible des opprimés et des exploités à s'organiser en toute indépendance pour se défendre. C'est pourquoi l'EIT estime que c'est le droit absolu de la population noire de La Nouvelle-Orléans de juger les responsables de la tragédie qu'a représenté Katrina. C'est leur droit absolu d'accuser les responsables des gouvernements au niveau fédéral, au niveau de l'Etat et des municipalités, car tous, à des degrés divers, se sont ligüés pour abandonner la population noire de La Nouvelle-Orléans et de la région côtière du golfe, pour la laisser subir un sort atroce.

De la même façon, c'est le droit imprescriptible de l'ensemble des opprimés et des exploités, et particulièrement de la composante noire de la population des Etats-Unis, de constituer leurs propres organes de représentation politique et de construire s'ils le souhaitent leur propre Parti de la reconstruction. Qui mieux que la population noire peut décider de la meilleure façon de s'organiser en toute indépendance pour se sauver et se défendre ?

LA COMPLICITÉ DU PARTI DÉMOCRATE

Pendant près de trente heures, le tribunal a entendu des témoignages sur des questions aussi nombreuses et diverses que la négligence dont a fait preuve le gouvernement dans l'entretien des digues et l'évacuation des habitants confrontés à la montée des eaux, les brutalités policières à leur encontre, le racisme dont ils sont victimes, la privatisation des hôpitaux et des écoles, la destruction des logements sociaux ou leur accaparement par les classes aisées, le détournement des fonds de secours et le refus d'accorder à la population noire le droit de retourner dans les quartiers et les habitations où elle vivait. A ce jour, plus de 300 000 habitants de La Nouvelle-Orléans, en majorité des Noirs, sont placés dans l'impossibilité de rentrer chez eux.

A la clôture de la session du tribunal, Jill Soffiyah Eliah, présidente des juges du tribunal, a livré les conclusions préliminaires selon lesquelles le président des

Etats-Unis, George Bush, le gouverneur démocrate, Kathleen Blanco, et le maire démocrate de La Nouvelle-Orléans, Ray Nagin, sont responsables de crimes contre l'humanité. Ces conclusions préliminaires expliquent comment le gouvernement des Etats-Unis, au niveau fédéral, à celui de l'Etat et des municipalités, a pratiqué le nettoyage ethnique, le génocide, et a commis de nombreux autres délits à l'encontre de la population noire et pauvre de La Nouvelle-Orléans et de la région du golfe du Mexique.

Un aspect extrêmement important de ce tribunal, c'est qu'il ne s'est pas contenté d'accuser l'administration Bush et le Parti républicain. Pendant toute la durée du tribunal et, de fait, dès le discours d'ouverture de Cynthia McKinney, le premier soir, la responsabilité du Parti démocrate a été mise en évidence.

Lors de la séance d'ouverture, Cynthia McKinney a déclaré :

« Le journal New Orleans Times Picayune a écrit récemment que Nancy Pelosi (1) a fait une tournée à La Nouvelle-Orléans en compagnie d'autres responsables du Parti démocrate. Ils ont même visité le Lower Ninth Ward (2). Ils ont fait remarquer que "la générosité des autorités fédérales aurait des limites". Un responsable démocrate de Louisiane a souligné qu'ils étaient venus "pour faire la différence entre les besoins et les souhaits".

Et pourtant, le Congrès, à majorité démocrate, n'a pas réussi à faire la différence entre les besoins et les souhaits de l'administration Bush, lui a accordé le droit légal d'espionner le peuple américain, le financement des nouvelles opérations guerrières en Irak et en Afghanistan, et lui a laissé la liberté de faire tout cela et plus encore en retirant de l'ordre du jour tout projet de destitution de Bush. »

Les témoignages recueillis ainsi que les déclarations des procureurs ont établi la responsabilité directe des dirigeants du Parti démocrate à tous les niveaux dans cette tragédie, produit direct du système. Nous citons ci-dessous quelques exemples de ce qui a été dit à cet égard :

(1) Présidente démocrate de la Chambre des représentants.

(2) Le quartier noir le plus dévasté de la ville.

- La guerre d'Irak et d'Afghanistan, soutenue par les deux grands partis, démocrate et républicain, a détourné les fonds nécessaires à la réparation des digues ou ceux dont aurait dû bénéficier la Garde nationale pour financer le personnel et l'équipement qui auraient permis de secourir les survivants.

- Les survivants ont été abandonnés et condamnés à mourir par les responsables politiques des deux partis et par un système qui n'accorde aucune valeur à la vie d'un Noir.

- Le gouverneur démocrate Kathleen Blanco a ordonné aux troupes de l'Etat de Louisiane de tirer pour tuer.

Ces ordres visaient la population noire qui tentait de s'enfuir devant la montée des eaux, mais qui, pour être en sécurité, devait traverser un pont conduisant à un riche quartier blanc. Kathleen Blanco a donné ces ordres pour répondre à des demandes de certains habitants blancs qui pressaient la police locale et l'armée d'empêcher les Noirs de pénétrer dans leur quartier au motif qu'ils se livreraient au pillage.

- Des extrémistes racistes blancs ont pris les affaires en main — sous le prétexte qu'il y avait une menace de pillage — et ont, en toute impunité, assassiné près de 200 citoyens noirs, d'après le témoignage rapporté au tribunal par Malik Rahim, de l'organisation de solidarité Common Ground in New Orleans.

Lorsque des habitants noirs dont des membres de la famille avaient été tués par ces gangs, ou brutalisés et tués par les troupes de l'Etat et la Garde nationale, s'adressèrent au maire démocrate, Ray Nagin, pour lui demander protection et justice, celui-ci leur répondit qu'il ne pouvait rien y faire.

- Kathleen Blanco, le gouverneur, avait été élue par le peuple sur un mandat, le maintien du plus grand hôpital de la région — l'hôpital Charity —, mais elle a trahi ce mandat. Les fonds attribués par l'Etat et le gouvernement fédéral ont été délibérément dilapidés dans le but d'asphyxier financièrement l'hôpital pour le fermer ensuite. Des milliers d'emplois ont été supprimés et un coup fatal a été porté au système de santé public.

- Suite à la loi sur l'éducation No Child Left Behind ("Aucun enfant laissé de côté"), votée par les représentants des deux partis, les écoles publiques sont dans tout le pays en voie de liquidation. Les quelques écoles rouvertes après l'ouragan Katrina sont des Charter Schools, c'est-à-dire des écoles publiques déréglementées, financées par des fonds privés. Les démocrates au niveau fédéral, à celui des Etats et des municipalités, sont directement responsables de ces attaques contre l'école publique ; de fait, depuis que les démocrates ont pris le contrôle du Congrès en novembre 2006, la situation n'a fait qu'empirer.

- Les femmes noires ont été victimes de cette tragédie à un triple titre, comme habitantes de La Nouvelle-Orléans, comme Noires et comme femmes. Les logements sociaux où elles ont élevé leurs enfants n'ont, pour une large part, pas souffert des inondations. Mais les projets de construction ont été annulés et les familles dispersées dans 40 Etats à travers tout le pays. Et qu'a fait Kathleen Blanco pour aider ces femmes ? Elle a fermé les hôpitaux, les écoles publiques, les logements sociaux, donné l'ordre de tirer sur ceux qui tentaient de survivre — l'ordre de les tuer —, limité le droit des femmes à l'avortement et fait campagne pour la stérilisation des femmes pauvres et noires.

- Katrina a fourni aux responsables politiques des deux partis le prétexte qu'ils cherchaient depuis très longtemps, mais qu'ils n'avaient pas encore été en mesure d'utiliser, pour appliquer complètement leurs plans : détruire les services publics et chasser la majorité noire de La Nouvelle-Orléans.

LA POURSUITE DE LA CAMPAGNE APRÈS LA TENUE DU TRIBUNAL ET LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI DE LA RECONSTRUCTION

Suite à la réussite considérable du tribunal, la Coalition pour les fonds de secours et de surveillance des victimes de l'ouragan (PHRF-OC) a lancé une pétition adressée au président George Bush et au Congrès en vue de faire aboutir les reven-

dications qui émanent du tribunal : reconnaissance du statut de personne déplacée à l'intérieur de son propre pays (IDP), droit au retour dans la région du golfe pour la majorité noire, réparations pour tous les survivants et une reconstruction de grande envergure financée au niveau fédéral, aussi importante que le projet Manhattan (3), conduite sous la surveillance des habitants, effectuée dans le cadre du respect des droits syndicaux et du paiement des salaires au taux courant.

Les organisateurs du tribunal ont également exigé que des poursuites soient engagées contre George Bush, Haley Barbour (gouverneur du Mississippi), la FEMA (agence fédérale pour l'aide d'urgence), les officiers du génie et le Département de la sécurité intérieure pour crimes contre l'humanité. Ils ont d'autre part exigé que tous les candidats à l'élection présidentielle de 2008 se prononcent en faveur des revendications exprimées par le tribunal. Dans ce but, ils organiseront une deuxième assemblée des survivants à la fin du mois de janvier 2008.

Mais toutes ces revendications soulèvent immédiatement une question : quel instrument politique est nécessaire pour que la population noire puisse défendre ces revendications et obtenir satisfaction ?

Katrina — comme l'a prouvé le tribunal — a démontré une fois de plus que le Parti démocrate constitue l'élément central d'un système impérialiste qui a laissé mourir son propre peuple, un système qui écrase les peuples et les nations dans le monde entier. Le 27 septembre, par exemple, les représentants démocrates du Congrès ont, à quelques exceptions près, joint leurs votes à ceux des républicains pour approuver une augmentation de 115 milliards de dollars des fonds destinés à la guerre criminelle engagée par les Etats-Unis en Irak. La liste des crimes commis contre l'humanité au nom des deux grands partis serait très longue.

Au cours de l'année passée, des personnalités de premier plan au sein du Mouvement de libération du peuple noir ont exprimé la nécessité pour la population noire de rompre avec le Parti démocrate et de construire son propre parti, qui, d'après leurs déclarations, pourrait s'appeler le Parti de la reconstruction. L'appel à

constituer un Parti de la reconstruction a été largement diffusé parmi les militants noirs, non seulement à La Nouvelle-Orléans et dans la région du golfe, mais dans des villes à travers tout le pays, où des mini-Katrinass se produisent tous les jours contre la population noire et toutes les autres catégories opprimées dans le pays.

C'est le nom "Parti de la reconstruction" qui s'est imposé, parce qu'il combine l'appel à la reconstruction immédiate dans la région côtière du golfe du Mexique (dont les républocrates sont incapables : leur prétendue reconstruction est centrée sur l'économie de marché, le nettoyage ethnique, les contrats avec Halliburton et Bechtel en vue de construire des casinos pour l'industrie touristique) et la référence à la Reconstruction radicale, cette période qui a suivi la guerre de Sécession (4) et où les Noirs se sont soulevés et ont imposé d'énormes victoires par leur combat révolutionnaire.

Ce fut une expérience de courte durée, à laquelle la trahison des républicains radicaux mit fin, ouvrant ainsi une période totalement réactionnaire, durant laquelle furent adoptées les lois Jim Crow, et qui dura près d'un siècle (5).

L'un des principaux obstacles auquel est confrontée la population noire dans sa lutte pour constituer son propre parti a été le rôle joué par le groupe des parlementaires noirs du Congrès — Black Caucus —, qui représente l'aile la plus "à gauche" du Parti démocrate. A la suite de Katrina, les membres du groupe ont soumis à la Chambre des représentants une résolution exigeant l'attribution massive de fonds en vue de reconstruire la région du golfe et de garantir le respect des droits des survivants déplacés. Cette résolution resta lettre morte. Elle fut ignorée par la nou-

(3) Du nom du premier programme américain de réalisations scientifiques et techniques.

(4) Guerre civile qui, de 1861 à 1865, opposa les Etats confédérés du sud à ceux du nord.

(5) Les lois Jim Crow sont une série de lois promulguées généralement dans les Etats du sud dans le but de restreindre la plupart des droits accordés aux anciens esclaves après la guerre de Sécession. Les plus importantes introduisaient la ségrégation dans les écoles et les lieux publics. Le nom de Jim Crow provient du titre d'une chanson raciste, *Jump Jim Crow*.

velle majorité démocrate du Congrès, et le groupe parlementaire noir ne lança aucune campagne d'agitation dans le pays pour que la population se rassemble afin d'exiger son adoption par le Congrès.

Ce fut une feuille de papier ayant pour but de donner l'impression que ces parlementaires faisaient quelque chose pour les habitants et les survivants de la région du golfe.

Il n'y a rien de surprenant à cela.

Comme l'a fait remarquer Bruce Dixon dans un article de l'hebdomadaire *Black Agenda Report* (6), dont il est le rédacteur en chef, le groupe des parlementaires noirs du Congrès est financé par les mêmes grandes entreprises et fondations que tous les autres dirigeants politiques de la classe dominante. Ce financement s'opère à travers l'institut d'éducation politique du groupe et sa fondation. Comme le remarque Bruce Dixon :

“Ce sont l'institut et la fondation qui mènent le groupe parlementaire par le bout du nez.”

Socialist Organizer, section américaine de la IV^e Internationale, a soutenu et diffusé très largement cet appel à constituer le parti noir indépendant — le Parti de la reconstruction. Socialist Organizer pense qu'il s'agit de la prochaine étape indispensable dans le combat en vue de construire un parti indépendant pour toute la classe ouvrière des Etats-Unis, c'est-à-dire le Labor Party.

La question noire aux Etats-Unis présente un double aspect. La formation du parti noir (le Parti de la reconstruction) serait à la fois la façon pour la population noire d'exprimer son aspiration à disposer librement de son sort et le premier pas effectué par une fraction de la classe ouvrière américaine, la classe ouvrière noire, dans la voie de la constitution d'un parti politique indépendant pour tous les travailleurs.

En raison de la subordination des directions syndicales au Parti démocrate, les syndicats — la seule expression organisée de la classe ouvrière américaine sur une base de classe — ne sont pas en mesure aujourd'hui d'avancer concrètement vers le Labor Party, même si un secteur des syndicats, organisé en Caroline du Sud avec le soutien de la fédération de l'AFL-

CIO de l'Etat, a effectué un pas dans cette direction, montrant ainsi la voie à l'ensemble du mouvement ouvrier (en Caroline du Sud, le Labor Party présentera cinq candidats aux élections à l'Assemblée de l'Etat prévues en novembre 2008).

Ce Parti de la reconstruction peut et doit aussi intégrer la composante latino opprimée de la classe ouvrière américaine. Le Parti de la reconstruction est un élément constitutif de la lutte de toute la classe ouvrière pour assurer son indépendance politique à l'égard des républocrates.

UN GRAND PAS EN AVANT : LA CAMPAGNE MALCOLM SUBER ET LE COMITÉ NATIONAL D'ORGANISATION POUR LE PARTI DE LA RECONSTRUCTION

Depuis quelque deux mois, une importante discussion se déroule parmi les militants noirs pour savoir si, oui ou non, il est possible et nécessaire de dépasser le simple stade de la propagande pour le Parti de la reconstruction en se lançant réellement dans la campagne pour le construire.

Tout une partie des militants noirs expliquent qu'à cette étape, il serait prématuré de lancer le Parti de la reconstruction en raison des divisions existant à l'intérieur du Mouvement de libération des Noirs et du “faible niveau” de conscience politique qu'ont les Noirs.

Parmi ceux qui défendent cette position, certains ajoutent que, compte tenu de la façon dont le Mouvement de libération des Noirs envisage le front unique noir, il n'est pas souhaitable d'aller au-delà de ce front uni avec le groupe des parlementaires noirs.

Par “front uni”, ici, il faut entendre un front de nature programmatique avec l'aile noire du Parti démocrate, passant outre les barrières de classe. Ce n'est pas un front unique tactique orienté vers l'action. C'est là l'héritage de la forte influence des staliniens et des maoïstes sur les militants noirs radicaux, et cela remonte aux années 1960 et même avant.

(6) www.blackagendareport.com

Cependant, cette position a été rejetée par une majorité des militants noirs, qui ont tenu une réunion spécifique durant le tribunal à La Nouvelle-Orléans afin de discuter comment, concrètement, construire le Parti de la reconstruction. Ils ont été plus de 60 à signer l'appel lancé par Malcolm Suber, un des dirigeants du PHRF — fonds de secours populaire aux victimes de l'ouragan —, à former un comité d'organisation national pour le Parti de la reconstruction et pour soutenir sa candidature sous l'étiquette "Parti de la reconstruction" aux élections municipales de La Nouvelle-Orléans, le 20 octobre (le 6 septembre, Suber a enregistré sa candidature aux élections municipales sous l'étiquette "Parti de la reconstruction").

Voici ce que dit, entre autres, l'appel de Suber :

"Nous, soussignés, pensons que le Mouvement de la reconstruction doit passer à la phase suivante de son développement, qui est de conquérir le pouvoir politique si nous voulons véritablement obtenir une reconstruction juste et équitable de La Nouvelle-Orléans et de la côte du golfe du Mexique. Nous ne pouvons pas compter sur les hommes politiques et les partis, c'est-à-dire les Partis républicain et démocrate, qui ont fait la démonstration de leur impuissance.

Nous soutenons la construction de ce Parti de la reconstruction, dont nous avons besoin pour nous attaquer à la multitude de problèmes causés par les institutions racistes, la domination de classe, la pauvreté héritée de notre histoire et le sexisme, qui empoisonnent la vie des travailleurs dans les villes de ce pays.

Nous faisons appel à nos amis et aux militants dans tout le pays, nous leur demandons de nous aider à développer le programme d'un Parti de la reconstruction et d'envoyer leur contribution pour que ce parti puisse véritablement entraîner le Mouvement de libération des Noirs ainsi que les ouvriers qui se battent pour poser la question du pouvoir. Nous faisons appel à vous : dans toutes les villes du pays, formez des comités pour le Parti de la reconstruction-campagne Malcolm Suber."

Maintenant, avec le porte-drapeau du Parti de la reconstruction qui se présente aux élections pour une fonction officielle dans cette ville d'importance majeure qu'est La Nouvelle-Orléans, le mouvement

de soutien au Parti de la reconstruction a véritablement démarré. Cynthia McKinney, ancienne députée, a été parmi les premières à contresigner l'appel de Suber. Voici, entre autres, ce qu'elle écrit :

"Moi, Cynthia McKinney, ancienne députée au Congrès, représentant le peuple de Géorgie, je déclare que j'apporte mon soutien plein et entier à la construction d'un Parti de la reconstruction indépendant aux Etats-Unis. Je déclare également que j'apporte mon soutien plein et entier à la candidature de notre frère Malcolm Suber aux élections municipales de La Nouvelle-Orléans le 20 octobre 2007..."

Il a été démontré que les hommes politiques et les structures des deux partis, démocrate et républicain, ont été complices des politiques génocidaires contre notre peuple. Des témoignages sur les crimes systématiques et prémédités commis lors des ouragans Katrina et Rita ont été apportés lors du Tribunal international pour juger les crimes commis lors des ouragans Katrina et Rita, qui s'est tenu à La Nouvelle-Orléans du 29 août au 2 septembre, lors de la célébration du deuxième anniversaire de cette catastrophe. Les organisateurs du tribunal et les juges étaient des représentants des organisations ouvrières et démocratiques aux Etats-Unis et à l'étranger. Preuve a été faite que le gouvernement des Etats-Unis à tous les niveaux — fédéral, d'Etat et local — est responsable de ces atrocités."

Malcolm Suber a également reçu le soutien de Donna Dewitt, vice-présidente nationale du Labor Party et présidente du Labor Party de Caroline du Sud, et du Frente de Mexicanos en el Exterior — le "Front des Mexicains de l'extérieur", un large regroupement d'immigrants mexicains aux Etats-Unis qui se bat pour l'amnistie et la régularisation des sans-papiers, et pour que tous les immigrants aux Etats-Unis jouissent de tous leurs droits.

DE NOUVELLES INITIATIVES INDÉPENDANTES

Dans l'histoire des Etats-Unis, le rejet des institutions politiques de Washington par le peuple américain a rarement été aussi vif. De récents sondages montrent

que le pourcentage d'opinions favorables à Bush est tombé à 31 %, le niveau le plus bas de son mandat. Le pourcentage d'opinions favorables aux démocrates est encore plus bas, 29 % approuvent l'action du Congrès. C'est dû au fait que les démocrates ont tourné le dos au mandat que, lors des élections législatives du 6 novembre, le peuple leur a donné de mettre un terme à la guerre en Irak.

Dans ce contexte de crise politique croissante aux Etats-Unis, de nouvelles initiatives politiques indépendantes se font jour dans tout le pays.

D'abord, comme nous le disions plus haut, la campagne de Malcolm Suber a galvanisé les énergies et reçoit des marques de soutien de tout le pays. La décision qu'a prise le Labor Party de Caroline du Sud (SCLP), qui s'appuie sur la confédération de l'AFL-CIO de l'Etat, de présenter des candidats aux élections a également provoqué l'intérêt et reçu le soutien du mouvement ouvrier. Le dirigeant des dockers, Leonard Riley, explique pourquoi l'initiative prise par le Labor Party de Caroline du Sud était nécessaire :

“Je pense qu'il est non seulement nécessaire qu'un nouveau parti indépendant entre sur la scène politique, mais que c'est le moment. Nous, les travailleurs, nous voulons que nos revendications soient loyalement représentées... Je crois que le moment est venu.”

Le 9 août, Cindy Sheehan, qui a perdu son fils de 24 ans, Casey, soldat tué en Irak en 2004, a annoncé qu'elle présenterait sa candidature indépendante à la Chambre des représentants des Etats-Unis contre Nancy Pelosi, présidente de la Chambre et dirigeante du Parti démocrate. Voici ce que M^{me} Sheehan a déclaré :

« Les électeurs, dégoûtés par la politique du régime Bush, ont donné la majorité aux démocrates au Congrès en novembre 2006. Nous avons voté pour que ça change. Pourtant, avec M^{me} Pelosi comme présidente de la Chambre, le Congrès s'est contenté de préserver le statu quo en faveur des dirigeants et chefs d'entreprises, et, en fait, depuis qu'elle préside la Chambre, la situation au Moyen-Orient a encore empiré... Le pays est prêt pour le changement, et c'est maintenant que ça commence.

Je pense que c'est à cause de ce système des “deux” partis, aux ordres des

entreprises, que notre pays est, depuis des décennies, plongé dans un état de guerres tant “froides” que déclarées... Par ma candidature, je dis qu'il faut que le peuple passe avant le profit et l'opportunisme politique. »

De même, à San Francisco, Ahimsa Sumchai, médecin noire et personnalité locale, vient de lancer une campagne politique indépendante pour se porter candidate au poste de maire. Interviewée par le journal *The Organizer*, elle explique qu'il est désormais temps de

“se tourner vers des alternatives et des partis plus indépendants pour prendre la direction des affaires... On ne fait plus la différence entre les démocrates et les républicains. Maintenant, les gens se tournent vers des structures politiques indépendantes qui ne sont pas corrompues.”

Le 5 octobre, à Berkeley — et cela est très important —, Cynthia McKinney a annoncé quelle prenait ses dispositions pour se préparer à se lancer dans la campagne de la présidentielle de 2008. Elle n'a pas encore annoncé publiquement sa candidature. Elle a dit à ses supporters que, si elle décide effectivement de présenter sa candidature, elle le fera pour promouvoir le Parti de la reconstruction. Dans le pays tout entier, les militants tiennent des meetings et se regroupent pour demander à McKinney de présenter sa candidature pour la présidentielle.

DE NOUVELLES RESPONSABILITÉS ET DE NOUVEAUX DÉFIS À RELEVER

Dans cette situation politique nouvelle, la section américaine de la IV^e Internationale a une responsabilité majeure : il lui revient d'aider toutes les initiatives politiques indépendantes à avancer et à les faire converger vers le Parti de la reconstruction, et, à travers cette première étape, vers le Labor Party.

Maintenant que le Parti de la reconstruction a été lancé, toutes les forces qui sont financées par les ONG et qui sont, d'une autre façon, liées au Parti démocrate ou lui sont subordonnées vont s'efforcer de dévoyer de Parti de la reconstruction, qui est encore tout jeune, et de le

ramener dans le sein du Parti démocrate, c'est-à-dire vers des positions sans danger pour l'impérialisme.

Il faut multiplier les efforts pour affirmer, pour renforcer le Parti de la reconstruction et l'aider à véritablement s'engager sur une voie indépendante vers le Labor Party.

En se présentant contre Nancy Pelosi, dirigeante de la gauche du Parti démocrate, Cindy Sheehan a fait un grand pas en avant, mais elle va être soumise à de fortes pressions lui enjoignant de ne pas faire de vagues. Il faut une campagne politique de longue haleine en direction de cette fraction du mouvement antiguerre pour permettre une vraie rupture avec les démocrates et un soutien pour le Parti de la reconstruction.

Et il va plus que jamais falloir développer autour de nous la nécessité pour les syndicats de rompre avec les démocrates en mettant en avant ce qui se passe en Caroline du Sud. De nouveaux secteurs du mouvement syndical américain doivent rejoindre le Labor Party et suivre l'exemple de la Caroline du Sud en rompant véritablement avec les démocrates.

C'est seulement si toutes ces campagnes et toutes ces forces diverses convergent effectivement vers le Labor Party que l'on pourra parler d'un véritable pas en avant. La section américaine de la IV^e Internationale a encore devant elle cette tâche qui consiste à aider à construire ce Labor Party, dont la première étape est le Parti de la reconstruction.

Alan Benjamin

Le marxisme face au “développement durable”

Par Pierre Cise

“Développement durable”, écologie : ces mots sont sur toutes les bouches, dans les programmes des partis, dans les rapports annuels des sociétés, font vivre des milliers d'ONG, de cabinets d'experts, d'organismes de certification. Ils ont été consacrés encore récemment par l'attribution du prix Nobel de la paix conjointement à Al Gore et au GIEC (1).

La présente contribution a pour objectif de présenter l'origine et la fonction de ces notions dans le cadre du mode de production capitaliste à son stade impérialiste, ainsi que la position des marxistes à ce propos.

Elle n'aborde volontairement pas les questions scientifiques qui sous-tendent ces notions : pollutions, réchauffement de la terre, OGM, etc., qui mériteraient des contributions à part entière. L'utilisation des questions scientifiques par l'écologie, autrement appelé écologie politique, n'a rien à voir avec la science, moyen pour l'homme de maîtriser les lois de la nature non seulement pour ses besoins immédiats, mais pour ceux des générations futures. Le “développement durable”, si en vogue aujourd'hui, est avant

tout une opération politique, et de première importance au regard de l'attention toute particulière qu'y ont apportée les institutions internationales de l'impérialisme.

AUX ORIGINES DU “DÉVELOPPEMENT DURABLE”

L'écologie est une science de la nature. Son objet est d'étudier les relations entre les êtres vivants et le milieu où ils vivent. Contrairement aux apparences, ce n'est pas une discipline scientifique nouvelle. Elle a été fondée par Ernst Haeckel dans la deuxième partie du XIX^e siècle. Elle s'est développée dans un cadre assez confidentiel (tout au moins limité aux milieux scientifiques) et n'a touché le “grand public” qu'à partir du début des années 1970 dans le cadre d'un véritable hold-up opéré par l'écologie dite politique ou ce qu'on appelle l'écologisme.

(1) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, organisme créé par l'ONU à la demande des pays du G 7.

Car l'écologisme s'est emparé de cette discipline comme caution scientifique et "sérieuse" à son discours politique. Ce n'est pas le seul cas dans l'histoire. Par exemple, les travaux de Darwin sur la sélection naturelle ont été utilisés pour justifier l'existence de la concurrence et faire de l'économie de marché une loi naturelle. A ce propos, Engels disait dans *Dialectique de la nature* que

"Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal."

Il en déduisait la nécessité d'une organisation planifiée de la production pour permettre à l'homme de s'élever au-dessus du règne animal sur un plan social, de même que la production l'a élevé en tant qu'espèce.

Mais il en est de ces constructions comme des théories économiques actuelles de la bourgeoisie, qui cachent leurs déficiences et leur fonction de justification des rapports de production capitalistes, aussi décomposés soient-ils, derrière l'utilisation massive des mathématiques.

L'écologisme et l'écologie politique n'hésitent pas à aller jusqu'à l'absurde. Parler d'écologie politique, c'est comme parler de chimie politique, de physique politique, etc. Mais au-delà du caractère formellement absurde, il y a des forces sociales et des objectifs précis, comme nous le verrons.

La notion de "développement durable" apparaît pour la première fois en 1987 dans le rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, créée par l'ONU et présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. D'où le nom de rapport Brundtland donné à ce document unanimement reconnu comme fondateur du concept de "développement durable".

Sur la base de ce rapport, fut convoquée en 1992 la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, à Rio de Janeiro (autrement appelée "sommet de la Terre" ou "sommet de Rio"), puis le sommet de Johannesburg, en 2002.

Il est donc important de signaler que ce concept, aujourd'hui très répandu, est né au cœur même des institutions de l'impérialisme, à l'initiative de ceux qui mènent une politique destructrice contre les peuples et leurs conquêtes. Comment ces institutions du capital financier peuvent-elles prétendre "sauver la planète" par un "développement durable" alors qu'elles sont l'outil permanent de destruction de forces productives à l'échelle de l'humanité, entraînant un véritable recul de civilisation ?

Tout aussi important que le lieu d'où est venu le concept est le moment de son émergence. Lorsque le rapport Brundtland sort, le caractère décomposé du régime de la propriété privée des moyens de production avait fait son œuvre depuis longtemps. Les peuples des pays dominés, écrasés par une dette qui n'était pas la leur, subissaient les conséquences terribles des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale. Privatisations, coupes claires dans les budgets, dérégulations ont fait basculer des pans entiers de populations dans la misère et dans la régression sociale. En même temps, le capital financier tirait de cette destruction de nouvelles opportunités de profit, soit par la mainmise sur les richesses de ces pays, soit par la spéculation sur la dette, et dans tous les cas par le pillage. Dans les métropoles impérialistes, l'offensive était également menée, notamment dans le cadre de la CEE, contre les peuples et leurs acquis, avec toutes les conséquences que nous connaissons en termes de régression et de destruction des forces productives. Toutes ces offensives destructrices, présentées par les gouvernements, économistes et autres experts soumis aux dictats de l'impérialisme comme la "solution à la crise", ne déboucheront que sur de nouvelles crises et de nouvelles destructions. D'ailleurs, quelques mois après la sortie du rapport, se produisait le krach d'octobre 1987, le plus important depuis celui d'octobre 1929.

En même temps, cette crise de décomposition alimentait la résistance et la mobilisation des peuples contre un régime dont il s'agissait de "redorer le blason". L'opération "développement durable" venait à point nommé pour tenter d'occul-

ter la vraie nature du mode de production capitaliste arrivé à son stade décomposé et de faire accompagner l'offensive destructrice contre les peuples par les peuples et leurs organisations. C'est le sens fondamental de la manœuvre.

LE RAPPORT BRUNTLAND

Le rapport Brundtland définit ainsi le "développement durable" :

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de "besoins", et plus particulièrement les besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient de donner la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir (...). Le principal objectif du développement consiste à satisfaire les besoins et aspirations de l'être humain (...). Un niveau supérieur au minimum vital serait envisageable à la seule condition que les modes de consommation tiennent compte des possibilités à long terme. Or nombre d'entre nous vivons au-dessus des moyens écologiques de la planète, notamment en ce qui concerne notre consommation d'énergie. La notion de besoins est certes sociale et culturellement déterminée ; pour assurer un développement durable, il faut toutefois promouvoir des valeurs qui faciliteront un type de consommation dans les limites du possible écologique et auquel chacun peut raisonnablement prétendre » (c'est nous qui soulignons)

En d'autres termes, le développement de l'homme, de ses techniques et de ses besoins serait limité par la nature et ses capacités à fournir les ressources nécessaires à la poursuite de ce développement. Par conséquent, l'homme devrait soumettre son développement à ces contraintes et à ces limites, en d'autres termes il doit se soumettre à la nature. "Nous n'avons qu'une planète !", nous disent les tenants du "développement durable". Cette planète serait un "bien commun", dont les hommes (en général, bien sûr, car toute allusion à la division de

la société en classes sociales aux intérêts divergents est définitivement bannie) devraient chercher la préservation, et soumettre leurs actes à ce but. Rechercher "l'intérêt commun", œuvrer en faveur du "bien commun", tout cela dans un esprit d'équité, tels sont les objectifs affichés du "développement durable".

Traduction pratique ? Les "impératifs stratégiques" du rapport Brundtland préconisent, sous prétexte (mensonger) de satisfaire les besoins des plus pauvres, de redéfinir les besoins de ceux qui ne sont pas pauvres, les "pays du Nord" étant principalement visés (prolétariat et bourgeoisie confondus, bien sûr).

Autre exemple : les carences constatées dans le domaine de l'accès à l'eau, à la santé, au logement seraient, selon le rapport, "la manifestation la plus visible de tensions écologiques" et le "développement durable" œuvrerait à améliorer cet accès au niveau local et avec des technologies les moins coûteuses. Tensions écologiques ? Mais la seule raison au problème de l'accès à l'eau, ne sont-ce pas les politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale ? Règlement au niveau local ? Des technologies moins coûteuses ? Ne serait-ce pas pour mettre en place des solutions au rabais, à la portée des ONG ?

Plus loin, le rapport préconise

"de ralentir rapidement la croissance démographique, notamment dans les régions où les taux continuent de progresser, comme en Afrique".

Ainsi, la misère et la destruction qui ravagent ce continent seraient dues à un excès de population par rapport aux richesses qui s'y trouvent. Nous voilà réservées de très vieilles théories dont la figure emblématique fut Malthus (révérend père de son état), que Marx a combattu notamment dans *Le Capital*. Et la solution serait de réduire cette surpopulation ? Voilà une caution morale et écologique toute trouvée aux guerres prétendument ethniques pour le contrôle des ressources, à l'absence de combat contre le Sida ou d'autres maladies (première cause de décès en Afrique), à la politique de pillage menée par le capital financier.

On voit ici que la notion de "développement durable" utilise les préoccupations

écologiques pour traiter d'un champ plus large comprenant les questions économiques, politiques et sociales. C'est d'ailleurs ce que font quotidiennement l'écologie politique et les ONG. Lorsqu'on ouvre n'importe quelle publication sur le sujet, des chapitres entiers sont consacrés au commerce équitable, à l'entreprise socialement responsable, à la réforme des organisations internationales, etc.

Toute cette construction idéologique, qui a bien évidemment une fonction politique, n'a pas surgi subitement un beau matin de 1987. Couverture "idéologique" du régime de la propriété privée des moyens de production, à l'ère où toutes ses forces convergent sur la destruction des forces productives, ce discours plonge ses racines dans des conceptions bien antérieures.

LES PILIERS DU "DÉVELOPPEMENT DURABLE" ET DE L'ÉCOLOGISME

L'écologisme et le "développement durable" ont deux sources idéologiques essentielles : la "croissance zéro" et la doctrine sociale de l'Eglise.

La "théorie" de la croissance zéro nous vient d'un rapport intitulé *Halte à la croissance*, publié en 1972 par le Club de Rome, une association internationale d'économistes et de scientifiques créée en 1968 par un membre du conseil d'administration de Fiat et un ancien directeur scientifique de l'OCDE. Dirigé par des diplomates, des ex-membres de gouvernements ou d'institutions internationales, son président est actuellement le prince jordanien El Hassan bin Talal. Rien que du beau monde.

Ce rapport du Club de Rome prônait la "croissance zéro" de la démographie et de l'ensemble de l'économie, afin de préserver les ressources, mettant donc au goût du jour les vieilles théories du révérend père Malthus dont nous avons parlé précédemment.

Ce n'est pas un hasard si ce rapport est paru un après la décision prise en août 1971 par Nixon de "décrocher" le dollar de l'or, décision qui montrait au plus haut point le caractère décomposé du capita-

lisme et son incapacité à résoudre ses propres contradictions sans provoquer de nouvelles destructions. La nouvelle période de destruction des forces productives ouverte par cette décision (restructuration des appareils productifs des économies impérialistes, destruction des "surcapacités" de production) trouvait sa justification dans l'appel à la "croissance zéro", qui expliquait que, si tout allait mal, c'était la faute aux modes de consommation, à la production pour la production (le productivisme), avec ses conséquences en termes de détériorations majeures de la nature. Comme l'indiquait l'ouvrage collectif *Le FMI, une entreprise de pillage des peuples* (2), il s'agissait de porter « une caution "économico-écologico-scientifique" à la nécessité de freiner la demande, la consommation, la croissance ». D'ailleurs, l'un des plus grands propagandistes de la "croissance zéro" fut le Néerlandais Sizzo Mansholt, ancien président de la CEE (3), qui lançait dès le début des années 1970 "le gel de millions d'hectares de terre et estimait à 5 millions le nombre d'agriculteurs devant quitter la terre entre 1970 et 1980" (4). La disparition de milliers d'exploitations agricoles, les mises en jachère, l'instauration de quotas de productions, etc., ont conduit à la situation actuelle où des pays autrefois exportateurs de certains produits en sont devenus importateurs, où il y a manque de lait, de céréales, tout cela au profit des spéculateurs sur les matières premières agricoles.

Pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres de la filiation de l'écologisme et du "développement durable" avec la "croissance zéro", citons le supplément "Développement durable" du journal français dit "de référence", *Le Monde*, paru le 30 mai 2007. Ayant pour titre "*La croissance en question*", il est sponsorisé par Natures et Découvertes (ONG et chaîne

(2) *Le Fonds monétaire international, une entreprise de pillage des peuples*, collectif, Selio, 1990 (pp. 149 à 152).

(3) Communauté économique européenne, devenue depuis 1994 l'Union européenne.

(4) *Le Fonds monétaire international, une entreprise de pillage des peuples*, *ibidem*. Voir aussi Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*, Selio, 1999, et notamment l'étude complémentaire n° 1 : « Retour sur cinquante ans d'histoire mondiale : mythes et réalités des "trente glorieuses" et des vingt années qui suivirent. »

de magasin, adepte du naturalisme, de la responsabilité sociale des entreprises et du commerce équitable), le Port autonome de Paris, le Crédit coopératif (filiale du Groupe des Banques populaires et chantre du placement écologiquement et économiquement responsable) et les deux monopoles publics EDF (électricité) et la SNCF (transport ferroviaire) en cours de privatisation sur injonction de l'Union européenne.

L'article de présentation fustige la croissance, cette "obsession moderne" qui fait "croire que son niveau de vie va s'améliorer" et invoque l'urgence

"à réinterroger le sens et le contenu de cette obsession moderne. Une piste nouvelle est de viser la réduction des consommations matérielles."

Plus loin, un article dithyrambique nous présente les "décroissants", ces gens qui

"travaillent moins, gagnent moins et sont heureux (...). Quand le reste de la société ne songe qu'à augmenter son pouvoir d'achat, ils préfèrent travailler moins, gagner moins et dépenser moins."

Les travailleurs et leurs organisations qui se battent pour leur pouvoir d'achat ne seraient que des "gogos" qui croient à la croissance et qui, en plus, épuisent la planète ! D'ailleurs, une certaine Helena n'a pas peur de déclarer que

"pratiquer la décroissance apporte une richesse incroyable, car quand tu consommes moins, tu travailles plus ton imaginaire".

Voilà un substitut bien utile pour toutes les populations décimées par la famine.

Plus loin, Christian de Boissieu, président du Conseil d'analyse économique, nous explique que

"la clé, c'est l'inflexion des comportements des individus, des entreprises et de l'Etat".

Tout cela dans le cadre l'Union européenne :

"Enfin, les gens modifieront leurs comportements s'ils sont persuadés que les autres font pareil. Il faut une intense concertation européenne et internationale."

Patrick Viveret, conseiller à la Cour des comptes, dénonce une

"croissance insoutenable (...) créant une crise spirituelle, une crise de civilisation".

Nicolas Ridoux, auteur d'un livre intitulé *La Décroissance pour tous*, préconise le partage du travail, afin de

"rééquilibrer la vie active dans le sens de la création, de la vie politique et de la vie contemplative".

Et plus loin :

"Dans les pays développés, la question de l'a-croissance se pose au premier chef à ceux qui sont en situation de surconsommation. Donc, bien sûr, aux riches. Mais aussi à une grande partie de la classe moyenne."

On voit ici que le concept de "croissance zéro" exhale intensément l'encens et le prêche dominical. Là aussi, ce n'est pas un hasard, car la source certainement la plus essentielle de l'écologisme et du "développement durable" est l'Eglise, et spécifiquement sa doctrine sociale.

Comme l'écrivait notre camarade Gérard Bloch en 1986 (5),

"l'Eglise catholique, pour ne parler que d'elle, joue aujourd'hui un rôle politique plus grand que jamais dans la défense de l'exploitation capitaliste et de l'oppression impérialiste. Cela tient à ce que, bien que traversée par divers courants, elle est beaucoup moins déchirée de contradictions que l'impérialisme mondial et ses divers secteurs ; à ce que, aussi, ses dix-sept siècles de combat inlassable et acharné pour les exploités contre les exploités, pour les oppresseurs contre les opprimés, pour les riches contre les pauvres, lui donnent une expérience incomparable dans l'art de fourvoyer les masses."

Propos largement confirmés dans la réalité passée et présente : nombre d'écrits de l'Eglise (principalement les encycliques papales, qui ont pour vocation d'être des directives d'action) ont précédé, souvent de plusieurs années, les doctrines des institutions internationales de l'impérialisme ou les ont bénies a posteriori. Ainsi, la même année où est publiée le rapport Brundtland, le pape Jean-Paul II publiait son encyclique intitulée *Sollicitudo Rei Socialis*.

Cette encyclique, dans son contenu, s'identifie totalement au concept de "dé-

(5) "Pour une politique offensive sur le rôle de l'Eglise catholique, des autres Eglises chrétiennes et de la religion dans la lutte des classes", dans *Ecrits*, Gérard Bloch, volume 2, Selio, 1995.

veloppement durable” et se situe dans la droite ligne des positions antérieures de l'Eglise. Son point de départ est d'ailleurs de tirer le bilan d'une autre encyclique intitulée *Popularum progressio* et produite vingt ans plus tôt par le pape Paul VI, plus particulièrement centrée sur les questions de développement. Ainsi indique-t-elle que,

“en continuité avec l'encyclique de Léon XIII (6), il faut reconnaître au document de Paul VI le mérite d'avoir souligné le caractère éthique et culturel de la problématique relative au développement et, de même, la légitimité et la nécessité de l'intervention de l'Eglise dans ce domaine (...).”

Après avoir dressé “le panorama, principalement négatif, de la situation réelle du développement dans le monde contemporain” et béni néanmoins l'action des “grandes organisations internationales dont les efforts conjugués permettent des interventions plus efficaces”, le texte soulignait néanmoins des aspects positifs :

“Il faut encore noter une plus grande prise de conscience des limites des ressources disponibles, la nécessité de respecter l'intégrité et les rythmes de la nature, et d'en tenir compte dans la programmation du développement, au lieu de les sacrifier à certaines conceptions démagogiques de ce dernier. C'est ce qu'on appelle le souci de l'écologie (...). Ces réalités exigent elles aussi le respect, en vertu d'une triple considération à laquelle il convient de réfléchir attentivement.

La première consiste dans l'utilité de prendre davantage conscience que l'on ne peut impunément faire usage des diverses catégories d'êtres, vivants ou inanimés — animaux, plantes, éléments naturels — comme on le veut, en fonction de ses propres besoins économiques. Il faut au contraire tenir compte de la nature de chaque être et de ses liens mutuels dans un système ordonné, qui est le cosmos.

La deuxième considération se fonde, elle, sur la constatation, qui s'impose de plus en plus peut-on dire, du caractère limité des ressources naturelles, certaines d'entre elles n'étant pas renouvelables, comme on dit. Les utiliser comme si elles étaient inépuisables, avec une domination absolue, met sérieusement en danger leur disponibilité non seule-

ment pour la génération présente, mais surtout pour l'avenir.

La troisième considération se rapporte directement aux conséquences qu'a un certain type de développement sur la qualité de la vie dans les zones industrialisées. Nous savons tous que l'industrialisation a toujours plus fréquemment pour effet, direct ou indirect, la contamination de l'environnement, avec de graves conséquences pour la santé de la population.”

Dans cette longue citation, on est frappé par l'identité de vue entre ces extraits de l'encyclique *Sollicitudo Rei Socialis* (publiée en décembre 1987) et le rapport Brundtland (publié en avril 1987).

L'encyclique donne plus loin l'exigence morale qui sous-tend l'écologisme, à savoir imposer

« des limites à l'usage de la nature visible. La domination accordée par le Créateur à l'homme n'est pas un pouvoir absolu, et l'on ne peut parler de liberté “d'user et d'abuser”, ou de disposer des choses comme on l'entend. La limitation imposée par le Créateur lui-même dès le commencement, et exprimée symboliquement par l'interdiction de “manger le fruit de l'arbre”, montre avec suffisamment de clarté que, dans le cadre de la nature visible, nous sommes soumis à des lois non seulement biologiques, mais aussi morales, que l'on ne peut transgresser impunément.

(...) Voilà pourquoi l'Eglise a une parole à dire aujourd'hui comme il y a vingt ans, et encore à l'avenir, sur la nature, les conditions, les exigences et les fins du développement authentique, et aussi sur les obstacles qui l'entravent. Ce faisant, l'Eglise accomplit sa mission d'évangélisation (...).

L'instrument que l'Eglise utilise pour atteindre ce but est sa doctrine sociale »
(7).

Ainsi, le “développement durable” est placé d'emblée dans le cadre corporatiste et réactionnaire de la doctrine sociale de l'Eglise, dont il est rappelé plus loin

“le principe caractéristique (...) : les biens de ce monde sont à l'origine desti-

(6) Le pape parle ici de l'encyclique *Rerum Novarum* du 15 mai 1891, fondatrice de la doctrine sociale de l'Eglise et du corporatisme, ce qui n'est pas sans importance, comme nous le soulignons de nouveau.

(7) C'est nous qui soulignons.

nés à tous. Le droit à la propriété privée est valable et nécessaire, mais il ne supprime pas la valeur de ce principe."

C'est ce qu'on appelle l'équité.

Une doctrine sociale dont Denis Parigaux, dans son ouvrage *Etat corporatiste et corporatisme politique* (8), rappelle les principes : défense du bien commun (qui correspond à la nature dans le discours sur le "développement durable"), au nom duquel il doit y avoir une répartition équitable des richesses tout en préservant la propriété privée, association capital-travail, principe de subsidiarité ou de déconcentration.

Ainsi, le "développement durable" se présente comme le dernier avatar de la doctrine sociale de l'Eglise au temps de la "mondialisation", c'est-à-dire au moment où le régime décomposé de la propriété privée des moyens de production pousse l'humanité vers la barbarie. Dans cette décomposition, l'Eglise, force organisée au niveau mondial, se dresse en dernier rempart et appelle de ses vœux à une nouvelle gouvernance mondiale (9), comme l'affirme encore l'encyclique *Sollicitudo Rei Socialis* :

"Les institutions et les organisations existantes ont bien travaillé à l'avantage des peuples. Toutefois, affrontant une période nouvelle et plus difficile de son développement authentique, l'humanité a besoin aujourd'hui d'un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale, au service des sociétés, des économies et des cultures du monde entier."

Ces éléments ne sont pas la manifestation d'une adhésion de l'Eglise à un phénomène de mode ou à une tendance du moment. Ils montrent que le discours écologiste et celui sur le "développement durable" couvrent des enjeux de classe essentiels à la réponse desquels l'Eglise souhaite donner toute sa contribution avec sa doctrine sociale réactionnaire et corporatiste.

LES RÉPONSES DU MARXISME À CES QUESTIONS

Tout le discours sur l'écologisme et le "développement durable" tend à démon-

trer que seule l'action de l'homme sur la nature est responsable des dommages qui sont causés à cette dernière. C'est une vision délibérément étriquée du problème.

Le marxisme accorde une place très importante à la relation de l'homme avec la nature et aux effets mutuels de cette relation. Depuis la nuit des temps, l'homme, lui-même produit de la nature, se confronte avec elle pour sa survie et la reproduction de son espèce, dans une relation que l'on nomme le travail.

Engels indique dans *Dialectique de la nature*, et notamment dans le magnifique chapitre intitulé "Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme", que

"le travail est la condition fondamentale première de toute vie humaine, et il l'est à un point tel que, dans un certain sens, il nous faut dire : le travail a créé l'homme lui-même".

Ce que dit également Marx dans *Le Capital* :

"Le travail est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur de la circulation matérielle entre la nature et l'homme" (10).

En effet, dans ce rapport, l'homme utilise les lois de la nature (dont, rappelons-le, il est lui-même issu) pour ses propres fins, à savoir sa survie. Dans ce processus, il élargit son horizon, la perception de son environnement, la connaissance de propriétés et phénomènes nouveaux, qu'il utilise à son tour pour avancer dans sa maîtrise de ses conditions de subsistance et se soustraire aux conditions de son environnement.

Cette relation homme-nature n'est pas pour autant unilatérale. Il ne s'agit pas, d'un côté, d'un homme préexistant, mis là par on ne sait quelle main invisible et chargé d'on ne sait quelle mission divine, et, de l'autre côté, d'une nature préexistante elle aussi, pourvue de quantités limitées de moyens, sorte de panier de la ménagère dans lequel il faudrait puiser avec parci-

(8) Denis Parigaux, *Etat corporatiste et corporatisme politique*, La Libre Pensée, 2004.

(9) Sur la gouvernance, voir *La Vérité*, n° 43 : "La gouvernance mondiale menace le mouvement ouvrier organisé, les nations et la démocratie."

(10) Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, section 1, chapitre premier.

monie afin qu'il ne se vide complètement. La relation homme-nature est une inter-relation. L'homme agit sur la nature, action qui à son tour agit sur l'homme et lui ouvre de nouvelles perspectives.

Dans *Le Capital*, Marx explique :

“Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle (...). En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillent.”

Cette action de l'homme sur la nature est donc aussi une action de **transformation** de la nature, qui a nécessairement un impact sur son environnement. La vocation de l'homme n'est pas d'entretenir cette nature qui lui a été donnée, comme veulent nous le faire croire les dogmes religieux (11), mais de la transformer pour répondre à ses besoins de survie. Depuis des temps immémoriaux, l'homme a amélioré sa relation avec la nature en développant des techniques de production qui ont profondément modifié son environnement : agriculture (incluant déforestation, irrigation, etc.), élevage (incluant la sélection des espèces), pêche, destruction des nuisibles, production d'outils, production industrielle, commerce, etc. Cela a eu pour conséquence également de développer à travers la science une meilleure connaissance de son environnement, de nouvelles possibilités de l'utiliser, et donc de le maîtriser.

Dans cette relation toujours renouvelée, l'homme utilise des moyens de travail avec lesquels il modifie des objets selon sa volonté, selon une démarche de plus en plus consciente, planifiée. L'objet devient produit, c'est-à-dire passe d'un objet naturel à un objet humain. Comme le disait Marx,

“n'importe quel élément de la richesse matérielle non fourni par la nature a toujours dû son existence à un travail productif spécial ayant pour but d'approcher des matières naturelles à des besoins humains” (12).

Même le charbon et le pétrole, richesses matérielles données par la nature, ne sont devenus charbon et pétrole, c'est-à-dire des matières premières, que par le travail de l'homme et, de ce fait, sont de-

venus des objets humains et non pas un don de Dieu.

Le rapport Bruntland et les encycliques papales, insistant sur le caractère définitivement limité, c'est-à-dire prédéterminé, de nos connaissances, ne tiennent pas compte de cette interaction entre l'homme et la nature. Dans les années 1970, tous les experts certifiaient que le gros de nos réserves de pétrole s'épuiserait au cours des années 1990-2000. Aujourd'hui, on nous dit que cela sera le cas d'ici 40 ou 50 ans. Pourquoi ? Parce que, confrontés à cette question, des chercheurs, des ingénieurs ont développé de nouvelles techniques permettant de mieux identifier de nouvelles ressources et d'exploiter de meilleure façon les ressources existantes. Et cela a été ainsi dans beaucoup d'autres domaines.

Et pourtant, malgré ces avancées de la science dans la maîtrise de la nature, on assiste à une dégradation généralisée des relations des hommes avec la nature qu'expriment la présence persistante et le développement de la famine, des épidémies, mais aussi le recul de la recherche fondamentale au profit de la recherche appliquée à la production (c'est-à-dire à la réalisation du profit), sans parler des remises en cause de tous les acquis de l'humanité et, bien sûr, des dommages causés à l'environnement.

Pourquoi ? Parce que la relation de l'homme avec la nature évolue aussi et surtout dans un contexte qui est celui des relations des hommes entre eux.

(11) Voir *Eglise et Ecologie*, par Alain Demairé, sur <http://ecologie.chrétienne.free.fr>, et notamment cette citation du professeur Youri Schreider en 1995, lors du colloque des Eglises européennes tenu dans la ville russe de Novgorod : *“L'homme n'est pas le propriétaire souverain de la nature, mais un détenteur qui a de sérieuses obligations d'affermage envers l'unique possesseur de ces richesses. Ce sont ces obligations qui constituent, dans l'absolu et d'une manière surnaturelle, l'assise de nos devoirs envers l'environnement... En tant que locataires, nous avons non seulement le devoir, mais l'obligation de contribuer au confort de l'habitation.”* Citons encore la Constitution pastorale *Gaudium et Spes*, de 1965 : *“L'homme, créé à l'image de Dieu, a en effet reçu la mission de soumettre la terre et tout ce qu'elle contient, de gouverner le cosmos en sainteté et justice, et, en reconnaissant Dieu comme Créateur de toutes choses, de lui référer son être ainsi que l'univers.”*

(12) Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, section 1, chapitre premier.

Ainsi, Marx explique dans *Le Capital* :

“En produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature. Ils ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine façon et font échange de leurs activités. Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux.”

Cette relation avec la nature se meut dans le cadre de rapports sociaux, de structures qui peuvent la stimuler ou la freiner, voire l'anéantir. Pour Marx, la production est toujours sociale. Comme il l'indique dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, elle est toujours

“appropriation de la nature de la part de l'individu à l'intérieur et par l'intermédiaire d'une forme sociale déterminée”.

Et cette forme sociale, se sont les rapports sociaux de production.

L'homme des cavernes et le scientifique dans son laboratoire ont une action sur la nature qui a une base commune. L'une est une relation simple avec la nature, l'autre une relation beaucoup plus complexe.

Pourquoi l'une est-elle simple et l'autre complexe ? Parce que ce rapport fondamental avec la nature qu'ont l'un et l'autre se réalise sous des formes historiques différentes, c'est-à-dire dans le cadre de rapports sociaux différents, à un niveau différent de développement des forces productives, avec de ce fait une capacité différente de maîtriser la nature. Autrement dit, la qualité de l'interaction homme-nature est totalement marquée par les rapports de production et en intègre les développements et les contradictions.

En effet, si les rapports de production permettent le développement des forces productives, l'équilibre entre la société et la nature se rétablit dans le processus de reproduction à un degré toujours renouvelé. Dès lors que ces rapports de production ne permettent plus ce développement des forces productives et même les transforment en forces destructives, la reproduction de la société se fait à un niveau plus dégradé, dans une relation plus déséquilibrée, plus destructrice avec la nature, provoquant une désintégration partielle de la société elle-même.

Le régime capitaliste, en tant que rapport social de production fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'exploitation de la force de travail, n'échappe pas à cette situation.

Dans *Dialectique de la nature*, Engels explique :

“De même que le capitaliste ne s'intéresse qu'au profit dégagé par la vente de sa marchandise sans se préoccuper de ce que devient cette marchandise après la vente, de même, en régime capitaliste, la recherche du profit immédiat occulte les effets ultérieurs de cette recherche (...). La science sociale de la bourgeoisie, l'économie politique classique, ne s'occupe principalement que des effets sociaux immédiatement recherchés des actions orientées vers la production et l'échange (...). Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite, on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées.”

Ce que dit Engels est très important. La dynamique du capitalisme, au cours de son émergence en tant que mode de production dominant, a constitué un puissant levier dans le processus de maîtrise de la nature, de soumission de la nature aux besoins de l'homme. Mais cette dynamique est basée sur le profit, plus précisément la recherche de l'effet immédiat du processus de valorisation du capital, sans en voir les effets ultérieurs sur la relation homme-nature. Le progrès scientifique, qui vise notamment à connaître les conséquences à plus long terme de nos actions immédiates sur la nature et d'apprendre à les maîtriser, est de plus en plus soumis à cette exigence de profit. La science elle-même est tournée de plus en plus vers la recherche de cet effet immédiat. Dans une société où, comme le dit Engels, *“le profit à réaliser par la vente devient le seul moteur”*, alors, nous dit Marx, *“la science devient une force productive immédiate”*.

Au stade impérialiste du mode de production capitaliste, stade caractérisé par la putréfaction et le parasitisme, cette dégradation du rapport de l'homme et de l'ensemble de la société humaine avec la nature s'est considérablement accentuée.

La tendance fondamentale de l'impérialisme à détruire les forces productives ne peut permettre une reproduction à l'identique et même à un niveau supérieur de ces forces productives, et donc une relation améliorée avec la nature. C'est devenu une réalité palpable depuis ces 50 dernières années, parce que, en l'absence de résolution de la crise de direction du prolétariat, ces tendances se sont données libre cours à un degré toujours plus élevé.

“Le profit à réaliser par la vente est le moteur.” Ce profit a pour référents aujourd'hui les normes de rentabilité exigées par le capital financier, les taux de rendement de la spéculation. La science, et la science de l'écologie en particulier, n'est tolérée dans ce cadre que si elle totalement compatible avec ce cadre.

Car ne nous trompons pas. L'écologie et le développement sont sur toutes les lèvres. Mais la connaissance en la matière est-elle stimulée ? Les statistiques et les données économiques officielles démontrent que l'effort de recherche et développement (R&D) en matière de science de l'environnement est resté constamment marginal.

En France, la part de la R&D consacrée à l'environnement tant par les entreprises que par les administrations publiques était de 1,5 milliard d'euros en 2005, contre 570 millions d'euros en 1992. Mais en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle est passée de 2,8 % à 4,8 % en 2000, pour stagner à ce niveau et même passer en dessous à partir de 2005. Dans ces chiffres, la part du public (où se situe l'essentiel de la recherche fondamentale) est en baisse constante depuis 2002 à l'avantage du privé (orienté vers les applications à la valorisation des capitaux).

Au sein de l'Europe des 15, elle n'a jamais dépassé les 0,5 % du PIB total depuis 15 ans dans le secteur public et 0,3 % dans le secteur privé.

Aux Etats-Unis, la part de la recherche dans le domaine de l'environnement stagne depuis presque 10 ans et a même baissé depuis 7 ans. Elle a été la principale victime, avec d'autres et notamment les budgets sociaux, de la hausse constante des dépenses militaires.

Ainsi, la recherche destinée à évaluer les effets à long terme des actions immé-

diates et, comme le disait Engels, *“à élucider les conséquences sociales indirectes et lointaines de notre activité productive, et de ce fait (nous donner la) possibilité de dominer et de régler ces conséquences”*, tout cela est de fait sacrifié au but immédiat qu'est celui du profit, sachant que ce dernier, à l'ère impérialiste, ne se réalise pas autrement que par la destruction des forces productives, y compris cette *“force productive immédiate”* qu'est la science.

La pollution de l'air, de l'eau, des sols et sous-sols, l'exploitation à outrance des ressources naturelles, la destruction d'espèces vivantes, la destruction des forêts, etc., sont une expression de ce mouvement à la destruction des forces productives qui intègre le processus d'ensemble d'offensive généralisée contre la valeur de la force de travail, principale force productive, dégradant ses conditions de reproduction.

Lorsque l'homme peut de moins en moins se nourrir, se soigner ; lorsqu'il ne peut travailler parce qu'on le licencie ou qu'on le trouve “trop cher” ; lorsqu'on pousse des hommes affamés et démunis de tout à s'entretuer dans les “guerres ethniques” ; lorsqu'on détruit les moyens de résister à des cyclones ou à des inondations du fait des politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI ou de destruction des services publics ; lorsque les crédits à la recherche fondamentale sont en baisse constante... n'y a-t-il pas détérioration de la relation de l'homme avec la nature ? Le système capitaliste et ses institutions ne sont-ils pas responsables ?

Pour les marxistes, ces questions, comme toutes les questions qui sont posées à l'humanité, ne peuvent se résoudre complètement que sur le terrain de la lutte des classes, sur le terrain du combat pour renverser ce régime et le remplacer par un régime qui ouvre la voie à ce que l'homme maîtrise totalement sa relation avec la nature.

Et l'Eglise a raison de brandir sa doctrine sociale corporatiste pour défendre ce régime. Les institutions internationales ont raison d'enfourcher ce cheval pour le même objectif.

Car il y a là comme ailleurs un enjeu de lutte de classes.

"DÉVELOPPEMENT DURABLE" ET CORPORATISME

En éludant volontairement la question des rapports de production, les tenants de l'écologisme et du "développement durable" veulent gommer la lutte des classes. Pour eux, il n'y a pas d'exploiteurs ni d'exploités, il n'y a que les hommes en général. Pour eux, il n'y a pas de différence entre le paysan chassé de sa terre, qui va, avec d'autres, s'enfoncer dans la forêt et exploiter de façon anarchique et destructrice la forêt pour survivre, et la multinationale qui va piller cette même forêt pour les besoins du profit. Tout le monde responsable ? En réalité, le paysan fustigé par nos écologistes peut bien crever tant qu'il ne touche pas à ce "bien commun" qu'est la nature. La multinationale, elle, pourra toujours continuer à faire ses profits sous le couvert de moyens "écologiquement responsables" bénis par ces mêmes écologistes. C'est cela, le vrai visage de l'équité au royaume du développement durable.

Tous coupables, pas d'exploiteurs et d'exploités : il faut donc jeter aux oubliettes toute forme d'organisation indépendante des exploités pour la conquête de leurs droits. C'est la raison pour laquelle le développement durable et l'écologie politique ne situent leurs actions que dans le cadre des institutions internationales (ONU, FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne, MERCOSUL), des sommets œcuméniques sur l'environnement, des ONG et autres initiatives comme le "Grenelle de l'environnement" qui s'est tenu récemment en France (13).

Il n'est donc pas étonnant que la prétendue Confédération européenne des syndicats (CES) ait, dès sa création, embouché la trompette du développement durable, dont, dans ses statuts, les "trois piliers — économique, social et environnemental" sont en tête des objectifs à atteindre pour assurer une "nouvelle gouvernance mondiale".

Dans l'une de ses déclarations, à l'occasion de la parution de la "nouvelle stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable" (14), elle indique qu'elle a participé à l'élaboration de cette stratégie en demandant que

"les travailleurs et les syndicats soient reconnus comme des acteurs à part entière des stratégies de développement durable, et comme partenaires de négociation pour les sujets qui ont trait au développement durable à tous les niveaux, de l'entreprise, du secteur, national et européen".

Dans ce cadre, le profit et le "développement durable" font bon ménage. Dans *Le Monde* (16 novembre 2006), le directeur du "développement durable" du groupe financier français Société générale publiait une tribune titrée "*Développement durable et taux de profit*". Tout un programme ! Ce financier nous explique les trois principaux avantages du "développement durable" pour l'entreprise. D'abord, "*le développement durable demande la réconciliation de l'actionnaire avec le citoyen*", en convainquant les actionnaires que les investissements dans ce domaine assurent "*la rentabilité à long terme*" de leurs titres. Mieux, l'action de l'entreprise pour le "développement durable" lui donne un avantage concurrentiel sur les autres. Ensuite,

"le développement durable, c'est plus de chiffre d'affaires (...). Quoi de plus motivant de contribuer au progrès social par le développement économique des populations défavorisées et conquérir ainsi de nouveaux marchés ?"

Et notre banquier de se frotter les mains :

"Au moins 80 % de la population mondiale n'ont pas accès aux services financiers ; quel challenge pour les banques et la microfinance !"

Enfin,

"le développement durable, c'est favoriser l'innovation et l'esprit entrepreneur"

(13) Conférence organisée sous l'égide du gouvernement français et associant patrons, syndicats et ONG, destinée à définir une "feuille de route en faveur de l'écologie, le développement et l'aménagement durables". Le terme de "Grenelle" fait allusion aux accords de Grenelle (siège du ministère du Travail), qui ont été signés par l'État, les patrons et les syndicats en mai 1968 en pleine grève générale. Les travailleurs des usines Renault considérant ces accords comme une trahison de la grève générale, ils furent conspués lors de leur présentation par la direction de la CGT. Voir *La Vérité*, n° 22 : "Il y a trente ans, mai 68", avec les extraits du livre de François de Massot, *La Grève générale (mai-juin 1968)*.

(14) Adoptée par le Conseil européen des 15 et 16 juin 2006.

rial des équipes par une politique sociale qui encourage la diversité et le développement personnel”.

Et de conclure :

“On le voit, rien de tout cela n'a trait à la philanthropie.”

Ainsi, en étant socialement et écologiquement responsable, l'entreprise fidélisera ses clients, se verra bien notée par ses pairs sur les marchés financiers (15) et sera récompensée par des profits croissants. Tout cela est à la base de la mise en place dans les entreprises de codes éthiques et de bonne conduite. Selon le chercheur et universitaire Jean-Pierre Galavielle (16),

« ces codes prennent souvent l'appellation de “chartes”, ce qui n'est pas sans rappeler tant le Moyen Âge (document par lequel les seigneurs concédaient des privilèges à certains de leurs sujets) que la période pétainiste de l'Etat français (la Charte du travail dissout les syndicats, interdit le droit de grève et cherche à reconstruire une organisation corporative) (...). Ces codes d'entreprises sont considérés comme devant faire l'objet d'une sorte d'adhésion explicite des personnels, ils contournent ainsi, en tout ou partie, certains acquis du droit du travail. »

Et ce chercheur de poursuivre :

« Si le droit du travail initialement protège le faible et s'intéresse principalement au salariat, il introduit une “distanciation entre l'individu et l'entreprise” au travers du contrat et constitue de la sorte “une barrière protectrice contre tout despotisme” (Le Goff, 1992), en reconnaissant la légitimité du conflit et de la négociation. Les codes (au contraire) cherchent à introduire un contrat moral qui a pour but d'unir direction et collaborateurs en cherchant à édulcorer le lien de subordination par “implication” du salarié dans les décisions de la direction.

Substituer le principe de responsabilité à celui d'obéissance permet l'introduction des nouvelles formes de rémunération (épargne salariale, stock-options, etc.), qui ouvrent la porte à la remise en cause implicite du statut du salaire. »

C'est tout le contenu de l'opération corporatiste de la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise.

La remarque de ce chercheur sur les “nouvelles formes de rémunération” et “la remise en cause implicite du salaire” est

juste. Des agences de notations ont été spécifiquement créées afin de distribuer les bons points aux entreprises qui souhaitent drainer l'épargne des salariés vers des placements moralement irréprochables. Et il n'est pas étonnant de voir qu'en France, la principale agence de ce type est la société Vigeo, sponsorisée par les principaux groupes financiers et industriels du pays et dirigée par Nicole Notat, ex-secrétaire générale de la CFDT, “syndicat” français héritier de la doctrine sociale de l'Eglise.

LE “DÉVELOPPEMENT DURABLE” ET LES PROFITS, SPÉCULATION ET DESTRUCTION

Tout en jouant son rôle dans l'offensive corporatiste du capital financier, le “développement durable” est également une source de profit pour celui-ci. Et cela ne date pas d'aujourd'hui. Bien avant la “mode écologiste” d'aujourd'hui, Marx consacrait plusieurs pages du Livre III du *Capital* (17) à la question de la réutilisation des résidus de la production et de la consommation (en un mot, les déchets) comme moyen pour les capitalistes d'économiser le capital constant et de dégager plus de profit.

Le traitement des eaux usées, des déchets industriels et ménagers, la fabrication d'appareils de filtrage de fumées et de gaz, etc., ont été à l'origine de la constitution de puissants groupes industriels et financiers. En France, cela concerne par exemple les

(15) Le développement durable et la responsabilité sociale font partie depuis plusieurs années des paramètres de notation des entreprises. Cette notation est délivrée par des agences spécialisées ou agences de notation plus généralistes comme Standard & Poors, Moody's Investor Service ou Fitch Rating. Attribuée aux titres émis par une entreprise, elle lui permet, si elle est bonne, de trouver des sources de financement bon marché et abondantes. Les titres bien notés sont considérés comme des “valeurs sûres”.

(16) “De l'éthique économique à l'éthique des affaires” (“Dall'etica economica al business-ethics”), *Il Risparmio*, n° 2, mai-août 2002, in *Problèmes économiques*, n° 2811, mai 2003 (La Documentation française).

(17) *Le Capital*, Livre III, section 1 (“La transformation de la plus-value en profit et du taux de plus-value en taux de profit”), chapitre V : “Economie dans l'emploi du capital constant.”

groupes Suez (qui, d'ailleurs, sur injonction de l'Union européenne, doit céder son pôle environnement pour fusionner avec EDF) et Veolia (ex-Générale des eaux).

Aujourd'hui, les grands groupes industriels et financiers ont parfaitement intégré les questions liées à l'environnement et sa dégradation, avec l'aide de l'écologie politique. Cela ne disqualifie nullement les préoccupations légitimes qui s'expriment sur ces questions dans la population. Mais ces préoccupations sont diluées dans un cadre qui, en isolant soigneusement la question de l'environnement de celle du régime économique et social qui en produit la destruction, en la réduisant à une question de comportement individuel, en en donnant aucun caractère de classe et, bien au contraire, en en faisant un cadre d'association capital-travail, fournit des conditions tout à fait satisfaisantes pour les capitalistes pour développer ce qui est désormais désigné le "business vert".

En France, le chiffre d'affaires total du secteur de l'écologie industrielle représente 30 milliards d'euros dans les domaines de la récupération des déchets, du traitement des eaux et des énergies renouvelables. Dans le seul domaine de la collecte et le traitement des déchets, Veolia et Suez ont réalisé, en 2006, 9 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit dix fois le budget du ministère de l'Environnement. Dans le domaine des énergies renouvelables, les plus grandes compagnies pétrolières s'y sont mises, et la croissance est telle que de nombreux observateurs craignent une "bulle" du même type que celle qui s'était formée il y a moins de dix ans sur l'Internet.

Mais, après tout, on pourrait considérer (et certains le considèrent effectivement) que si les capitalistes trouvent leur profit dans des domaines visant à "sauver la planète" de désastres écologiques, cela représente finalement une solution équitable pour tous, une solution "gagnant-gagnant", comme on dit aujourd'hui. Mais en vérité, il n'en est rien. Malgré les efforts de l'écologie politique, le capitalisme à son stade impérialiste ne peut cacher sa vraie nature, y compris lorsqu'il investit les questions d'environnement. Là comme ailleurs, c'est la destruction et la spéculation qui dominent. Nous ne prendrons que deux exemples pour l'illustrer.

Le premier exemple est le marché des permis d'émission de gaz à effets de serre (GES), principalement de CO² (dioxyde de carbone) (18). Le marché des permis d'émission a été créé dans le cadre du protocole de Kyoto (19), dont objectif était de diminuer, d'ici à 2012, les émissions des GES au niveau constaté en 1990. Le principe retenu pour arriver à cet objectif est l'utilisation de permis d'émission négociables sur un marché. Dans le cadre d'un quota d'émissions de GES fixé par l'Etat lui-même (20), des permis d'émission de GES sont distribués aux entreprises situées dans des sites industriels présélectionnés, un permis représentant le droit d'émettre dans l'atmosphère une certaine quantité de GES (exprimée en tonne-équivalent-pétrole ou plus simplement en tonne). Chaque entreprise a le même quota. Si l'une d'entre elles arrive à émettre moins de gaz, et donc à ne pas utiliser la totalité de son quota de permis, elle peut revendre ces permis excédentaires à une autre entreprise qui, elle, a épuisé son quota. Pour organiser et faciliter ces échanges de permis d'émission, des bourses ont été créées. L'une des principales a été créée par l'Union européenne elle-même en janvier 2005. En 2006, un milliard de tonnes de CO², pour une valeur de 18 milliards d'euros, avaient été échangées sur ce marché, où interviennent 10 600 entreprises. Un marché très lucratif, puisque, par exemple, il a représenté 16 % du total des profits avant impôt du groupe chimique français Rhodia. Mais un marché dont l'efficacité sur le plan environnemental est plus que contesté, même parmi ses plus fervents adeptes. Cela pour une raison simple : toute réglementation étatique étant écartée, on laisse aux marchés et à leurs acteurs le soin de fixer eux-mêmes leurs règles. Autant dire que celles-ci ne viendront jamais altérer les profits, bien au contraire !

Voilà la réponse que donne l'impérialisme aux questions de l'environnement : la spéculation.

(18) Pour une analyse plus détaillée de cette question, on pourra se référer à l'article paru dans *La Vérité*, n° 45, d'août 2005 (« Comment l'"écologie" devient une arme de destruction »).

(19) Du nom du texte sorti de la conférence tenue dans cette ville japonaise sous l'égide de l'ONU, en 1997.

(20) Et sous contrôle de la Commission européenne pour les pays de l'Union européenne.

Un autre exemple nous est donné par les biocarburants, et notamment le marché de l'éthanol fabriqué à partir de maïs (États-Unis) ou de canne à sucre (Brésil). Les plus grands groupes financiers et industriels, et au premier chef les compagnies pétrolières, se sont rués sur ce créneau "écologico-responsable" très rentable et très "porteur". Directement ou par le biais de filiales, celles-ci se sont approprié de larges exploitations agricoles en expulsant les paysans locaux et en bouchant toute perspective d'acquisitions de terres aux paysans sans terre. Le grand spéculateur Georges Soros a investi 900 millions de dollars au Brésil dans la production d'éthanol.

"Je suis un spéculateur de l'éthanol, et je le dis même si le mot est péjoratif au Brésil",

a-t-il déclaré (21).

Mais les effets de cette ruée sont dramatiques. La culture exclusive de plantes destinées aux biocarburants détruit les productions locales destinées à la population des pays concernés et les transforme en importateurs de produits auparavant cultivés localement. Elle soumet encore plus l'économie de ces pays au diktat des marchés de matières premières dominés par les puissances impérialistes. Et sur un plan strictement écologique, les paysans, notamment les éleveurs, expulsés de leurs terres pour faire pousser le maïs ou la canne à sucre, ou encore les palmiers (pour la fabrication de bio-diesel), n'ont pas d'autre solution pour survivre que la déforestation pour faire paître leur bétail. Quant aux autres pays, ceux qui ne produisent pas ces matières premières pour les biocarburants, les conséquences sont tout aussi terribles. Un rapport de la Banque mondiale paru en mai 2007 soulignait le fait que la canalisation de la production du maïs et d'autres céréales vers la production de biocarburants est un des facteurs déterminants de la hausse des prix des céréales que nous connaissons aujourd'hui. Un quart de la production de maïs des États-Unis (premier producteur mondial) est consacré aujourd'hui à la production d'éthanol. Une situation qui a largement contribué à l'augmentation du prix du maïs, qui a été de 75 % depuis l'été 2006 et qui pèse déjà très lourd sur des pays, notamment africains, où cette céréale est dans l'alimentation de base de la population.

Voilà l'autre réponse de l'impérialisme : la destruction et le pillage.

•
• •

Cette contribution propose quelques pistes de réflexions. Nombre de points sont certainement à développer. Mais il est important de souligner que la position des marxistes n'est pas de nier les problèmes écologiques, mais d'en offrir un règlement efficace à partir d'une analyse de leurs véritables sources. Ces problèmes sont l'expression de la nature même du fonctionnement du régime décomposé et parasitaire de la propriété privée des moyens de production. De ce point de vue, les revendications contre les pollutions en dehors comme à l'intérieur de l'entreprise, la sécurité au travail et de la population, le combat contre l'expulsion des paysans, etc., ont toute leur place dans les combats de la classe ouvrière, comme revendications particulières dans le cadre de la défense des conquêtes et des droits ouvriers.

Mais avec l'écologie politique et le "développement durable", il ne s'agit pas de cela. Parce que ces "concepts" sont basés sur des conceptions niant le caractère de classe de ces questions, ils n'ont pour fonction de brandir ces questions que comme une arme contre le mouvement ouvrier et ses organisations. Il n'y a qu'à se rappeler le déchaînement médiatique et l'isolement organisés vis-à-vis des travailleurs de l'usine AZF et de leurs organisations (22).

L'écologisme et le "développement durable" sont un maillon de l'offensive corporatiste générale menée par le capital financier contre tout ce qui fonde l'humanité, y compris, malgré les apparences, sa relation avec la nature. Ouvrons le débat.

Pierre Cise

(21) *Libération*, 6 juin 2007.

(22) En septembre 2001, l'usine chimique AZF, située dans la banlieue de Toulouse (France) et appartenant à la multinationale pétrochimique française Total, était détruite par une énorme explosion, qui causa de lourds dommages matériels tout alentour. L'explosion tua 30 ouvriers et 10 500 personnes furent blessées dans la population, dont 2 500 blessées gravement. Les médias, les ONG et toute une série d'organisations, et au premier chef les pablistes français, n'ont eu de cesse d'empêcher la jonction entre la population sinistrée et les salariés d'AZF, qui demandaient la reprise de l'activité de l'usine, le maintien de l'emploi, le renforcement des mesures de sécurité, etc.

“Suggestions pour faire de la Chine un authentique pays socialiste”

La Vérité, revue théorique de la IV^e Internationale, estime devoir publier le texte d'une lettre intitulée “*Suggestions pour faire de la Chine un authentique pays socialiste*”. Ce texte a été rédigé par Ma Bin, ancien expert auprès du Centre de recherche du développement auprès du Conseil d'Etat, et par certains des 17 anciens responsables, au niveau central, du Parti communiste chinois, qui l'ont contresigné.

Ils y expriment leur opinion sur “*les sinistres événements des briqueteries clandestines du Shanxi et d'autres incidents du même type*”, et “*formulent des recommandations pour le XVII^e Congrès du PCC*” (1). Ce document a été rendu public sur divers sites Internet chinois, qui furent fermés quelques jours plus tard. La version que nous reproduisons ici est celle publiée en anglais sur le site *China Elections and Governance*.

Notre revue ne partage pas l'ensemble des positions exprimées dans ce texte. Il nous semble cependant poser des questions fondamentales sur la situation politique chinoise et internationale. Tout d'abord parce que ses auteurs affirment que la principale question est celle du changement de mode de propriété des moyens de production. Question centrale, en effet. Marx et Engels l'ont expliqué dans le *Manifeste du Parti communiste* : “*Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition du régime de la propriété privée.*”

Sur ce point touchant à l'état des rapports de propriété en Chine, on lira dans cette lettre des 17 des formulations qui peuvent paraître contradictoires, mais qui recoupent des questions que se posent les travailleurs et les militants dans le monde entier. La politique d'ouverture au marché capitaliste mondial initiée en Chine il y a de cela maintenant 29 ans est-elle parvenue à ses fins ? Le capi-

(1) Ce texte se saisit de la macabre affaire des briqueteries illégales du Shanxi, où des enfants, des handicapés et des paysans miséreux étaient placés dans des conditions d'esclavage, pour la caractériser non comme un incident isolé, mais comme indiquant “*l'existence dans notre pays de bien des aspects sombres qui sont totalement contradictoires avec un système socialiste et l'idéologie communiste*”.

talisme a-t-il été restauré ? Le combat pour la défense et la reconquête des conquêtes de la révolution de 1949 n'aurait-il plus d'objet ?

Ce document mérite et appelle débat. Ainsi en est-il de l'appréciation des formes par lesquelles le capitalisme a été exproprié, de la nature de la couche dirigeante en Chine, de la question du "socialisme à la chinoise". Ces questions en recourent d'autres : comment en est-on arrivé là ? Pourquoi la Chine est-elle aujourd'hui menacée dans son existence même ? Sur ces questions et bien d'autres, notre revue a régulièrement pris position sur la situation en Chine (2). La discussion internationale devra s'organiser. Pour la préparer, il nous semble nécessaire de publier ce document sans plus de commentaires. Nous aurons l'occasion d'y revenir à la lumière des résultats du XVII^e Congrès du PC chinois. Place au débat !

(2) Sans en faire une liste exhaustive, rappelons quelques-unes de nos prises de position : en 1989, alors que les travailleurs et les jeunes chinois se dressent contre les conséquences de la première décennie des réformes, notre revue publie un dossier sous le titre : "*Le socialisme, ce sont les travailleurs.*" En 2000, dans un article intitulé "*Après l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce*", nous prenons position contre cet accord. A l'occasion de la préparation du Sixième Congrès mondial de la IV^e Internationale, nous rédigeons de "*Premières notes pour une discussion sur le bilan de la révolution chinoise*".

"Nos points de vue sur l'affaire des briqueteries clandestines et autres incidents, ainsi que nos propositions pour le XVII^e Congrès du parti"

Reprenons un célèbre poème de Mao, qui nous a tous bouleversés :

***"Un coucou chante au milieu de la nuit, jusqu'à vomir du sang,
il s' imagine que ses pleurs peuvent ramener le vent d'est."***

**Nous espérons vivement que nos respectés dirigeants
sauront ramener le vent d'est !**

A Hu Jintao, secrétaire général, ainsi qu'aux membres du comité permanent du bureau politique du comité central du Parti communiste chinois, aux membres de ces organismes et à leurs suppléants.

Dans votre discours du 25 juin à l'Ecole centrale du parti, vous avez souligné l'importance du renforcement de la démocratie interne au sein du parti, en demandant à tous les membres d'accroître

leur vigilance. Conformément à cet appel, nous formulons les propositions suivantes.

L'affaire des briqueteries clandestines du Shanxi a éclaté au grand jour, et nous continuons à découvrir des cas similaires. Pour nous, communistes, il n'est ni correct ni possible de traiter ou même de parler de telles affaires comme de phénomènes inévitables dans les premières étapes de la construction du socialisme. Il

s'agissait à l'évidence d'un événement digne du capitalisme, avec ses scènes d'exploitation et la férocité d'un monde sans merci renvoyant à l'accumulation primitive sous le féodalisme et l'esclavage.

La mission que se sont assignée le *Manifeste du parti communiste* et le Parti communiste chinois est d'éliminer l'exploitation et de libérer l'humanité dans sa totalité, ces incidents sont en contradiction totale avec notre philosophie.

L'affaire des briqueteries clandestines du Shanxi démontre qu'il y a de nombreux aspects sombres qui, dans notre pays, vont à l'encontre d'un système socialiste et de l'idéologie communiste. Par exemple, les accidents dans les mines, qui se produisent de façon récurrente depuis des années, ont coûté la précieuse vie de nombreux bons travailleurs. Les propriétaires privés des mines de charbon exploitent les ouvriers et en soutirent des millions et des millions pour se payer des voitures et des résidences de luxe — certaines des grandes entreprises détenues par les plus riches font des millions de profits supplémentaires chaque année.

Si cet état de fait continue à se développer sans entraves, serons-nous encore en train de construire un système socialiste ?

Par exemple, les entreprises d'Etat, que plusieurs d'entre nous ont passé des décennies à construire en travaillant dur, ont été saccagées de différentes manières, vendues ou même données pour rien, devenant ce qu'on qualifie par euphémisme d'entreprises collectives, quoiqu'elles soient en fait des propriétés privées.

D'anciens secrétaires de parti, des dirigeants d'usine se transforment en gros capitalistes, tout en continuant à agir en tant que membres et secrétaires du parti. Cela est-il conforme au *Manifeste du Parti communiste* et aux principes fondateurs du Parti communiste ?

Inutile de dire que, dans tout le pays, l'immense majorité des entreprises d'Etat a été construite brique par brique par le travail acharné de centaines de millions de travailleurs sous la direction du comité central du Parti communiste chinois. Aujourd'hui, la majorité des droits de propriété n'appartient plus au peuple et est devenue propriété privée.

Les travailleurs manuels, les travailleurs migrants et même les enfants mis au travail dans le secteur privé, les ateliers, les mines et les boutiques perçoivent de faibles salaires pour un travail difficile, alors que d'autres subissent l'injustice du travail non rémunéré dans des environnements insalubres.

Nous craignons que l'affaire des briqueteries clandestines ne soit pas un cas isolé. Il se peut que des cas identiques existent en d'autres endroits.

Nous travaillons à éliminer chaque année la pornographie et les publications illégales, mais il se dit que plusieurs millions de femmes sont obligées de se soumettre aux cruels ravages de la prostitution. Les parents et les enfants de ces familles en souffrent toute leur vie.

N'avons-nous vraiment pas les moyens de faire face à ces problèmes, sommes-nous contraints au “laisser-faire” ?

Nous avons encore un grand nombre d'entreprises d'Etat, grandes et moyennes, qui peuvent être bien dirigées. Il n'y a aucune raison de les vendre aux enchères à des entreprises étrangères, qui mettent ainsi la main sur notre marché intérieur et étranglent le développement économique de la nation. Les médias ont récemment rapporté que l'Etat va permettre au capital étranger de pénétrer l'industrie militaire chinoise et d'acheter des actions dans ce qui deviendra des joint-ventures.

Même si l'accord ne porte que sur la production d'équipements annexes et de pièces de rechange, c'est très déstabilisant, et il faut s'y opposer. Sans équipements annexes sûrs, comment pouvons-nous compter sur un armement sûr ? Ne parlons même pas des armes, il suffit d'un problème avec les pièces de rechange pour en rendre le fonctionnement normal impossible, et toute explosion peut provoquer des accidents mortels !

Ajoutons à cela qu'ils voleront nos secrets, seront au courant de nos capacités et empiéteront sur tout notre système de production militaire ! Nous avons dans les provinces, les villes et les cantons un certain nombre de dirigeants qui ne sont pas très regardants vis-à-vis des richesses et de la propriété de la nation, et ne feront rien quand elles seront vendues à d'autres à vil prix.

Quelle est la proportion du PIB chinois produit par les entreprises d'Etat comparée à celle émanant des entreprises privées et des joint-ventures ? Notre cadre économique institutionnel, qui s'appuie sur la propriété d'Etat, peut-il résister à l'épreuve du temps ? Pourquoi, depuis des années, les institutions qui pilotent l'Etat, y compris le Bureau des statistiques, ne communiquent-elles pas les statistiques portant sur la proportion représentée par chaque type de propriété dans l'économie ?

Les ouvriers et les paysans ont perdu leur statut de "maîtres du pays", et les ouvriers sont soit temporairement licenciés, soit au chômage permanent avec de modestes indemnités. A nouveau, l'exploitation des paysans et une couche de paysans riches, que nous avons éliminée au cours des années 1950, ont fait leur réapparition dans les zones rurales.

Dans le processus de réforme économique, la corruption croissante instituée du haut vers le bas de l'échelle, celle de nombre de cadres dirigeants ainsi que la trahison de la mère patrie et du peuple sont des phénomènes rampants.

Les questions soulevées ci-dessus sont, il est vrai, choquantes et révoltantes. Pourtant, chaque fois, ces questions sont soulevées séparément et pendant un temps limité. Il ne faut pas attendre longtemps pour que les problèmes importants soient transformés en problèmes mineurs, qui, à leur tour, sont transformés en absence de tout problème. On ne compte que peu de cas où le problème est abordé de manière appropriée en fonction de sa gravité.

Aucun des grands dirigeants n'a de comptes à rendre de ses actions, ils ne sont ni démis de leur fonction ni poursuivis. Seuls quelques cas extrêmement graves de corruption ont conduit à quelques années d'emprisonnement ou à la peine capitale avec sursis. Les responsables corrompus sont rarement condamnés à mort. Dans le passé, nombre de ces cadres auraient pu être de bons cadres, et ce ne sont que les tendances idéologiques fausses qui les ont conduits à trahir le parti et le peuple. On ne peut compter le nombre d'affaires et de motifs d'inquiétude auxquels chaque jour donne naissance. C'est une liste sans fin : les bulles spéculatives de la Bourse, l'augmentation

des prix, la délocalisation d'usines sans consultation, les déplacements de populations, la spéculation immobilière, la montée en flèche des prix. De plus, la politique d'exportation à bas prix a conduit aux bas salaires et à l'exploitation des ouvriers, à une grande consommation d'énergie, ainsi qu'à une pollution considérable, etc.

Plus grave encore, certaines municipalités défient les ordres venant d'en haut et ne font pas de rapports au gouvernement central, ou tout simplement ignorent les instructions venant d'en haut. Le scandale des briqueteries clandestines illégales nous a révélé la gravité des problèmes auxquels le parti et le pays sont confrontés, et auxquels nous devrions nous attaquer dès maintenant sans hésitation.

C'est la "cause" pour laquelle nous travaillons. Est-il possible que nous ayons pris la mauvaise voie, qui nous conduira ailleurs ? Actuellement, le fossé social croissant est devenu un des plus importants du monde.

Selon les estimations récentes de la Banque mondiale, l'indice GINI de la Chine, qui est égal à 0,469, a déjà dépassé celui des Etats-Unis, du Royaume-Uni et du Japon, et même celui de pays en voie de développement comme l'Inde, l'Indonésie et l'Egypte.

Le camarade Deng Xiaoping a dit une fois que si la réforme et l'ouverture devaient conduire à la bipolarisation, il est alors évident que nous serions en train de dévier. La déviation n'est rien d'autre qu'une erreur et une voie conduisant au capitalisme. Les réformes et l'ouverture sont en cours depuis déjà tant d'années, et cependant les questions sociales mentionnées ci-dessus n'en deviennent que plus graves avec le développement. Pourquoi persévérons-nous avec ce qui ne va pas ?

A la surface des choses, quelques gratte-ciel ont été construits, parallèlement sont apparues de nombreuses joint-ventures ou entreprises étrangères, des entreprises d'Etat ont fusionné ou se sont agrandies.

Mais si nous regardons ce qui se passe en réalité, au-delà des apparences, nous voyons qu'en vérité, les problèmes empiriques, en particulier les problèmes mentionnés ci-dessus, qui restent dans l'ombre.

Comment devrions-nous répondre à ces problèmes ? Pouvons-nous dire qu'à la surface des choses se situe le chemin conduisant à une vie meilleure ? La bourgeoisie étrangère et les leaders des Etats capitalistes se réjouissent secrètement de deux choses : les apparences et le discours qui les accompagne, et camoufle les conflits.

Notre peuple voit que ce qui est négatif n'a pas changé, après tout, et considère avec angoisse et crainte l'avenir et le destin du parti, du pays et du peuple. Il s'inquiète du fait qu'il n'aura lui-même rien ni personne sur qui se reposer. La tragédie de l'effondrement de l'Union soviétique et des pays socialistes de l'Europe de l'Est, et les leçons du déclin du mouvement communiste international, qui sont intervenues à la fin des années 1980, sont encore fraîches dans nos mémoires.

L'impérialisme, le capitalisme et leurs agents nous ont encerclés et éliminés dans les domaines de la politique, de l'idéologie, de la finance politique et économique, des méthodes d'éducation, de la défense nationale, dans le domaine militaire, sur les questions nationales et diplomatiques, et la religion. Ils ont pénétré très profondément chez nous. Mais nous voyons que les effets sont superficiels, que leurs mesures ne sont pas efficaces.

Quoique nous parlions souvent de paix, de coopération et d'harmonie, il y a des signes qui indiquent qu'ils font tout leur possible pour se préparer à nous assiéger militairement, qu'ils sont prêts à s'engager dans une guerre d'agression ou à menacer d'utiliser la force.

Nous pouvons dire qu'à présent, le parti et le gouvernement se sont sérieusement écartés du peuple. Le socialisme chinois est précaire. Le peuple chinois est parvenu à un stade extrêmement critique !

Confrontés à cette situation nationale et internationale, la majorité des membres du parti, particulièrement les vieux camarades qui ont été éduqués par le parti pendant de nombreuses années, brûlent d'anxiété, attendant que le comité central du parti prenne des mesures effectives et agisse promptement et courageusement pour conduire résolument le parti tout entier, les forces armées, hors de la “mauvaise voie”, ce danger contre lequel le

camarade Deng Xiaoping nous a mis en garde il y a bien longtemps.

Nous espérons que, dans un futur proche, il sera nécessaire de convoquer le 7^e plénum du XVI^e Congrès du parti, qui devrait se servir de l'affaire des briqueteries pour amorcer une percée, faire le point et réfléchir sur notre idéologie politique, notre ligne, dans le but, une fois encore, de brandir la vérité et de corriger nos erreurs.

Au cours du XVII^e Congrès du parti, nous devrions prendre la décision d'établir le marxisme-léninisme et la Pensée-Mao Zedong comme idéologie politique qui réponde aux besoins de la majorité du peuple. Nous recommandons sincèrement au comité central du parti de ne pas escamoter l'affaire des briqueteries clandestines.

Nous ne pouvons pas parler de cette affaire superficiellement, en ne faisant rien (la 28^e session du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire qui vient de se tenir a adopté une “loi sur le contrat de travail”, les médias n'ont pas montré le président, le vice-président et les membres du comité permanent dire le moindre mot sur l'affaire des briqueteries du Shanxi). Cela devrait être considéré comme un nouveau départ très important et un signal d'alarme pour appeler tout le parti à se corriger et nous sortir de la mauvaise voie que nous prenons.

Le président Mao a dit :

“Le Parti communiste est le centre du pouvoir conduisant notre activité et le marxisme-léninisme est le principe dirigeant de nos pensées, la justesse de notre ligne idéologique et politique décide de tout.”

C'est une vérité indéniable. Le camarade Hu Jintao a dit :

“A tout moment et en toutes circonstances, nous devons porter haut la grande bannière de la Pensée-Mao Zedong.”

C'est parfaitement juste. Nous appuyons fermement et pleinement une telle réforme, et attendons avec impatience sa mise en œuvre à venir effective et pratique.

Notre parti a une tradition glorieuse, qui est : être ouvert et droit, ne pas se compromettre dans des machinations, promouvoir l'unité et non la division, s'unir

sous une juste détermination. Dans l'intérêt du peuple, nous surmonterons les difficultés et irons vers de plus grandes victoires.

C'est pourquoi, afin d'établir une société pleinement démocratique, le comité central doit donner l'exemple à tout le parti et donner naissance à une nouvelle situation de liberté qui permette la critique au sein du parti et aux cadres de pouvoir exprimer leurs idées.

Le comité central du Parti communiste chinois doit écouter la majorité du peuple, surtout les ouvriers et les paysans, s'orienter sur une ligne marxiste et faire du XVII^e Congrès un congrès qui ouvre une voie juste, permette de réaliser une unité victorieuse et ait une grande portée historique. Nous devons adhérer à la vérité sans hésitation et être prêts à corriger nos erreurs, ce qui constitue une tâche ardue.

Nous recommandons de lancer une campagne d'étude de la théorie marxiste avant le 7^e plénum du XVI^e Congrès du Parti communiste chinois et le XVII^e Congrès du parti. Le gouvernement central devrait décider de choisir quelques documents importants du marxisme-léninisme, de la Pensée-Mao Zedong, tels que *Le Manifeste du Parti communiste*, *L'Anti-Dühring*, *L'Etat et la révolution*, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, *Servir le peuple*, *Yu Gong Yi Shan*, *Etudier Bethune*, *S'opposer au libéralisme*, *De la Juste Résolution des contradictions au sein du peuple* et d'autres œuvres du président Mao, aussi bien que les paroles de deux chants, *L'Internationale*, *Les Trois Principes essentiels de discipline et Huit Points dignes d'attention*, et que les membres de la commission de discipline du comité central et les représentants au XVII^e Congrès du parti se mettent sérieusement à l'étude. Nous devrions aussi organiser et aider tous les membres du parti à étudier dans la mesure où ils savent lire.

Nous recommandons qu'avant le 7^e plénum du XVI^e Congrès du Parti communiste chinois et le XVII^e Congrès du parti, nous commençons à critiquer le socialisme démocratique, le révisionnisme socialiste et le libéralisme bourgeois conformément au marxisme. Si on n'abolit rien, on ne construit rien, sans difficulté, il

n'y a pas de succès. Sans critique des idées erronées, il est impossible de promouvoir véritablement le marxisme comme guide et orientation politique, cela conduirait même à saper la construction du socialisme.

Au tournant du printemps et de l'été 1989, à cause du libéralisme bourgeois éclata une émeute contre-révolutionnaire. Le camarade Deng Xiaoping mit en évidence que la nature de l'émeute relevait du "libéralisme bourgeois" et de l'opposition aux "Quatre Soutiens" (les "Quatre Principes cardinaux"). Le but de l'émeute était la "subversion de notre pays et de notre parti". La leçon la plus importante était qu'il nous fallait souligner l'importance des "Quatre Soutiens", le travail politique et idéologique, le combat contre le libéralisme bourgeois, le combat contre la pollution spirituelle, mais nous avons manqué de persévérance, d'action, ou nous ne nous sommes pas attaqués aux problèmes de façon adéquate.

Il a aussi indiqué :

"Au cours du 6^e plénum du XVI^e Congrès du comité central du parti, j'ai dit qu'il nous fallait 20 ans de plus pour combattre le libéralisme bourgeois. Maintenant, il semble que 20 ans ne suffiront pas. L'invasion rampante du libéralisme bourgeois nous conduira à des conséquences extrêmement graves" (Œuvres choisies de Deng Xiaoping, troisième volume, 305, 374).

Aujourd'hui, l'étendue du libéralisme bourgeois est plus importante que jamais. A la propagande agressive du libéralisme bourgeois s'ajoute une autre forme de pensée du libéralisme bourgeois déguisée en marxisme, c'est le socialisme démocratique. Il déforme fortement le socialisme marxiste scientifique et rejette les principes fondamentaux du socialisme scientifique : propriété publique des moyens de production et dictature du prolétariat. C'est une tentative de transformer la Chine en un pays bourgeois, qui sera le vassal des pays occidentaux. Il peut tromper les gens, car il se camoufle sous les habits du marxisme. Nous devons le critiquer. En un mot, nous devons critiquer toutes les fausses idées antimarxistes et mettre de l'ordre dans tout ce chaos pour restaurer le statut du marxisme en tant que guide.

Nous proposons que le XVII^e Congrès du Parti communiste chinois prenne la décision de rendre au parti son rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, abandonne la fausse idée de “double avant-garde” et modifie la règle erronée permettant à des capitalistes d'adhérer au parti.

La nature d'avant-garde de la classe ouvrière a été parfaitement établie depuis *Le Manifeste du Parti communiste*.

Si l'on remonte à 1879, quand les chefs des sociaux-démocrates, Bernstein et les autres, ouvrirent les portes des partis communistes aux “philanthropes instruits” et tentèrent de transformer le parti en un “parti de la totalité”, Marx et Engels s'opposèrent immédiatement à cette idée et dirent que s'ils persistaient dans cette voie, ils devraient démissionner ou au moins être écartés des instances dirigeantes du parti (voir les *Œuvres complètes de Marx et Engels*, volume 3, page 367).

Depuis la création du Parti communiste chinois, nous avons toujours maintenu le principe que le PCC est l'avant-garde de la classe ouvrière.

Le 9 juin 1952, le comité central du PCC affirma dans un document :

“Il ne sera pas permis que les membres du parti puissent en exploiter d'autres (qu'il s'agisse d'exploitation féodale ou capitaliste). S'ils sont réticents à renoncer à l'exploitation ou continuent à la manière des koulaks ou par tout autre moyen, ils doivent être inconditionnellement exclus du parti.”

Le 16 septembre 1956, Deng Xiaoping, au nom du comité central du PCC, précisa :

“Dans le rapport sur les amendements à la Constitution du parti, les membres du parti doivent travailler et non exploiter le peuple travailleur. Nous devons faire en sorte que tout membre du parti trace une ligne de démarcation entre le travail et l'exploitation.”

Ces principes fondamentaux ont été maintenus jusqu'au XVI^e Congrès du parti.

Depuis le XVI^e Congrès du parti, des relations plus étroites ont été instaurées entre le parti et la bourgeoisie. En revanche, les relations entre le parti et les travailleurs, les paysans, l'intelligentsia se sont distendues, et c'est très dangereux.

Nous recommandons que le XVII^e Congrès du parti restaure les règlements précédents quant aux caractéristiques du parti et les conditions requises pour en être membre, et revienne à une ligne marxiste correcte.

Aux capitalistes qui sont déjà devenus membres du parti, nous pouvons proposer ce choix :

1. Continuer à être membres du parti en mettant fin à l'exploitation, en rendant les moyens de production couramment utilisés au parti et au gouvernement du peuple, et devenir des travailleurs qui ne dépendent que d'eux-mêmes.

2. Automatiquement démissionner du parti et continuer à être des capitalistes, mais aimer le pays, obéir aux lois et aider la mère patrie.

Certains d'entre eux peuvent rejoindre des partis démocratiques sur la base du volontariat.

En nous basant sur des faits actuels, il nous faut admettre que la réforme en Chine nous dirige vers la transformation de la propriété publique en propriété privée et le passage du socialisme au capitalisme. Si le XVII^e Congrès du parti continue dans cette voie avec fermeté, une sorte de Ieltsine émergera, et le parti tout comme le pays seront très bientôt tragiquement détruits.

Cependant, compte tenu du fait que les conditions spécifiques de la Chine sont différentes de celles de l'ancienne Union soviétique, la version chinoise de Ieltsine n'annoncera peut-être pas publiquement la dissolution du Parti communiste et ne changera pas le nom du pays ou ne vendra pas notre pays.

Ils utiliseront plutôt l'étiquette du marxisme-léninisme et le drapeau rouge à cinq étoiles pour se camoufler et tromper le peuple.

Comment ce problème est-il apparu ?

La réponse tient dans les vingt années de mise en œuvre d'une politique fautive reposant sur une idéologie fautive. Les problèmes fondamentaux ne peuvent être résolus par le recours au saupoudrage de quelques mesures sociales et en emprisonnant quelques responsables corrompus, si nous sommes incapables de briser les contraintes idéologiques, de mettre fin à la

privatisation dans la politique de réforme et de modifier les règles erronées qui permettent à des capitalistes de devenir membres du parti.

Sans ces changements, nous serons confrontés à une suite sans fin de désastres.

Nous espérons que les camarades qui occupent une position centrale dans la direction pourront vraiment comprendre la portée de ces problèmes. Nous souhaitons sincèrement et proposons que soient rejetées les théories et voies erronées, que soit envisagée une approche rompant complètement avec les fausses théories.

Nous devrions agir résolument pour revenir à la voie révolutionnaire et établir le marxisme-léninisme et la Pensée-Mao Zedong comme seules idéologies guidant l'action du parti au lieu de nous contenter de nous nourrir de mots.

Dans la mesure où nous appliquerons une telle politique fidèlement, tous les problèmes sérieux tant dans le domaine politique que de la théorie, de l'idéologie, de la culture, de l'éducation, de l'économie, de l'agriculture, de l'industrie, des forces armées, de la défense nationale, de la diplomatie, du commerce international, des responsables gouvernementaux, de la corruption et de l'élimination de la pornographie, des publications illégales et des gangs seront fondamentalement résolus.

Confrontés à une situation si sinistre et dans cette conjoncture historique d'une extrême importance, nous recommandons aussi que le comité permanent du BP ainsi que le bureau politique envisagent les meilleurs choix, éliminent les différents facteurs négatifs et surmontent l'adversité pour modifier la situation négative actuelle.

Le bureau politique du comité central du PCC devrait en appeler au parti dans sa totalité pour mettre en rapport la réalité actuelle de la Chine avec le marxisme-léninisme et la Pensée-Mao Zedong sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, l'histoire du Parti communiste chinois, l'histoire du combat de la classe ouvrière internationale, l'histoire coloniale, et étudier ces sujets.

Les cadres dirigeants n'ont pas à s'inquiéter de ce qu'ils ont à gagner ou à per-

dre au niveau personnel, mais plutôt à s'assurer que tous les points de vue des membres du parti puissent s'exprimer.

Compte tenu de la longue absence de démocratie à l'intérieur du parti et d'une hiérarchie rigide, les dirigeants du parti se sont coupés du peuple, et des façons de travailler erronées comme le bureaucratisme, le sectarisme, le formalisme, l'opportunisme et le libéralisme règnent désormais.

La plupart des gens se sont habitués à deviner ce que pense leur supérieur plutôt qu'exprimer leur propre jugement ou des idées différentes.

Si ce problème ne peut être résolu, les travaux du congrès du parti et de l'Assemblée nationale populaire ne donneront rien.

Nous recommandons par conséquent au comité central du Parti communiste chinois de prendre la décision officielle, et d'en informer tout le parti, que les membres du comité central, de la commission centrale de discipline, les délégués au XVII^e Congrès du parti et tous les membres du parti qui critiquent le gouvernement ou avancent des idées nouvelles ne devront pas subir de reproches, être emprisonnés, mis sous surveillance ou tués, ni leurs parents et amis inquiétés.

Nous devons donner la possibilité à tous de dire la vérité.

Il nous faut absolument retrouver l'esprit de la rencontre de Zunyi pendant la Longue Marche et la Campagne de Rectification du Yunan des années quarante.

En attendant, notre parti devrait décider d'inviter les anciens dirigeants du parti et de l'État à soutenir les travaux du congrès du parti et de l'Assemblée nationale populaire.

Pour ce qui est de la propagande qui s'est révélée fautive, les camarades en cause devraient, en accord avec la discipline du parti, éviter à tout prix de répéter ces erreurs et faire attention à ne pas commettre d'erreurs historiques.

Les hauts dirigeants devraient hisser bien haut la bannière de la pensée marxiste-léniniste de Mao Zedong, s'en servir de guide et suivre ses préceptes d'autocritique.

Ils devraient résumer de façon systématique et détaillée les réformes et l'ouverture

des trente dernières années en cherchant la vérité dans les faits et adopter l'attitude qui consiste à “dire la vérité sans avoir peur de perdre la face” pour voir quels progrès ou erreurs ont été faits et quelles sont les leçons à en tirer afin de faire respecter la vérité et corriger nos erreurs.

Nous devrions concevoir des orientations qui prennent vraiment en compte les principes du socialisme et les intérêts des travailleurs, des paysans et du peuple.

Sans parler de la façon dont sont élaborés les principes et les orientations, et de savoir qui en est responsable, s'ils sont antimarxistes, ils ne correspondent pas aux intérêts du peuple et devraient être rejetés en bloc.

L'économie en souffrira peut-être un certain temps, mais cette politique aura le soutien sincère des larges masses et amènera donc une grande unité politique et économique, ainsi qu'un fort développement. Nous avons des amis partout dans le monde et nous nous développerons.

Sur la question de la désignation des délégués au XVII^e Congrès du parti, nous proposons que le comité central applique le principe de la méritocratie.

Les candidats doivent être ceux qui font respecter la pensée marxiste-léniniste de Mao Zedong, sont restés proches du peuple, défendent les intérêts du peuple ainsi que la cause du communisme, osent défendre la vérité, corriger les erreurs, ont des qualités morales exemplaires et sont intègres plutôt que soucieux des avantages ou préjugés personnels qu'ils peuvent tirer ou subir de leur position.

Nous proposons que le comité central ajuste la liste des candidats selon la situation au 7^e plénum du XVI^e et au XVII^e Congrès du parti. Cela devrait se faire par des élections avec plusieurs candidats en lice selon la constitution du parti, comme cela s'est passé au VII^e Congrès du parti.

Nous proposons que le comité permanent du bureau politique et que le secrétaire général soient élus par tous les délégués du XVII^e Congrès du parti ou par le comité central, au suffrage direct avec plusieurs candidats en lice.

Nous croyons résolument que si les camarades dirigeants du comité central du parti peuvent se décider à agir, se rendent

compte des problèmes auxquels nous sommes confrontés et reviennent vraiment à la position révolutionnaire marxiste-léniniste de Mao Zedong, sans craindre douleur, honte, coups bas et pressions, nous pouvons retrouver l'esprit du combat révolutionnaire, travailler ensemble, surmonter les difficultés, renverser le cours des choses, attirer l'attention du monde entier et redresser en direction du socialisme.

Nous pouvons aussi unir tout le parti avec tous les camarades qui auront participé au XVII^e Congrès et élaborer des orientations marxiste-léninistes justes grâce à l'étude, la discussion, le débat et une compréhension, une pensée et une action unifiées.

C'est seulement grâce aux dispositions mentionnées plus haut que le XVII^e Congrès du parti pourra être un succès, un congrès uni et historique qui portera haut la bannière de la pensée marxiste-léniniste de Mao Zedong et suivra la bonne orientation.

Le peuple chinois et ses amis dans le monde entier nous soutiendront et feront notre éloge. Les Jeux olympiques de Pékin et l'Exposition universelle de Shanghai seront également des succès. Nous serons sûrement capables de construire un pays meilleur et le peuple chinois pourra avoir un avenir meilleur.

Pour finir, citons un poème de Mao qui nous émeut tous :

“Un coucou chante en pleine nuit jusqu'à en vomir son sang. Il croit que son chant peut ramener le vent d'est.”

Nous espérons vraiment que nos dirigeants respectés ramèneront le vent d'est !

Nous vous prions de porter toute votre attention à ces propositions et de les adopter.

Ma Bin (ancien expert-conseil au Centre de recherche au développement du Conseil d'Etat) ;

Zhou Chuntian (ancien directeur du Comité d'experts de la région autonome du Guangxi Zhuang) ;

Li Chengrui (ancien directeur du Bureau d'Etat des statistiques) ;

Qin Zhongda (ancien ministre de l'Industrie chimique) ;

Mao Linchun (ancien vice-ministre de l'Industrie métallurgique) ;

Wu Fanwu (ancien directeur du Bureau des affaires étrangères du Département d'Etat) ;

Yang Shouzheng (ancien ambassadeur en Union soviétique) ;

Hua Guang (épouse de Zhang Haifeng, ancien ambassadeur en Roumanie et ancien directeur des affaires politiques à l'ambassade de Chine en Roumanie) ;

Han Xiya (ancien secrétaire suppléant de la Fédération des syndicats chinois) ;

Zang Naiguang (ancien directeur adjoint de la Banque de Chine) ;

Xu Chengzhi (ancien directeur du Département des affaires politiques de la division chemins de fer de l'Armée populaire de libération) ;

Long Guilin (ancien chef du personnel de la division chemins de fer de l'Armée populaire de libération) ;

Bai Xuetian (ancien commissaire politique de la division blindée de l'Armée populaire de libération) ;

Chen Xiao (ancien directeur général adjoint du Département des affaires politiques de la marine, APL) ;

Yu Quanyu (membre du conseil national de la Conférence politique consultative du peuple chinois, chercheur à l'Académie chinoise des sciences sociales) ;

Xu Fei (professeur associé à l'Université de communication de Chine) ;

Mo Mengzhe (rédacteur, Institut de la Chine contemporaine).

Le 12 juillet 2007

Note du traducteur :

La version française de cette lettre a été établie à partir d'une version en langue anglaise qui comporte un certain nombre d'imprécisions, voire d'inexactitudes. Nous les avons maintenues en l'absence du texte original en chinois. Par exemple, à propos de la loi sur le contrat de travail votée au Parlement chinois et du scandale des briqueteries, la formulation ne permet pas d'affirmer que le reproche de mutisme est adressé aux dirigeants du Parlement national plutôt qu'à leurs homologues de la province du Shanxi. Par ailleurs, les propos de Deng cités ont été prononcés au 6^e plénum du XII^e Congrès, et non du XVI^e Congrès comme l'indique la version anglaise. Pour le reste, la traduction française rend scrupuleusement compte de l'orientation et de l'argumentation politique de la lettre des 17.

Un "nouveau" traité européen ?

Par Christel Keiser

Le 19 octobre dernier, le sommet des chefs d'État européens, réuni à Lisbonne, a adopté le nouveau traité européen. Il s'agissait, pour les institutions de l'Union européenne, de mettre un terme à la "crise" ouverte en 2005 par le rejet du projet de "Constitution" européenne par les peuples français et hollandais. Et pourtant, ce nouveau traité reprend l'essentiel du projet de "Constitution" européenne (voir encadré).

La veille, en France, les travailleurs avaient répondu massivement à l'appel à la grève lancé initialement par les organisations syndicales de cheminots (1) pour le maintien des régimes spéciaux de retraite et le retour à 37,5 annuités pour tous pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein.

L'UNION EUROPÉENNE DICTE SA LOI

La remise en cause des régimes spéciaux de retraite découle directement de l'application des recommandations européennes. Les conclusions du sommet européen de Barcelone, en 2002, signées par les chefs d'État européens, exigent de "chercher à augmenter d'ici 2010 progressivement d'environ cinq ans l'âge moyen effectif auquel cesse dans l'Union

européenne l'activité professionnelle". Depuis, le gouvernement français a été rappelé à l'ordre à plusieurs reprises pour son manque de rigueur dans la mise en œuvre du pacte de stabilité. Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe (instance qui réunit les ministres des Finances de la zone euro), a indiqué le 12 octobre dernier à propos de la France :

"Le nouveau gouvernement a présenté un projet de loi de finances qui reste, avec un déficit prévu de 2,3 %, en deçà des engagements pris. Nous l'invitons donc résolument à réduire le niveau de ses dépenses publiques, qui sont les plus importantes de l'Union en proportion du PIB. Je veux croire que la France fera tout, comme l'a dit M. Sarkozy en juillet devant l'Eurogroupe, pour atteindre l'équilibre en 2010" (2).

Il est incontestable que, depuis des décennies, et en particulier depuis l'adoption du traité de Maastricht, les gouvernements français successifs ont cherché à remettre en cause toutes les conquêtes, dressant ainsi contre eux les travailleurs et leurs organisations (en 1995 et en 2003 pour la défense des régimes de retraite, en

(1) Grève appelée par toutes les fédérations de cheminots. Le mot d'ordre de grève a ensuite été repris par de nombreuses organisations et instances syndicales, bien au-delà du secteur des transports.

(2) *Le Monde*, 12 octobre 2007.

2006 contre le contrat première embauche). Mais l'Union européenne considère que ces mesures sont insuffisantes et exige une nouvelle réduction des dépenses budgétaires dans tous les domaines, et en particulier la privatisation-démantèlement de tous les services publics, au nom du respect de l'article 104 du traité de Maastricht (3).

Le gouvernement Sarkozy, avec les nouvelles franchises dans le domaine de la santé, la suppression de dizaines de milliers de postes dans la fonction publique, la privatisation des universités, la contre-réforme des retraites, entend répondre aux injonctions de l'Union européenne, provoquant contre sa politique la grève des cheminots la plus massive des soixante dernières années... et aussi au-delà des cheminots... (voir plus loin).

EUROPE DE MAASTRICHT OU... ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE ?

Un lecteur de *La Vérité* nous a transmis, à propos d'un précédent article sur l'Europe (4), l'objection suivante :

“Vous vous prétendez internationalistes, mais vous affirmez sans cesse que vous êtes contre l'Europe. Pourtant, l'abolition des frontières en Europe ne présenterait-elle pas un réel progrès pour les peuples ?”

Cette objection n'est pas sans rapport avec la confusion délibérément entretenue (notamment par les responsables du Secrétariat unifié) entre Europe de Maastricht et États-Unis socialistes d'Europe.

L'Union européenne serait-elle un édifice incontournable, qui pourrait être “perfectionné”, “amélioré”, “réformé” ou encore “rénové”, mais surtout pas brisé ?

Rappelons la manière dont Trotsky posait le problème dès 1923 (5) :

« On ne saurait se dissimuler que le danger émanant des États-Unis, qui entretiennent la désorganisation de l'Europe et se préparent à devenir ses héritiers, rend particulièrement nécessaire l'union des peuples européens, qui se ruinent mutuellement, en “États-Unis ouvriers-paysans européens”. »

Trotsky justifie donc le combat pour les “États-Unis ouvriers-paysans européens” par la puissance de l'impérialisme américain, qui constitue une menace pour l'ensemble des pays européens. Précisons que Trotsky écrit ces lignes bien avant la Seconde Guerre mondiale, qui ne va faire qu'aggraver la “ruine mutuelle”.

Trotsky ajoute :

“Cette opposition découle naturellement de la différence de situation objective qui existe entre les pays européens et la puissante république d'outre-Atlantique, et ne saurait, évidemment, être dirigée contre la solidarité internationale du prolétariat ou contre les intérêts de la révolution américaine. Bien au contraire” (6).

Il s'agit donc, pour Trotsky, de bâtir des États-Unis socialistes d'Europe sur et par la lutte de classe, comme une organisation visant à défendre les intérêts des ouvriers européens, qui ne sont pas distincts de ceux des intérêts des ouvriers américains, mais contradictoires en revanche à ceux des patrons et capitalistes des États-Unis, des différents pays d'Europe et d'ailleurs.

Selon Trotsky, les seuls capables de construire une telle organisation, ce sont les travailleurs eux-mêmes.

Ainsi, en 1940, Trotsky explique :

“La tâche de l'unification de l'Europe est en soi progressiste. Mais tout le problème est de savoir qui la réalise, comment et pourquoi.”

Il précise :

“L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient toutefois non aux gouvernements actuels, mais aux masses populaires, conduites par le prolétariat. L'Europe doit devenir les États-Unis socialistes si elle ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. Une Europe socialiste proclamera l'indépendance totale des colonies, établira avec elles des relations

(3) Cet article stipule : “Les États membres évitent les déficits publics excessifs.”

(4) “Cinquante ans après la signature du traité de Rome, l'union libre des nations et des peuples exige que soient brisées les institutions de l'Union européenne” (*La Vérité*, n° 55).

(5) “De l'opportunité du mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe” (1923).

(6) *Ibidem*.

économiques amicales et, pas à pas, sans la moindre violence, par l'exemple de la collaboration, les fera entrer dans une fédération socialiste mondiale. L'Union soviétique, libérée de sa caste dirigeante, rejoindra la fédération européenne, qui l'aidera à atteindre un niveau supérieur de développement. L'économie de l'Europe unifiée fonctionnera comme un tout. La question des frontières provoquera aussi peu de difficultés qu'aujourd'hui la question des divisions administratives internes d'un pays. Les frontières à l'intérieur de la nouvelle Europe seront librement déterminées, en fonction de la langue et de la culture nationales, par les populations concernées" (7).

A l'objection de notre lecteur, nous répondons donc en 2007, à l'instar de Léon Trotsky naguère : l'abolition des frontières en Europe ? Tout dépend quelle classe sociale la réalise, comment et pourquoi.

CE SONT LES CAPITALISTES QUI ONT ÉDIFIÉ L'UNION EUROPÉENNE

Il est courant, de toute part, de parler de construction européenne en général. Mais de quoi s'agit-il réellement ? Peut-on cacher le fait que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce sont les capitalistes et leurs gouvernements qui ont construit l'Europe ? La "construction européenne" repose sur un empilement de traités successifs (traité de Rome en 1957, Acte unique européen en 1985, traité de Maastricht en 1992, traité d'Amsterdam en 1997, traité de Nice en 2001, projet de traité constitutionnel en 2004, nouveau traité en 2007), dont le seul objectif est de détruire tous les droits des classes ouvrières en Europe et de briser la résistance des travailleurs. Le traité de Rome, ainsi que tous les traités qui l'ont suivi, ont été signés dans un rapport de subordination à la politique destructrice de l'impérialisme américain (8).

L'actualité récente ne fait que confirmer ce rapport de subordination.

Suite à la crise des "subprimes" aux Etats-Unis, le rapport de conjoncture sur l'économie mondiale du FMI indique :

"Les risques de récession ont augmenté aux Etats-Unis sous l'effet de l'in-

tensification de la crise dans l'immobilier" (9).

La Réserve fédérale américaine (FED) a été amenée à baisser son taux directeur afin de ne pas "prendre le risque de provoquer un bain de sang" aux Etats-Unis (10).

Le FMI craint que les mesures prises ne suffisent pas à surmonter les conséquences de la récession. Ainsi, une nouvelle baisse du taux directeur de la FED est prévisible d'ici à la fin de l'année.

Dans le même temps, la Banque centrale européenne (BCE), qui a injecté 300 milliards d'euros sur les marchés financiers en quelques semaines, a maintenu son taux directeur inchangé, entraînant ainsi une appréciation sans précédent de l'euro par rapport au dollar.

L'euro à 1,43 dollar a une conséquence immédiate : favoriser les exportations américaines. Dans ces circonstances, les patrons et capitalistes des différents pays européens vont tout mettre en œuvre pour réduire le "coût du travail" en démantelant les conquêtes et les institutions qui constituent la classe ouvrière comme classe pour soi : suppression de dizaines de milliers d'emplois, liquidation de l'industrie, démantèlement des régimes de retraite et de Sécurité sociale, des Codes du travail, etc.

Qui a décidé que le dollar devait être déprécié par rapport à l'euro, si ce n'est l'impérialisme américain et les instruments et organismes à son service (incluant la BCE) ? Quand *Les Echos* — le journal des patrons français — écrivent : "*L'Europe paie la facture de la crise américaine*" (11), ce sont ces mécanismes qu'il met en évidence.

(7) "*La deuxième guerre mondiale*" (interview), 12 février 1940, *Œuvres*, janvier-mai 1940.

(8) Dans l'appel lancé le 5 juin 1947 par le général Marshall, présenté comme une offre d'aide des Etats-Unis aux pays européens, figure la proposition suivante : "*Les nations du Vieux Continent doivent se mettre d'accord sur leurs besoins et la part que chacune d'entre elles peut prendre à la mise en œuvre efficace de toute action qui pourrait être entreprises par le gouvernement américain.*" Ce plan débouchera sur l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) en 1948, puis sur le traité de Rome en 1957 et sur l'Acte unique européen en 1985.

(9) Dépêche de l'AFP, 17 octobre 2007.

(10) *La Tribune*, 14 septembre 2007.

(11) Edition du 2 octobre 2007.

L'Union européenne est une construction institutionnelle et politique dont le principal objectif est d'imposer aux bourgeoisies européennes les diktats de l'impérialisme dominant et de disloquer par conséquent tous les acquis des travailleurs européens en favorisant les seuls intérêts des capitalistes américains. Au point de remettre en cause aujourd'hui, partout, le cadre des nations et des Etats (voir plus loin).

Comment assurer la défense et la reconquête des droits et des garanties sans sortir du carcan imposé par les institutions de l'Union européenne ? Le premier pas dans ce sens n'est-il pas l'abrogation des traités de Maastricht et d'Amsterdam, et de tous les autres traités ?

DIRE NON AU TRAITÉ...

Bien évidemment, l'annonce d'un nouveau traité pose un problème de démocratie. En particulier dans un pays comme la France, où le peuple a rejeté ce même texte en 2005.

Si le gouvernement était un tant soit peu respectueux de la démocratie, il devrait soumettre le nouveau traité à référendum. Et nul doute qu'alors il y aurait de nouveau une majorité pour balayer ce texte.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Sarkozy s'est empressé d'annoncer que le traité serait ratifié par le Parlement dès que possible.

Pour les militants de la IV^e Internationale, la démocratie exige que le texte soit soumis à référendum. Dans ce cadre, il s'agirait, par la mise en œuvre d'une politique de front unique, de permettre que le non l'emporte.

... OU BIEN "RECONSTRUIRE L'UNION EUROPÉENNE" ?

Le 16 octobre, un appel a été lancé en France par plusieurs organisations politiques et syndicales pour exiger un nouveau référendum (12). Que dit cet appel ? Après avoir rappelé, à juste titre, que le

nouveau traité reprend l'essentiel de la "Constitution" rejetée en 2005, l'appel affirme :

"Nous voulons une Europe bâtie sur la volonté et la souveraineté populaire. Voilà pourquoi nous refusons ce nouveau traité. Et nous proposons une démarche : l'élaboration d'un nouveau texte fondateur à la suite d'un processus démocratique, populaire et transparent (...)."

Cet appel trouve son origine dans une réunion tenue le 20 septembre dernier, regroupant une centaine de militants venus de différents pays européens, au Parlement européen, à Bruxelles, à l'initiative du Réseau de la charte des principes pour une autre Europe (dans le cadre des forums sociaux européens). Cette réunion a reçu le soutien du groupe parlementaire GUE-NGL (13), afin "d'articuler la riposte immédiate au nouveau traité simplifié avec la rédaction d'un document fondateur pour une Europe sociale, démocratique, écologique, pacifique et laïque" (*L'Humanité*, 24 septembre 2007). Était présent ce 20 septembre Pierre Khalfa, l'un des responsables d'ATTAC France, qui a affirmé à cette occasion :

"A partir de la victoire dans les référendums, nous n'avons pas été capables d'imposer des alternatives au niveau de l'Union européenne" (L'Humanité, 24 septembre 2007).

L'objectif de cette initiative serait-il donc de proposer "des alternatives au niveau de l'Union européenne", c'est-à-dire dans le cadre de l'Union européenne ?

ATTAC a publié un document dans lequel l'association analyse le nouveau traité européen. A juste titre, cette analyse démontre que ce nouveau traité "transfère dans les traités actuels la quasi-totalité de la Constitution rejetée par les électeurs français et néerlandais au printemps 2005" (14).

Quelle conclusion en tire ATTAC ?

(12) Notamment par ATTAC, la LCR, le Parti communiste français, l'Union des familles laïques, l'Union syndicale solidaire.

(13) Groupe parlementaire européen constitué notamment du Parti communiste français, du Parti des communistes italiens, du Parti de la refondation communiste italien, de la Gauche unie espagnole, du PDS allemand.

(14) "Traité modificatif européen : une copie du TCE" (octobre 2007).

“S’il demeure en l’état d’ici sa ratification, l’Union européenne restera un espace privilégié de promotion des politiques libérales. Les quelques points positifs ne remettent pas fondamentalement en cause le fonctionnement actuel de l’Union, marqué par un profond déficit démocratique avec une confusion des pouvoirs.”

Faut-il comprendre que, pour ATTAC, le traité pourrait être modifié dans un sens positif, en particulier dans le sens d’un “fonctionnement démocratique” qui rendrait l’Union européenne acceptable ? ATTAC serait-elle pour un “bon traité” dans le cadre de l’Union européenne ?

Une Constitution est en effet nécessaire, selon ATTAC. L’association défend la théorie selon laquelle les pères fondateurs de l’Europe (15) “ont tenté de réaliser les Etats-Unis d’Europe par étapes successives, commençant par des réalisations concrètes, créant d’abord une solidarité de fait” (16). Une solidarité avec qui ? La seule solidarité créée par les pères fondateurs, c’est la solidarité envers l’impérialisme américain ! Tous les traités depuis le traité de Rome vont dans cette direction. Quant à oser parler d’Etats-Unis d’Europe... Ne voit-on pas à quel point la construction européenne est au contraire un facteur de dislocation de chacun des pays qui la composent ?

Poursuivons. Les dirigeants d’ATTAC tentent d’expliquer les raisons du vote non en 2005, qui répondrait “à un principe de précaution démocratique” et qui exprime “une demande politique d’Europe” et “un désir d’Europe dont la construction est trop lente pour les Européens”, pour en conclure que “cette Europe se situe en fait dans la ligne des pères fondateurs de l’Europe : une communauté politique européenne démocratique”.

ATTAC se réclame donc des pères fondateurs de l’Europe, Monet, Schuman, Adenauer, hommes de droite, représentants de la classe capitaliste dans chacun de leur pays ! ATTAC, partisan du combat contre le “néolibéralisme”, se réclame ouvertement de ces dirigeants politiques de la classe capitaliste... et signe un appel commun avec la LCR et le PCF pour exiger un référendum !

Le Parti de la gauche européenne (PGE) (17), dans un communiqué du 26 juillet dernier, indique :

“Le but du Parti de la gauche européenne est de reconstruire l’Union européenne (...). C’est pourquoi (...) la nouvelle version du traité rejeté par la France et la Hollande va être un enjeu important. Nous disons qu’un grand débat public doit être construit. Nous voulons influencer l’écriture de ce traité. C’est l’occasion de réparer la blessure démocratique de la construction européenne. C’est la seule issue à la crise profonde que traverse l’Union européenne.”

Reconstruire l’Union européenne, telle est l’ambition du PGE ! La raison du rejet du traité par la France et la Hollande serait l’absence de débat public et de participation à l’élaboration du traité.

En ce qui nous concerne, nous n’hésitons pas à affirmer que la défense en toute indépendance des intérêts ouvriers et de la démocratie exige non pas de reconstruire, mais de démanteler toutes les institutions de l’Union européenne. C’est la condition préalable pour que les peuples d’Europe puissent consentir librement à une coopération, ouvrant ainsi la voie aux Etats-Unis socialistes d’Europe.

La Confédération européenne des syndicats (CES), dans une déclaration de son comité exécutif du 17 octobre, indique :

“Nous comprenons la nécessité éprouvée par l’UE d’éviter une nouvelle période de paralysie institutionnelle. Nous reconnaissons aussi que, depuis le traité de Nice, des améliorations importantes ont été apportées au texte d’un point de vue syndical, comme l’introduction de l’objectif du plein emploi et le concept de l’économie sociale de marché.”

Mais elle regrette “le manque d’ambition de la majeure partie du traité”. Depuis quand l’économie sociale de marché est-elle une revendication syndicale ? Rappelons que l’économie sociale de marché est une notion qui était déjà incluse

(15) Robert Schuman, Jean Monet, Konrad Adenauer.

(16) “L’Europe actuelle a une histoire, entre espoir et crise”, R. Joumard, 19 septembre 2007.

(17) Le PGE est un parti politique européen fondé en 2004, financé partiellement par l’Union européenne. Ses membres sont notamment le Parti communiste français, le Parti de la refondation communiste italien, la Gauche unie espagnole, le Parti communiste belge, le Parti du socialisme démocratique (Tchéquie), La Gauche (Allemagne), le Bloc de gauche (Portugal).

dans le projet de “Constitution” européenne (article I-3). Cette notion s’appuie sur deux piliers essentiels du projet de “Constitution” : la politique de l’euro fort et le respect de la concurrence libre et non faussée. Deux piliers qui, mis en œuvre, sont des armes de guerre contre les travailleurs ! Le terme “sociale” n’a qu’une signification : l’intégration des organisations ouvrières à la mise en œuvre de cette politique de destruction généralisée (intégration à laquelle le traité de Lisbonne fixe un cadre institutionnel nouveau).

Nos lecteurs peuvent constater que nous ne cherchons pas à polémiquer vainement et que nous n’exagéons pas. Il existe un fait indiscutable : tous restent dans le cadre fixé par les institutions de l’Union européenne, et certains vont même jusqu’à le revendiquer. Selon eux, il ne faut surtout pas poser le problème de l’abrogation des traités existants et de la sortie de ces institutions. N’est-ce pas pourtant une question chaque jour plus cruciale pour tous les travailleurs et les peuples d’Europe ?

LES PEUPLES EUROPÉENS DOIVENT PAYER !

Aujourd’hui, le FMI table sur un probable ralentissement de la croissance dans la zone euro. Il précise que *“la croissance de la zone euro est maintenant attendue à 2,5 % en 2007 et 2,1 % en 2008”*, ajoutant :

“Les exportations seront affectées par une demande extérieure fléchissante, et la force de l’euro devrait également peser sur les exportations de la France, du Portugal et de l’Espagne notamment” (18).

Et l’Europe paie déjà ! Cela se traduit concrètement par une offensive redoublée contre les classes ouvrières dans chaque pays d’Europe.

Ainsi, en France, le gouvernement Sarkozy-Fillion issu des élections de mai-juin 2007 se fixe ouvertement de liquider tout ce qui a été conquis par la classe ouvrière depuis des décennies, et en particulier depuis 1945. Denis Kessler, ancien vice-président du Medef (19) et actuel président de la Fédération française des

sociétés d’assurances (FFSA), réputé proche de Sarkozy, écrit dans la revue *Challenge*, sous le titre *“Adieu 1945, racrochons notre pays au monde”* :

“Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d’importance inégale et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale (...). A y regarder de plus près, on constate qu’il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C’est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s’agit aujourd’hui de sortir de 1945.”

“SORTIR DE 1945” EN FRANCE

Rappelons qu’en 1945, confrontée à une véritable révolution ouvrière, la classe capitaliste, aidée par les appareils, n’a pas eu d’autre choix, afin de faire refluer cette révolution et préserver le régime de la propriété privée des moyens de production, que de laisser la classe ouvrière arracher des conquêtes considérables : Sécurité sociale, retraites, conventions collectives, nationalisations, etc.

“Sortir de 1945” : un tel objectif explique la brutalité des mesures décidées par le gouvernement, le conduisant à un choc avec la classe ouvrière, comme l’a montré la puissante mobilisation du 18 octobre contre la remise en cause des régimes spéciaux de retraite (20).

Sur le terrain syndical, l’exigence centrale de l’unité sur les revendications de la classe ouvrière — en particulier la défense de tous les régimes de retraite et le retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous, public-privé, pour pouvoir bénéficier d’une retraite à taux plein — s’est exprimée dans de nombreux appels communs au niveau des fédérations, des unions départementales de syndicats et assemblées générales de différents secteurs professionnels.

(18) Dépêche de l’AFP, 17 octobre 2007.

(19) Principal syndicat patronal français.

(20) 74 % des cheminots, selon la direction de la SNCF, étaient en grève, ainsi que 80 % des électriciens et gaziers.

Ce mouvement vers l'unité s'est dressé contre les politiques mises en œuvre par certaines directions des organisations syndicales. Car il est certain que la politique destructrice du gouvernement, répondant aux diktats de plus en plus pressants de la Commission européenne, ne pourrait pas s'appliquer sans le concours des appareils. C'est pourquoi Sarkozy met au centre de toute sa politique le "dialogue social", c'est-à-dire l'intégration des organisations syndicales, qui prend la forme d'une marche forcée au corporatisme.

A l'heure où nous écrivons, nul ne peut savoir jusqu'où le mouvement engagé ira. Ce qui est d'ores et déjà établi, c'est que la résistance des militants à la politique d'accompagnement préconisée par les dirigeants, notamment dans la CGT, a, le 18 octobre et dans les jours qui ont suivi, bousculé la marche au corporatisme.

L'affaire Gautier-Sauvagnac (21) ne surgit pas par hasard. En mettant au centre la question de la modification des règles de financement et de représentativité des organisations syndicales, l'objectif est de tenter de mettre ces dernières sous la tutelle de l'Etat.

Dans cette situation complexe, où, malgré la brutalité des coups portés, s'exprime la recherche en profondeur de la réalisation de l'unité, la proposition de construire un parti ouvrier indépendant et de préparer une convention nationale les 24 et 25 novembre prochains constitue une réponse politique.

Il s'agit de répondre à tous ceux qui recherchent les voies de la résistance, en formulant une réponse politique sur le terrain du front unique, dont le premier acte est le combat pour la rupture avec l'Union européenne.

**"CHANGER LA FACE
DU SYNDICALISME CONFÉDÉRAL"
EN ITALIE**

En Italie, le gouvernement Prodi a décidé, afin de répondre aux injonctions de Bruxelles, de faire passer l'âge de départ à la retraite de 57 à 62 ans. Du 8 au 10 octobre, un référendum sur cette question été organisé par les directions des

organisations syndicales. La FIOM (la fédération de la métallurgie de la CGIL [22]) s'est prononcée contre cet accord et a appelé à voter non, s'opposant ainsi à la direction de la CGIL qui avait signé l'accord le 23 juillet avec les deux autres confédérations.

Durant toute la période qui a précédé le référendum, les dirigeants de Sinistra Critica (section italienne du Secrétariat unifié) ont organisé la division en dénonçant tous les syndicats et en dissimulant la position de la FIOM, qui constituait un point d'appui formidable pour l'ensemble des travailleurs italiens.

Même si le oui l'a emporté au plan national, il faut signaler que le non l'emporte dans toutes les concentrations ouvrières (par exemple, 80 % de non à l'usine Fiat, à Turin, 91 % de non aux chantiers navals, à Naples). Ces résultats doivent être appréciés à la lueur des conditions dans lesquelles a été organisé le référendum. Ainsi, la presse italienne rapporte les propos d'un travailleur :

"Je suis allé voter à un siège de la CGIL à Venise, ville où je vis et je travaille. Ils ne m'ont rien demandé pour vérifier mon identité. Ils ont exercé des pressions (appuyant le oui). Ils ont mis le bulletin dans une enveloppe sans la cacheter. C'est sérieux, tout ça ?" (23).

A l'issue du dépouillement, le secrétaire général de la CISL (24) a déclaré :

"Il s'agit d'une journée qui changera la face du syndicalisme confédéral" (25).

Même si rien n'est joué (tous les syndicats appellent à la grève le 26 octobre prochain contre la contre-réforme de la fonction publique), le danger, en Italie comme dans de nombreux pays européens, c'est la marche forcée à la colégislation et au corporatisme.

Nos camarades italiens se sont battus dans leurs propres instances syndicales

(21) Dirigeant de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), actuel numéro 2 du Medef. Il est accusé d'avoir disposé d'importantes sommes en liquide (plusieurs millions d'euros), dont la presse affirme qu'elles ont servi à financer les organisations syndicales.

(22) Confédération générale italienne du travail.

(23) *Corriere della sera*, 8 octobre 2007.

(24) Confédération italienne des syndicats de travailleurs, deuxième organisation syndicale en Italie.

(25) *La Stampa*, 11 octobre 2007.

pour que le non l'emporte. Aujourd'hui, face au danger corporatiste, le combat pour l'indépendance des organisations syndicales est une question centrale.

Ce qui pose, sur un terrain politique, la question de la rupture avec l'Union européenne, qui entend institutionnaliser le "dialogue social" au plan européen (*article 112 du nouveau traité, voir encadré*).

Dans une déclaration publiée aussitôt après l'annonce des résultats du référendum, les militants de *Tribuna Libera* (26) soulignent :

"A tous ceux qui cherchent une voie pour aider à la résistance, nous disons : il est nécessaire d'ouvrir et d'élargir la discussion pour défendre l'indépendance des organisations syndicales, refuser le corporatisme, combattre pour un gouvernement qui applique vraiment une politique pour les travailleurs. La question de la rupture avec l'Union européenne est partie intégrante de cette discussion. Pour cela, nous proposons à tous de construire avec nous le Comité de correspondance pour une politique des travailleurs, que nous avons constitué avec des militants de toutes origines."

EN ALLEMAGNE, LE DROIT À UN AVENIR POUR NOS ENFANTS EST INCONCILIABLE AVEC L'UNION EUROPÉENNE

En Allemagne, la mise en œuvre des plans Hartz, en application des directives européennes, a des conséquences dramatiques. 2,5 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté, les soupes populaires se développent dans tout le pays. Les chômeurs sont contraints d'accepter n'importe quel emploi pour 2 euros l'heure en plus de l'aide sociale, etc.

Et aujourd'hui, le gouvernement a décidé d'aller encore plus loin dans la liquidation des services publics (banques, chemins de fer, etc.).

Mais au sein même du SPD (27), des voix s'élèvent pour contester cette politique et dénoncer ses conséquences par rapport à l'existence même du parti. Des responsables dénoncent le cours pris par le parti.

Ces processus ont évidemment un rapport direct avec la résistance de la classe

ouvrière, qui s'est exprimée dans la dernière période dans de nombreux secteurs, en particulier dans ceux de la santé et des transports.

Dans cette situation, des militants ouvriers allemands, membres du SPD, et des syndicalistes sont à l'initiative d'une adresse aux délégués au congrès du SPD qui s'ouvre le 26 octobre prochain, adresse qui relie les problèmes concrets auxquels sont confrontés les travailleurs et la nécessité de rompre avec l'Union européenne. Cette adresse pose la question suivante :

"Comment a-t-on pu en arriver à ce que, dans notre pays, la plus grande puissance industrielle d'Europe, où la population a pu avec les syndicats et le SPD arracher de grandes conquêtes sociales qui sont un modèle auquel aspirent les travailleurs de toute l'Europe ; où, avec l'unité allemande conquise en 1989, la population laborieuse a nourri les plus grands espoirs de conquêtes sociales unifiées pour tous, (...) à ce que les lois Hartz et le dumping sur les salaires contraignent plus de 7 millions de travailleurs et leurs familles à survivre avec des salaires de misère et des petits boulots, à ce que, après une longue vie de labeur, des personnes âgées se voient abusivement privées de leurs légitimes indemnités de chômage et de leur retraite (...) ?"

Suivent toutes les mesures anti-ouvrières prises en application des directives européennes : report à 67 ans de l'âge de départ à la retraite, contre-réforme de la santé, privatisation des hôpitaux, de la poste, etc. L'adresse poursuit :

"On dit qu'Oscar Lafontaine et La Gauche (28) critiquent la politique de l'Agenda 2010 (...). Mais, en réalité, La Gauche applique exactement la même politique dans sa coalition avec le SPD

(26) Mensuel auquel collaborent les camarades italiens de la IV^e Internationale.

(27) Parti social-démocrate allemand.

(28) Oskar Lafontaine, ancien président du SPD, a démissionné en 1999 de sa responsabilité pour manifester son désaccord avec l'orientation du chancelier Schröder (SPD). Il a pris la tête, avec Gregor Gysi, dirigeant du PDS (héritier du parti SED de la bureaucratie stalinienne au pouvoir en RDA), d'un regroupement où se retrouvent aussi des militants du WAGS (Alliance pour le droit et la justice sociale), qui rassemble des militants du Secrétariat unifié pabliste allemands. Ce regroupement s'appelle aujourd'hui le parti Die Linke ("La Gauche").

au Sénat de Berlin : (...) coupes dans les budgets publics des hôpitaux, des écoles et des universités (...), privatisation des logements communaux, des jardins d'enfants, recrutement de près de 33 000 esclaves salariaux dans le cadre des jobs à 1 euro (...)."

Puis, s'appuyant sur les récentes déclarations d'un responsable du SPD, notamment contre le passage de 65 à 67 ans de l'âge de départ à la retraite, l'adresse se conclut ainsi :

"La volonté des travailleurs d'avoir un salaire dont ils puissent vivre correctement, le droit à un avenir pour nos enfants en Allemagne et dans toute l'Europe sont inconciliables avec l'objectif central de la politique menée par l'Union européenne, qui est d'opposer les travailleurs les uns aux autres, de démanteler leurs droits et conquêtes, et de privatiser services et infrastructures publics (...). Alors, il faut rompre avec les institutions et les traités de l'Union européenne, et dire non au nouveau traité."

**NON À TOUT NOUVEAU TRAITÉ !
ABROGATION
DES TRAITÉS EXISTANT !
À BAS L'UNION EUROPÉENNE !
POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES
D'EUROPE !**

La résistance aux directives de Bruxelles cherche à s'exprimer partout en Europe sur le terrain de la lutte de classe directe. Et même si les formes sont différentes, il existe un point commun : les travailleurs, à la recherche de la réalisation de l'unité sur les revendications, sont confrontés à la tentative de l'Union européenne et des différents gouvernements d'imposer le corporatisme, et à la tendance à accompagner cette exigence aux sommets mêmes des organisations.

Vous lirez à ce sujet dans ce numéro les articles consacrés à la Belgique et à l'Espa-

gne, où la marche à la dislocation des nations pose clairement la question de la responsabilité de l'Union européenne.

La reconnaissance des droits légitimes du peuple basque ne peut s'inscrire que dans le cadre de l'union libre des peuples libres de l'Etat espagnol. La reconnaissance des prérogatives culturelles des Flamands et des Wallons ne peut s'inscrire que dans le cadre du combat pour l'unité de la classe ouvrière belge, pour l'unité du pays contre la politique de destruction des conquêtes fédérales. Autant de jalons vers une véritable union libre des peuples libres de toute d'Europe, ouvrant la voie aux Etats-Unis socialistes d'Europe.

Ce qui pose dans chaque pays européen la question des initiatives indépendantes des militants de la IV^e Internationale, sur une ligne de front unique (incluant la nécessité de sortir des institutions de l'Union européenne), et donc, au plan européen, la place de l'appel contre tout nouveau traité.

Dire non au nouveau traité, c'est le contenu de l'appel lancé par 250 militants ouvriers de toutes tendances de 16 pays européens, dans le cadre de l'Entente européenne des travailleurs. La plupart d'entre eux ne sont ni membres de la IV^e Internationale ni membres d'une organisation affiliée à l'Entente. Mais ils considèrent qu'il est impossible d'accepter la destruction des droits et conquêtes arrachés dans le cadre des nations.

Et convaincus que la politique des institutions européennes est incompatible avec la défense de ces droits, l'appel européen constitue un point d'appui pour l'ensemble de ces militants qui cherchent les voies de la résistance. Ces militants préparent, sur la base des enquêtes réalisées sur les conséquences de la mise en œuvre de la politique de l'Union européenne, une conférence européenne les 2 et 3 février prochains.

Christel Keiser

Le nouveau traité européen adopté le 19 octobre repren pour l'essentiel la "Constitution" européenne rejetée par les peuples de France et des Pays-bas il y a deux ans

Depuis plus de deux ans, les institutions de l'Union européenne étaient en crise. Depuis le vote non des peuples français et néerlandais au projet de "Constitution" européenne.

Il y a deux ans, en votant majoritairement non, les peuples de France et des Pays-Bas avaient rejeté, à travers le projet de "Constitution", toute la politique de l'Union européenne dont ils subissent quotidiennement les conséquences meurtrières : privatisation de tous les services publics, baisse de tous les budgets publics au nom du pacte de stabilité, déréglementation et flexibilité des contrats de travail au nom de "la lutte pour l'emploi".

Ce projet de "Constitution" européenne reprenait tous les textes des traités antérieurs en les aggravant par un ensemble de dispositions visant à renforcer les pouvoirs des institutions de l'Union européenne au détriment des Etats membres, c'est-à-dire de la souveraineté des nations européennes.

Pour surmonter cette situation de crise due au rejet de leur politique, les dirigeants de l'Union européenne ont mis en chantier ce qu'ils ont appelé frauduleusement un "traité simplifié". C'est ce qu'ils ont adopté le 19 octobre.

En fait, ce texte n'a rien de "simplifié" : il comporte plus de 250 pages, 294 amendements aux traités actuels, 12 protocoles et 53 déclarations annexes qui ont la même valeur juridique.

S'il abandonne le mot de "Constitution" européenne ainsi que les symboles qui s'y rattachaient, pour le reste, ce nouveau traité européen reprend **l'intégralité du projet rejeté par les peuples il y a deux ans.**

Citons quelques aspects.

a) La notion d'excédent budgétaire

Depuis le traité de Maastricht de 1992, l'Union européenne impose aux Etats membres de ne pas dépasser 3 % du PIB de déficit public (article 104).

Non seulement le projet de nouveau traité reprend cet article du traité actuel sur les déficits publics excessifs, mais la déclaration n° 17 (qui, rappelons-le, a la même valeur juridique que le traité lui-même) indique : "*La conférence réaffirme son attachement aux dispositions relatives au pacte de stabilité et de croissance, qui constituent le cadre dans lequel doit s'effectuer la coordination des politiques budgétaires des Etats membres.*" Et la déclaration ajoute ce que doit être maintenant l'objectif du nouveau pacte de stabilité : "*L'objectif est de parvenir progressivement à un excédent budgétaire en période de conjoncture favorable.*"

Ainsi, par cette déclaration, serait inscrite dans le nouveau traité européen l'exigence que les Etats membres non seulement réduisent leur déficit public en dessous des 3 % du PIB, mais, en fait, qu'ils s'engagent à atteindre un excédent ! On sait l'ampleur des coupes que les gouvernements successifs ont opérées en matière de postes dans l'enseignement comme dans toutes les administrations, ainsi que dans le budget de la Sécurité sociale, qu'ils ont inclus d'autorité dans le pacte de stabilité. Tout cela pour passer en dessous de 3 % de déficit. On imagine la brutalité de ce que signifierait passer à un "excédent budgétaire".

b) Le renforcement du rôle de la BCE

Non seulement tout le rôle de la BCE est réaffirmé, mais, comme le projet de "Constitution" européenne, le projet de nouveau traité, dans son amendement 4, inscrit dès le début du traité sur l'Union européenne, dans ses objectifs, celui de "*la stabilité des prix*", dont la BCE est la garante. On sait que c'est au nom de cet objectif que la BCE interdit toute augmentation de salaires, exige les coupes dans les services publics et augmente les taux d'intérêt en faveur de l'industrie américaine et du dollar.

c) Renforcement de la subordination à l'OTAN

Le projet de nouveau traité, comme le préconisait la "Constitution" européenne, renforce le lien de subordination à l'OTAN. En effet, actuellement, la coopération dans le cadre de l'OTAN, à laquelle se réfère l'article 17, s'effectue "*dans la mesure où cette coopération ne contrevient pas à celle qui est prévue au présent titre ni ne l'entrave*". L'amendement 48 du projet de nouveau traité est bien plus clair : "*Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, qui reste, pour les Etats qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre.*" La subordination totale à l'OTAN, donc à l'impérialisme américain, est ainsi brutalement réaffirmée.

Et ce même amendement stipule : "*Les Etats membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires.*" Quant on sait qu'au nom du pacte de stabilité, les Etats membres doivent diminuer toutes les autres dépenses publiques ! Tout cela dans le cadre de la subordination totale à l'OTAN. Le projet de nouveau traité européen répond ainsi à l'exigence de l'impérialisme américain de voir les Etats européens prendre en charge de façon croissante son propre engagement militaire.

d) L'intégration des organisations syndicales

L'amendement 112, adopté le 19 octobre, stipule : "*L'Union reconnaît et promeut le rôle des partenaires sociaux. Le sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi contribue au dialogue social.*" Ce sommet social tripartite, instauré depuis quelques années, se tient à la veille du sommet de printemps des chefs d'Etat et de gouvernement européens, et la Confédération européenne des syndicats (CES, branche européenne de la CSI), le patronat européen et la Commission européenne y coélaborent la politique anti-ouvrière de l'Union européenne. L'intégration de ce sommet social dans les textes du traité est un pas de plus dans l'offensive d'intégration des organisations syndicales.

e) Le renforcement des institutions supranationales

- **Le président de l'Union européenne.** Jusqu'à présent, la présidence de l'Union européenne était une présidence tournante changeant tous les six mois. Le projet de nouveau traité reprend une des innovations majeures du projet de "Constitution" européenne : l'amendement 16, créant un article 9 B, qui précise dans son alinéa 5 : "*Le Conseil européen élit son président à la majorité qualifiée pour une durée de deux ans et demi, renouvelable une fois.*" Et l'alinéa 6 de ce même amendement précise : "*Le président du Conseil européen ne peut pas exercer de mandat national.*" Or jusqu'à présent, le président en exercice de l'Union européenne était en général le chef d'Etat ou de gouvernement du pays assumant la présidence (ainsi, actuellement, c'est le Premier ministre portugais, Socrates, qui préside l'Union européenne). Désormais, donc, le président de l'Union européenne ne serait plus tenu en aucune manière par les intérêts de son propre Etat et pourrait présider l'Union pendant cinq ans d'affilée.

- **Le haut représentant pour les Affaires étrangères.** Le projet de "Constitution" européenne proposait la création d'un "ministre des Affaires étrangères" de l'Union

européenne. Le terme, à la demande de la Grande-Bretagne, n'a pas été retenu, mais le contenu de la mission de ce haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères est intégralement celui préconisé par le projet de "Constitution" européenne. Le caractère supranational de cette fonction est affirmé d'abord dans l'amendement 27, où il est écrit : "*La compétence de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité commune couvre tous les domaines de la politique étrangère.*" Et plus loin, il est écrit que les Etats membres "*respectent l'action de l'Union dans ce domaine*". En clair, si ce projet de traité avait été à l'époque adopté, l'Union européenne aurait parlé d'une seule voix dans le soutien à la guerre en Irak. Et le haut représentant de l'Union européenne a pour mandat de mener cette politique supranationale.

Daniel Shapira

Belgique : une crise qui trouve son origine dans l'application de la politique de l'Union européenne

Par Philippe Larsimont

Après les élections législatives du 10 juin 2007, la Belgique s'est enfoncée dans une profonde crise politique. Celle-ci met à l'ordre du jour, comme une possibilité, la dislocation à court terme du pays. S'il en est ainsi, c'est parce que toutes les tentatives pour briser l'unité de la classe ouvrière et de ses conquêtes se sont heurtées aux travailleurs, qui se sont saisis de leurs organisations pour dire : *"On n'accepte pas."* Aujourd'hui, l'Union européenne et les forces politiques qui tentent de mettre en place un gouvernement fédéral (en se faisant le relais des intérêts patronaux) sont prêtes à faire sauter la Belgique si elles n'arrivent pas à faire passer leurs plans.

De manière générale, la grande presse internationale présente cette crise comme un affrontement entre "communautés". Une façon de présenter les choses qui rend les événements politiquement incompréhensibles et amène à une conclusion implicite : les peuples sont décidément incapables de s'entendre.

La réalité est bien différente. La crise que connaît la Belgique (crise qui peut à tout moment se transformer en crise ouverte du régime) prend, certes, la forme d'un conflit "communautaire", mais est en réalité un conflit de classes. Ce qui est en jeu, ce ne sont pas les intérêts d'un peuple contre un autre, mais bien la défense des profits des patrons contre la classe des travailleurs de tout le pays.

La nature de classe des revendications qui sont sur la table en ce moment est démontrée par le président de la FGTB (le grand syndicat socialiste indépendant), Rudy De Leeuw. Celui-ci déclare :

"Qui va aller mieux avec une grande réforme communautaire ? J'attends toujours qu'on me prouve qu'une telle réforme servira les intérêts des travailleurs. Si l'on scinde la Sécurité sociale, la pauvreté va augmenter en Wallonie, qui est le premier débouché pour la Flandre. Mais en Flandre aussi, le fossé entre riches et pauvres va augmenter. Je n'y vois aucun avantage pour l'économie flamande. La plupart des propositions flamandes pour

une réforme de l'Etat proviennent des employeurs flamands. Ceux-ci se mobilisent rarement pour des améliorations sociales. Quand le VOKA (patronat flamand) réclame la régionalisation des allocations de chômage et des prépen-sions, vous imaginez bien ce qu'il va récolter" (Journal du mardi, 4 septembre 2007).

Pour l'essentiel, les revendications dites "communautaires" se concentrent sur tout ce qui peut contribuer à augmenter le taux de profit (diminution du "coût du travail", diminution de la fiscalité des entreprises). En soi, l'ensemble du patronat de tout le pays défend ces revendications.

Ce qui divise ses rangs, c'est la question de savoir s'il est possible d'arriver à ces objectifs autrement qu'en cassant l'unité de la classe ouvrière, qui reste organisée à l'échelle de tout le pays par de puissants syndicats.

On le sait, le patronat — et en particulier celui des grandes multinationales — dispose d'un point d'appui sans précédent dans l'histoire de notre continent : l'Union européenne. Celle-ci impose la libre concurrence comme axe politique incontournable dans toute l'Europe. Elle vise ainsi à discipliner tous les gouvernements en fonction des objectifs généraux du capitalisme, à leur imposer d'appliquer une même politique contre les intérêts de la majorité de la population dans chaque pays.

Cependant, en Belgique comme ailleurs, la résistance ouvrière à cette politique est incontestable et a affaibli les gouvernements successifs (ce qui va notamment conduire à la débâcle électorale socialiste du 10 juin 2007). Dans les cercles dirigeants du pays, la question de comment poursuivre cette offensive s'est donc posée avec de plus en plus d'acuité. On le comprend mieux en revenant sur les grands événements de la lutte de classe de ces dernières années.

2004 : EN APPLICATION DE LA "STRATÉGIE DE LISBONNE"

En 2004, en application de la "stratégie de Lisbonne" de l'Union européenne, le gouvernement libéral-socialiste entend

imposer un plan "d'activation des chômeurs", qui sera vite surnommé le "plan de chasse aux chômeurs". Les organisations syndicales, poussées par leurs membres qui sont au chômage, s'y opposent. Le taux de chômage en Wallonie y étant plus du double qu'en Flandre, la mobilisation y est particulièrement intense. Le PS (Parti socialiste francophone, membre du gouvernement) subit la pression de la FGTB.

Le ministre de l'Emploi (à l'initiative de ce plan), Franck Vandebroucke, est un dirigeant influent du SP.A (Parti socialiste flamand, lui aussi au gouvernement). Il maintient son plan, mais, sous la pression de la FGTB, relayée jusqu'à un certain point par le PS, il est contraint d'en adoucir quelque peu les formes d'application.

Franck Vandebroucke — qui est en pointe dans l'application de la politique de l'Union européenne — en tire une conclusion. Après les élections régionales du 13 juin 2004, il annonce sa décision de se retirer du gouvernement fédéral et postule pour devenir ministre de l'Emploi dans le gouvernement régional flamand. Ce qu'il obtient. Il prend à ce moment position pour la régionalisation de la politique de l'emploi.

Au même moment, un vieux problème "communautaire" est remis sur la table : l'exigence de certains partis flamands d'une scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV) (1). En soi, ce dossier n'a aucun rapport avec les problèmes économiques et sociaux. Mais l'existence de cet arrondissement est contradictoire avec une éventuelle transformation de la "frontière linguistique" (qui, dans le cadre de l'Etat fédéral, délimite le territoire des régions) en frontière d'Etats séparés.

Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire flamand *Knack* donne à ce moment son analyse quant aux raisons qui ont subitement amené sur la table l'exigence de la scission de BHV :

(1) Cet arrondissement rassemble la région de Bruxelles (où vit une minorité flamande) et les cantons de Hal et Vilvorde, qui se situent en Flandre (mais où vit une minorité francophone). Son existence a jusqu'ici été justifiée par l'objectif de défendre les droits des minorités en matière électorale et judiciaire.

“Ne sous-estimez pas le réflexe communautaire qui anime actuellement le Parti socialiste flamand. Il n’a pas digéré les malheureuses aventures de Frank Vandenbroucke. Lorsqu’il était ministre fédéral sous le gouvernement précédent, il n’a cessé de se heurter, dans ses réformes, au manque de volonté manifesté par le PS. Ni le SP.A ni Stevaert (président du SP.A à ce moment — NDLR) n’ont encore digéré ces blocages.”

Dans *De Morgen* (quotidien flamand d’origine socialiste), le 29 septembre 2007, le rédacteur en chef, Paul Goossens, revient sur cette période :

“Le séparatisme a quitté il y a trois ans les arrières-salles enfumées pour le luxe de nouveaux riches de la Warande (club d’hommes d’affaires flamands — NDLR). C’est une affaire de managers, de P-DG, de présentations Power Point et de cash-flow, c’est bon pour le business. Le manifeste de la Warande et certainement le statut de ses promoteurs ont donné des ailes au séparatisme.”

On constate donc que l’actuel conflit “communautaire” trouve son origine au moment d’un affrontement qui oppose, d’un côté, gouvernement et patronat, et, de l’autre, travailleurs et syndicats, en relation avec l’application d’un aspect central de la politique de l’Union européenne : “l’activation” des chômeurs. Il s’agit d’une politique qui vise à la fois à remettre en cause les droits des chômeurs et à imposer un type d’emploi sous-payé et précarisé entrant en concurrence avec le contrat de travail à durée indéterminée.

2005 : LA MOBILISATION CONTRE LE “PACTE DES GÉNÉRATIONS”

En 2005, c’est à une autre exigence de l’Union européenne que le gouvernement Verhofstadt-Onkelinx va se retrouver confronté : le report de l’âge effectif de la retraite. En Belgique, où l’âge de la pension complète est de 65 ans, ce qui est visé en priorité, ce sont les préretraites. Le gouvernement va tenter d’associer les syndicats à ce plan. La direction de la CSC (syndicat chrétien) apporte son soutien, mais la FGTB, après une réunion de ses instances, s’y refuse.

La pression dans les entreprises est si forte que la FGTB lance un mot d’ordre de grève générale nationale pour le 7 octobre 2005. La direction de la CSC condamne publiquement la grève, jusqu’à publier des encarts dans la presse.

La place qu’a eue l’Eglise catholique dans l’histoire de la Belgique, combinée aux trahisons successives de leur mandat par les dirigeants socialistes, fait que la CSC est légèrement majoritaire en Belgique par rapport à la FGTB. Mais la CSC dispose d’une large majorité en Flandre, alors que la FGTB est majoritaire en Wallonie. Tout le monde s’attend donc à ce que la grève soit générale en Wallonie et à Bruxelles, et marginale en Flandre. Or le 7 octobre, la grève est générale dans tout le pays. La base ouvrière de la CSC, poussant devant elle des secteurs entiers de son appareil, rejoint largement la grève. Le port d’Anvers (en Flandre) est paralysé comme toute la Belgique. La grève est un succès total. La classe ouvrière de tout le pays démontre son unité au travers de l’action appelée par la FGTB. Le patronat est en furie contre les piquets de grève.

La pression est si forte que la direction de la CSC est obligée de faire machine arrière et de retirer son soutien à ce que le gouvernement appelle abusivement le “pacte des générations”. Ce dernier n’a pas réussi à obtenir un pacte avec les syndicats sur les préretraites.

Le jeu de l’appareil de la CSC sera alors de faire glisser la direction de la FGTB sur un terrain qui est tout sauf l’exigence du retrait du “pacte”. On ne peut dissimuler que la direction de la FGTB va largement se prêter à cette manœuvre. Cependant, les choses ne sont pas réglées pour autant. La mobilisation se poursuit. Des grèves éclatent dans des entreprises. Dans ces conditions, les dirigeants de la FGTB et de la CSC appellent à une manifestation nationale, avec grève générale de 24 heures, pour le 28 octobre. Elle rassemble entre 100 000 et 150 000 travailleurs. La presse fait à ce moment un parallèle entre cette mobilisation et le mouvement de protestation ouvrière et populaire qui a conduit, quelques mois plus tôt, au non à la “Constitution” européenne en France, puis aux Pays-Bas.

En dépit des difficultés, il y a à ce moment un moyen simple pour stopper le plan du gouvernement. Il suffit que les ministres socialistes s'y opposent. Le président de l'importante régionale de Liège de la FGTB, Marc Goblet, déclare :

“Le PS et le SP.A ne peuvent rester sourds à la réaction du monde du travail.”

Mais le 6 novembre 2005, le gouvernement adopte le projet de loi d'application de son plan. Le Premier ministre libéral, Guy Verhofstadt, déclare que ce plan n'est pas négociable. Le vice-Premier ministre socialiste, Laurette Onkelinx, affirme, elle, que tout est négociable. De quoi semer le trouble dans les rangs syndicaux. La première institution à laquelle Guy Verhofstadt rend compte officiellement de la décision de son gouvernement d'appliquer ce plan, ce n'est pas le Parlement belge, mais tout simplement la Commission européenne !

Dans ces conditions où les dirigeants syndicaux le laissent dans l'incertitude, le mouvement de résistance au “pacte des générations” connaît un flottement. Seule l'importante centrale des métallurgistes de la FGTB prend la responsabilité de fixer une nouvelle échéance pour une grève générale de 24 heures. Le 21 novembre est d'abord envisagé, puis la date est arrêtée au 25 novembre 2005. Même si cette décision est le fait de la seule centrale du métal, il est clair qu'elle fixe une échéance, un point de ralliement, la possibilité de relancer la mobilisation contre le “pacte”, qui, dans le contexte du moment, ne peut gagner que par la chute du gouvernement sous la forme d'une rupture entre socialistes et libéraux. L'enjeu est donc énorme.

DE L'ÉCLATEMENT DE LA CENTRALE DU MÉTAL AU MANIFESTE IN DE WARANDE

Le 17 novembre, l'hebdomadaire flamand *Trends* (lié aux milieux d'affaires, et dont le directeur est un séparatiste du groupe *In De Warande*) sort un article qui met en relief un “secret de polichinelle” : dans sa jeunesse, l'actuel président de la centrale des métallos FGTB, Herwig Jorissen, a été membre du service d'ordre du parti nationaliste flamand Volksunie. Jorissen déclare au *Soir* que quand il s'est

affilié à la FGTB (en venant travailler en Wallonie), “j'ai eu honte de mon passé”. Quand il devient délégué syndical, la FGTB l'envoie à son école de cadres, où il discute de ce passé avec les responsables de la formation syndicale. Il n'y a donc pas en fait de révélations, mais une provocation.

Certains vont la saisir immédiatement. Le président des métallos FGTB de Liège, Francis Gomez (dont l'origine politique est la branche belge du Parti communiste espagnol), réunit immédiatement ses instances. Un processus de scission de la centrale du métal est engagé (2). Le 21 novembre 2005, date initialement retenue pour la grève générale des métallos, les responsables de toutes les régionales de la centrale se réunissent. Le divorce est consommé et un plan de scission de la centrale entre Flamands et francophones est adopté. Il est depuis finalisé, et aujourd'hui la Centrale des métallurgistes de Belgique (CMB) n'existe plus. Il existe maintenant une centrale des métallos Wallonie-Bruxelles et une autre pour la Flandre. Il demeure une “coupole” pour discuter de questions comme les conventions collectives fédérales.

C'est ainsi qu'est donné le coup de grâce à cette immense mobilisation de 2005 contre la mise en œuvre en Belgique d'un aspect central de la politique de l'Union européenne. Si, dans ces conditions, le plan passe (légèrement assoupli quant à son application), c'est avec un coût élevé pour le patronat et le gouvernement.

Certains en tirent la leçon. Fin novembre 2005, un groupe composé essentiellement d'hommes d'affaires flamands (mais aussi du directeur de *Trends*, qui est à l'origine de la provocation qui a entraîné l'explosion de la centrale des métallos FGTB) sort un manifeste signé “*In De Warande*”. Ce manifeste est titré : “*Manifeste pour une Flandre indépendante en Europe.*” Le lien avec l'Union européenne est ainsi clairement établi. Il ne faudra ensuite que quelques mois pour que, les déclarations de dirigeants politiques et de milieux patronaux

(2) Au mois d'octobre 2007, Francis Gomez vient de prendre publiquement position pour la régionalisation de l'emploi, du travail et de la fiscalité des entreprises, ce qui correspond aux revendications essentielles du patronat flamand et va à l'encontre des positions de la FGTB.

s'additionnant, on prenne la mesure de ce qui se prépare. Dès avant le mois de juin 2006, plus personne ne pouvait douter qu'après les élections du 10 juin 2007 allait s'ouvrir une période mettant à l'ordre du jour les plus grands dangers.

LA RESPONSABILITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

Durant cette même année 2006, les institutions supranationales préparaient aussi le terrain à ce qui se produit en ce moment. Dans une note du 12 décembre 2006, la Commission européenne faisait à la Belgique la "recommandation" suivante :

"Adopter de nouvelles mesures visant à réduire les disparités régionales en matière de chômage, via notamment une politique active sur le marché de l'emploi et des politiques de réinsertion et d'éducation dynamiques."

C'est le moment où le ministre Vandebroucke réussit à faire adopter par la direction du SP.A sa revendication (qui remonte à 2004) de régionalisation de la politique de l'emploi (3).

Le Fonds monétaire international, pour sa part, publie le 13 novembre 2006 un rapport sur la Belgique qui se prononce implicitement pour une régionalisation des négociations salariales. Il se prononce très clairement pour une révision du fédéralisme belge. Il considère que tout le système de financement des différentes entités fédérées doit être revu dans le sens d'imposer une plus grande austérité aux régions.

De l'ensemble de ces faits, ressort une évidence. On ne peut certes nier que l'histoire de la Belgique est traversée par une question nationale que les institutions réactionnaires de l'Etat belge monarchiste n'ont pu régler par la démocratie pleine et entière. C'est bien évidemment un point d'appui pour l'offensive actuelle. Mais on doit bien constater que le déclenchement de l'offensive actuelle sur le terrain "communautaire" est directement lié à la lutte de classe en relation avec la politique de destruction sociale imposée par l'Union européenne au compte des capitalistes.

Du reste, le rapport entre l'Union européenne et les menaces de dislocation de la

Belgique n'est pas un mystère. Interrogé par *Le Soir* (14 août 2007), un chercheur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (Paris) répond à la question : "Pourquoi l'Union européenne ne réagit-elle pas à ces séparatismes ?" Ce chercheur tire le constat suivant :

"L'UE a une attitude assez ambiguë. Ce mouvement de sécession ethnique ne handicape pas vraiment une Europe libérale, qui n'est qu'un grand marché. Elle n'y voit pas d'obstacle majeur. Elle l'a même favorisé (...). Au bout du compte, il en résulte un éclatement de la cohésion sociale et nationale."

Bart De Wever, de la NVA (4), confirme cette analyse en répondant à une question de l'hebdomadaire *Télemoustique* (5 septembre 2007), qui lui demande : "Vous souhaitez que la Belgique disparaisse ?" Réponse de Bart De Wever :

"Pour moi, elle est devenue superflue dans notre contexte européen, sans lequel je ne plaiderais pas pour l'autonomie de la Flandre. La Belgique va se dissoudre très lentement comme un médicament dans l'eau, parce que le temps des frontières est révolu et parce qu'elle est coincée entre le pouvoir des régions appelées à l'autonomie et les compétences supranationales de l'Europe. Maintenant que l'euro a remplacé le franc belge, il n'y a plus de barrière à cette évolution naturelle" (5).

Pour sa part, le manifeste *In De Warrande* a clairement balisé l'objectif : il s'agit en premier lieu de remettre en cause les acquis sociaux jugés "excessifs" des travailleurs flamands. Ce sont les conquêtes sociales des travailleurs de tout le pays qui sont ainsi menacées.

QUELLE ISSUE ?

La question se pose dès lors : qui peut arrêter cette marche à la catastrophe ? A l'initiative du Comité pour l'unité, des

(3) Le 10 juillet 2007, après l'échec du SP.A aux élections, plusieurs anciens dirigeants de ce parti dénoncent publiquement l'orientation "nationaliste" de Vandebroucke. Le SP.A est actuellement en crise.

(4) NVA : petit parti indépendantiste flamand, associé au grand parti démocrate-chrétien flamand.

(5) Ce qui est mis en gras l'est par nous (NDLR).

militants syndicaux FGTB, flamands et francophones, ont lancé un appel, titré :

“L’heure est grave. Ce qui est menacé dans la crise politique actuelle, ce sont nos droits sociaux ! Quelle force peut arrêter cette marche à la dislocation, à la destruction de nos droits ?”

Le Comité pour l’unité a été fondé le 5 mai 2007, à l’issue d’une conférence de combat *“pour le maintien au niveau fédéral, et contre toute régionalisation, des conventions collectives de travail, du droit du travail, de la Sécurité sociale (comme l’exige la FGTB)”*. Cette conférence avait entendu les rapports et interventions de : Marc Goblet, président de la FGTB Liège-Huy-Waremme ; Geert Haverbeke, délégué SETCa Dexia ; Rudy Janssens, secrétaire fédéral CGSP ALR région de Bruxelles-capitale ; Henri-Jean Ruttians, secrétaire permanent SETCa (secteur industrie) Bruxelles-Hal-Vilvorde ; Dany Van Cauwenbergh, secrétaire de la centrale de l’alimentation-Horeca-services FGTB d’Anvers.

Le 18 septembre, tenant compte de la gravité de la situation, le Comité pour l’unité a décidé de proposer à des militants et syndicalistes de tous horizons de lancer ensemble l’appel titré *“L’heure est grave”*. Fin octobre, cet appel avait reçu la signature de 174 syndicalistes, délégués et secrétaires syndicaux.

A la question que pose son titre, *“Quelle force peut arrêter cette marche à la dislocation, à la destruction de nos droits ?”*, cet appel répond par la conclusion suivante :

“Nous le constatons : la direction de la FGTB a clairement et nettement pris position pour la défense des droits sociaux fédéraux (6). La direction de la CSC a été amenée à faire de même.

L’existence même de la FGTB en tant que centrale syndicale nationale, fédérant en une seule organisation les travailleurs de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles, incarne l’unité de la classe ouvrière de Belgique.

Dans ces conditions, et parce que l’heure est d’une gravité exceptionnelle, nous estimons que la direction de la FGTB a une responsabilité majeure.

Il lui revient d’appeler à la mobilisation la plus large pour empêcher un désastre sans retour.

Nous nous adressons aux dirigeants de la FGTB pour leur dire : appelez les travailleurs à descendre dans la rue, appelez à une grande manifestation nationale à Bruxelles, dans l’unité des travailleurs de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles (en proposant à la CSC de s’y associer), sur les mots d’ordre :

– *Non à l’éclatement de nos droits sociaux et du pays !*

– *Défense de l’unité de la classe ouvrière belge !*

– *Maintien de toutes les conquêtes sociales fédérales !*

Comme l’exige la FGTB dans son mémorandum de mai 2007 :

– *Les conventions collectives de travail des secteurs doivent rester nationales !*

– *Le même droit du travail doit s’appliquer à tous les travailleurs du pays !*

– *La Sécurité sociale, dont le paiement des allocations de chômage, la santé, les allocations familiales et les pensions, doivent rester du ressort de l’Etat fédéral !*

Nul doute que les travailleurs et les jeunes répondraient massivement à un tel appel. En effet, c’est la seule voie pour stopper cette marche à la dislocation, à la destruction des droits sociaux.”

Les militants trotskystes belges apportent leur total soutien à cette initiative, qui concentre la seule issue possible à la situation actuelle. Des éléments pour la matérialiser ont commencé à se manifester. Le 9 octobre 2007, les régionales de la FGTB de la province du Hainaut ont pris position dans un communiqué, où elles

“se réjouissent de l’unité de la FGTB et saluent les positions courageuses de leurs camarades de l’ABVV (7). Elles en appellent à la FGTB pour qu’au-delà de la campagne d’information et de sensibilisation, un plan d’actions crescendo soit incessamment mis en œuvre en préparation à la riposte que nécessiteront, s’ils sont maintenus, les projets connus à ce jour.”

Seule l’intervention de la classe ouvrière organisée par ses syndicats à l’échelle de tout le pays peut ouvrir une issue.

Philippe Larsimont

(6) La FGTB a sorti début octobre 2007 un *Manifeste pour la solidarité* se prononçant contre la régionalisation des conquêtes sociales. Il fait l’objet d’une campagne d’information.

(7) ABVV : FGTB en flamand.

Espagne : la classe ouvrière face à l'oppression monarchiste et l'éclatement régional

Par Andreu Camps

Le processus de régionalisation qui a été initié en 1978 au moment de l'adoption par référendum de la Constitution élaborée après la mort de Franco sur la base d'un pacte entre les représentants de l'appareil franquiste et les dirigeants des partis ouvriers et nationalistes catalan et basque est aujourd'hui arrivé à un moment où le danger d'éclatement du pays est à l'ordre du jour.

En effet, depuis 1986, quand l'Espagne est entrée dans le Marché commun, toutes les tensions et différenciations régionales se sont approfondies dans le cadre de ce qu'on appelle l'Europe des régions.

La remise en cause du cadre économique commun, constitué en Espagne pendant les XIX^e et XX^e siècles, est à l'ordre du jour. A la tête de l'Etat, la monarchie héritière de Franco assoit son pouvoir sur la base du consensus avec les dirigeants des principaux partis qui se réclament de la classe ouvrière, notamment le PSOE, et sur la base de cette division en 17 régions, qui a cherché dès le début à émietter la classe ouvrière, ses organisations, et a détourné du combat d'émancipation nationale les peuples tra-

ditionnellement opprimés, catalan et basque.

Aujourd'hui, la monarchie, comme institution, est ouvertement contestée. Dans plusieurs villes, en Catalogne, mais aussi dans la banlieue de Madrid, en Andalousie, dans les Asturies, à Valence, des manifestations commencent à se dérouler qui brûlent les effigies du roi et exigent l'instauration de la république.

Sous des formes diverses et quelquefois contradictoires : d'un côté, le drapeau républicain, qui représentait le combat pour une république fédérale, et, de l'autre, l'hostilité contre la monarchie, prend la forme séparatiste.

Ce n'est pas un phénomène espagnol. *Le Figaro* (mercredi 10 octobre), journal de la droite française, dans un éditorial titré "*Craquements en Espagne*", écrit notamment :

"Les blessures de la guerre civile et de la dictature ne sont pas toutes refermées (...). Le système fédéral a beau octroyer une autonomie très large aux provinces, la Catalogne et le Pays basque en réclament sans cesse davantage, au risque d'entraîner l'Espagne vers la dislocation institutionnelle."

De manière intéressée, le journal contourne une question essentielle : la monarchie opprime tous les peuples d'Espagne. Il n'y a pas de solution démocratique sans en finir préalablement avec cette oppression.

SEULE LA CLASSE OUVRIÈRE UNIFIÉE DANS TOUT LE PAYS PEUT EN FINIR AVEC L'OPPRESSION

En effet, la classe ouvrière, qui a été constituée dans le cadre de l'Etat espagnol au début de la révolution industrielle malgré les retards de l'Espagne par rapport à d'autres pays européens, jouit des mêmes acquis, des mêmes traditions, des mêmes organisations, des mêmes formes de lutte. Tout mouvement revendicatif ou politique d'importance prend ou tend à prendre une dimension nationale. Cela, dans l'histoire, a pris sa plus grande dimension en 1931-1937, lors de la proclamation de la deuxième république et lors des différents événements révolutionnaires et contre-révolutionnaires qui ont jalonné cette période.

Face à l'impuissance de la bourgeoisie espagnole, qui se refusait, par peur de la classe ouvrière, à nettoyer les écuries d'Augias de la vieille monarchie réactionnaire fondée sur le pouvoir de l'Eglise, des castes militaires, des grands propriétaires terriens, de la Garde civile et de l'appareil répressif, et qui, au contraire, a lié son sort à ces institutions de l'Espagne noire pour faire face à la révolution prolétarienne, la classe ouvrière a tenté de prendre le destin du pays entre ses mains pour accomplir toutes les tâches démocratiques (la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la réforme agraire, le démantèlement des institutions de la monarchie, et en particulier l'émancipation des nations opprimées), en lui donnant évidemment son contenu social.

Cela explique qu'en 1934, dans l'insurrection des Asturies, en 1936, en réponse au coup d'Etat militaire de Franco, et en 1937, dans l'insurrection de Barcelone, la classe ouvrière a tenté de prendre le pouvoir en réglant et les questions démocratiques et celle de la propriété des moyens de production.

Le principal obstacle qui s'est dressé sur sa route dans son combat contre la monarchie et la réaction franquiste a été la politique front-populiste et de collaboration de classe des dirigeants du PSOE et du PCE relayés par la CNT et le POUM.

Rappelons le dernier grand mouvement des 12, 13 et 14 mars 2004, qui a traversé tout le pays de Bilbao à Cadix, de Madrid à Barcelone. Face à la manipulation du gouvernement Aznar, le mouvement tendait à balayer l'appareil d'Etat et sa représentation politique directe, le Parti populaire (PP), mouvement qui s'est conclu par la victoire électorale du PSOE et qui a porté un coup d'arrêt momentané à la politique impulsée par l'impérialisme et l'Union européenne. Le gouvernement Zapatero a cherché à créer les conditions pour délivrer les institutions de cette pression de la classe, afin d'assurer l'application stricte des directives de l'Union européenne, de la préservation des privilèges de l'appareil franquiste, tournant le dos à la majorité ouvrière et populaire qui lui avait donné la victoire aux élections législatives du 14 mars 2004.

En effet, la classe ouvrière a la capacité de maintenir le cadre économique commun dans lequel les peuples d'Espagne ont résisté à quarante années de dictature franquiste et ont cherché depuis la mort de Franco les voies et les moyens de leur émancipation.

LA CRISE QUE TRAVERSE LE RÉGIME

Certes, l'Espagne n'est pas une nation, plusieurs peuples la composent avec leur langue et leur culture, mais le marché mondial en pleine décomposition cherche à émietter, balkaniser, détruire ce que le combat social et démocratique a construit depuis des siècles, et notamment à dresser les peuples les uns contre les autres.

Ce qui fait l'unité du pays, ce n'est pas la monarchie restaurée par Franco, étrangère à tous les peuples, instrument direct de l'impérialisme, qui a lié son sort comme institution, par le biais de l'OTAN et de l'Union européenne, aux intérêts du capital financier. La monarchie occupe une place clé dans l'appareil d'Etat : le roi

est le chef des armées, et, selon la Constitution, il est irresponsable devant la justice, et sa personne, sa famille et l'institution sont protégées de toute critique. Mais le roi n'est que la clé de voûte de l'ancien appareil héritier du franquisme, qui doit sa survie au pacte de la Moncloa, signé en septembre 1977 par les dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière, PSOE, PCE et les partis nationalistes basque et catalan, sous l'impulsion de l'impérialisme américain en accord avec la bureaucratie du Kremlin, accord relayé par le Marché commun de l'époque, l'Internationale socialiste, les différents gouvernements, dont le gouvernement Giscard, et le Vatican.

Le compromis passé en 1977-1978 — survie de l'essentiel de l'appareil d'Etat, existence des organisations, libertés politiques et syndicales, mais négation du droit à l'autodétermination — ne pouvait être que provisoire. Dès sa fondation, le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI) a établi que monarchie et libertés sont incompatibles, que monarchie et organisations ouvrières indépendantes sont incompatibles. On verra plus loin comment ce cadre éclate notamment à partir de la mise en place de l'euro, l'essentiel de la trame de pouvoir du franquisme cherchant alors avec des secteurs impérialistes à mener les peuples d'Espagne à un affrontement majeur pour casser la classe ouvrière et détourner la lutte d'émancipation des peuples. L'intervention de la classe avec ses organisations, de la jeunesse, des peuples, par millions, de manière unifiée dans tout le pays, a mis en danger le régime, notamment, comme nous l'avons dit, en 2003-2004.

Aujourd'hui, la crise que traverse la monarchie est l'épuisement de la réforme du franquisme. C'est le produit de l'effet combiné de plusieurs facteurs. D'un côté, il y a les exigences de l'impérialisme pour détruire les conquêtes sociales et démocratiques de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne conquises depuis la mort de Franco. Cette offensive, menée par le biais de l'Union européenne et de ses directives, a été mise en place par tous les gouvernements successifs, notamment, depuis 1986, par les gouvernements Gonzalez, Aznar, Zapatero. Mais l'impérialisme a besoin d'aller plus loin et plus

vite. De l'autre côté, il y a la résistance de la classe ouvrière, qui reste unifiée malgré la régionalisation de ses syndicats, y compris du PSOE, et qui, à chaque moment important de la lutte de classe, démontre ce caractère unifié. D'où la nécessité pour l'impérialisme et pour l'appareil franquiste de tout faire pour intégrer-détruire les organisations.

Ce qui fait l'unité de l'Espagne, par conséquent, ce ne sont pas les institutions héritières de Franco, l'appareil judiciaire et ses agissements absolument arbitraires, les institutions comme l'Eglise, qui reprend l'offensive de la "croisade", ou les grandes multinationales qui intègrent le plus important capital de tout le pays, y compris du Pays basque et de la Catalogne, multinationales intégrées et soumises aux dispositifs du capital financier américain. Ce qui fait l'unité, ce n'est pas l'appareil répressif, la police, la Garde civile et l'armée, qui obéissent strictement aux intérêts des grands propriétaires, et l'armée aux dispositifs de l'OTAN.

Ce qui fait l'unité de l'Espagne, évidemment, ce ne sont pas les forces qui se disent nationalistes, les partis catalan et basque, qui cherchent un strapontin à Bruxelles dans le cadre de l'Europe des régions. Nous ne sommes plus dans les années 1930, quand, par exemple, la gauche républicaine de Catalogne était à la tête d'un mouvement d'émancipation catalan qui était l'avant-garde de l'émancipation de tous les peuples d'Espagne.

Dans la situation actuelle, la liberté du peuple basque, du peuple catalan, de tous les peuples exige la réalisation d'une république basque, d'une république catalane dans le cadre d'une Union des républiques libres de l'Etat espagnol.

Or les intérêts de l'impérialisme américain menant à la destruction des nations, il s'ensuit que la politique combinée du gouvernement aux ordres de l'Union européenne et préservant les privilèges de l'appareil franquiste et des différents gouvernements régionalistes en concurrence dans l'application des directives européennes met en danger le cadre économique commun qui existe en Espagne, c'est-à-dire les bases matérielles sur lesquelles se constitue la fraternité entre les peuples, fraternité et unité qui se sont ren-

forcées sous la longue dictature franquiste dans le combat uni pour en finir avec elle.

Ce qui fait l'unité, c'est l'existence d'une classe ouvrière unie, avec ses acquis, ses traditions de lutte, ses organisations. C'est la garantie de l'émancipation des peuples.

LE GOUVERNEMENT ZAPATERO ET L'ÉCLATEMENT RÉGIONAL

Après la victoire électorale du 14 mars 2004, le gouvernement du Parti socialiste présidé par Zapatero a été obligé de retirer les troupes espagnoles d'Irak. Mais, tout de suite après, il a poursuivi et approfondi la régionalisation du pays et la mise en place des directives européennes, notamment la réforme de la Sécurité sociale et du contrat de travail. Zapatero a donné à cette politique régionale le nom d' "*Espagne plurielle*", prétendument pour assurer la fraternité entre les peuples. Dans les faits, il s'agit d'une couverture pour diviser la classe ouvrière et détourner une nouvelle fois les aspirations démocratiques et nationales.

Nous arrivons ainsi à cette situation inouïe où le budget de l'Etat 2008 présenté par le gouvernement Zapatero organise de manière scientifique la dislocation régionale, l'affrontement entre les peuples. En effet, que signifie que des "régions" comme la Catalogne, Valence, Castille-et-Léon ou d'autres voient une augmentation des investissements de l'Etat à hauteur de 19 à 22 %, alors qu'à Madrid, l'augmentation n'est que de 0,1 % ? A la base, l'Etat, au service des grandes entreprises du bâtiment et des banques (toujours la trame du franquisme), développe les réseaux européens d'infrastructures : TGV, aéroports..., qui n'ont rien à voir avec les besoins des populations.

Mais pour satisfaire les demandes régionales, on fait le calcul régional de ces investissements. Il se trouve que plusieurs lignes de TGV traversent la Castille ; il apparaît que, cette année, il y a un énorme investissement en Castille, qui ne profite guère aux habitants de la région. Là où les grands travaux sont finis, il apparaît que l'investissement ne progresse pas, voire

diminue. On voit donc le pouvoir central, l'appareil d'Etat organiser directement et délibérément les provocations. Mais le blâme est pour le Parti socialiste, qui apparaît comme le parti de la division. Ce partage, bien évidemment, ne satisfait personne, car les régionalistes catalans disent que ce n'est pas suffisant eu égard au retard accumulé depuis des années, et les franquistes (à l'aide des appareils) jouent la carte du régionalisme madrilène en disant : "*Zéro, Zapatero !*"

Un des aspects de cette politique a été de mener dans une impasse le prétendu processus de paix au Pays basque. La promesse de Zapatero de résoudre la question basque dans le cadre de la Constitution s'est révélée être un mensonge. Aujourd'hui, Zapatero développe la même politique qu'Aznar, jetant en prison la direction de Batasuna pour empêcher toute solution négociée. La deuxième victime — la première du point de vue de la classe ouvrière —, c'est l'organisation du PSOE et de l'UGT (voir l'exemple de la Navarre, où la fédération du PSOE a été dans les faits dissoute par la commission exécutive du PSOE parce qu'elle avait refusé de pactiser avec la droite franquiste dans le gouvernement régional). Cela a amené à une situation de dislocation dans l'ensemble du PSOE.

— Les franquistes travaillent à aligner toutes les institutions de l'Etat sur une ligne d'affrontement. C'est là le sens des attaques d'une partie de l'appareil d'Etat contre le roi : faire pression pour que la couronne s'aligne plus ouvertement sur la guerre entre les peuples.

— Les régionalistes lancent un défi ouvert dans le Pays basque et se préparent en Catalogne pour prendre le dessus en réponse au verdict du Tribunal constitutionnel contre le statut.

— Ce qui est décisif, ce sont les conditions de l'éclatement des organisations qui ont considérablement mûri, dans un cadre général de querelles interrégionales, avec notamment des risques croissants d'affrontements avec la Catalogne et avec le Pays basque. L'alignement de Zapatero avec le Parti populaire sur le Pays basque et pour une bonne partie sur la Catalogne montre à quel point l'appareil du PSOE (et ceux des syndicats) a établi une sym-

biose pendant 30 ans avec l'appareil franquiste, en cours de mafiosisation régionale. Ce qui menace les organisations. **Et tout se joue dans l'unité des organisations, qui constitue leur survie.**

L'EXPLOSION DU PAYS N'EST PAS INÉLUCTABLE

Il n'y a pas de solution pour les travailleurs, pour les paysans, les jeunes et tous les peuples d'Espagne sans rompre avec Bruxelles et la monarchie. Aussi, la forme que prend aujourd'hui la crise de la monarchie, contestée directement par la jeunesse, de Gerone à Alcorcon, des Asturies à Séville, et parallèlement contestée par une fraction de l'appareil d'Etat qui a la chaîne de radio de la Conférence épiscopale de l'Eglise catholique comme porte-parole, considérant que le roi actuel ne défend pas de manière conséquente les privilèges de l'appareil franquiste et qu'il maintient le consensus signé à la Moncloa en 1977, met à l'ordre du jour de l'agitation politique et du regroupement le combat pour la république, pour l'union libre des républiques libres de l'Etat espagnol.

Rappelons que

"L'émancipation nationale, comme toutes les autres conquêtes de la démocratie, ne peut être atteinte que par l'action des grandes masses populaires dirigées et impulsées par la classe ouvrière (...). L'émancipation du prolétariat catalan ne dépend pas de l'émancipation de la Catalogne, mais tout le contraire : l'émancipation de la Catalogne comme de tous les autres peuples dépend de l'émancipation du prolétariat" (thèses de l'Opposition de gauche d'Espagne, avril 1932).

Ces affirmations restent actuelles. De la même manière, nous défendons le droit à l'autodétermination, mais le droit à l'autodétermination se situe dans le cadre du combat pour la rupture avec l'Union européenne et la monarchie, pour l'union des républiques libres de l'Etat espagnol.

Nous dénonçons l'Union européenne oppressive, à laquelle adhère sans réserve la monarchie. C'est l'Europe, l'Union européenne, qui a détruit la Yougoslavie, qui met en place la politique des régions

comme instrument d'oppression contre les peuples. Nous sommes pour le retrait de l'Union européenne, nous sommes pour l'union des républiques d'Espagne dans le cadre de l'union libre des peuples libres d'Europe.

Toute autre manière de poser le problème du droit à l'autodétermination, comme "*Le peuple doit décider*", s'insère pleinement dans le cadre de l'Europe des régions, cadre de destruction de la classe ouvrière et de tous les peuples. Nous partons toujours des intérêts de la classe ouvrière, parce que c'est la seule classe qui peut garantir l'unité et l'émancipation des peuples. Ainsi, quand Marx préconisait la nécessité de la libération de l'Irlande, il ne parlait pas seulement des intérêts de la nation irlandaise, mais des intérêts du prolétariat, y compris anglais.

Oui, nous sommes les plus fermes défenseurs de l'union libre des peuples libres contre la balkanisation du pays, et nous insistons :

"Cette unité ne peut être réalisée que par la classe historiquement progressiste dans son essence libératrice, et qui est unie par-delà les différences nationales par un intérêt commun, le prolétariat. Seule la victoire de cette classe sera la garantie du développement des peuples, la reconnaissance indiscutable de ses droits, la fin de toute oppression et l'instauration d'une union libre des républiques libres" (Opposition de gauche espagnole, juin 1931).

C'est dans ce sens que les militants de la IV^e Internationale en Espagne impulsent un regroupement politique, Travailleurs et jeunes pour la République, qui mène campagne sur l'appel suivant :

"Tous les travailleurs, les jeunes, les paysans des différents peuples de l'Etat espagnol le sentent. Les menaces contre la fraternité et les droits arrachés contre le franquisme se concrétisent :

- *Le gouvernement, appliquant les plans de Bruxelles, coule les services publics et annonce maintenant la régionalisation des transports (banlieues et aéroports), débouchant sur leur privatisation et démantelant la cohésion du pays.*

- *Des millions de familles endettées par les crédits vivent dans l'angoisse de la crise financière actuelle et les menaces de nouvelles augmentations des taux d'intérêt.*

- Des millions d'usagers des transports et des services publics souffrent des conséquences de leur précarité du fait des coupes claires dans les investissements provoquées par le déficit zéro du budget imposé par Bruxelles.

- Des centaines de syndicalistes accusés et en procès pour avoir organisé des grèves et avoir exercé l'action syndicale rappellent les pires moments du franquisme.

- La fermeture par le gouvernement de toute issue démocratique à la question basque et l'attitude de la direction de l'ETA menacent la paix et laissent des centaines de prisonniers basques sans issue.

- La limitation des libertés, et en particulier la loi des partis, nie à certains courants politiques la possibilité d'expression, ferme la porte à tout espoir.

- La hausse scandaleuse des prix des produits de première nécessité — alors que la presse fait savoir déjà qu'il y a des enfants et des vieillards sous-alimentés — aggrave la situation de la classe ouvrière, si durement frappée par la précarité et les accidents du travail quotidiens.

- La crise économique et de la construction menace de réduire au chômage des milliers de travailleurs précaires — le patronat menace de réaliser 200 000 licenciements dans le secteur.

Tout cela ne tombe pas du ciel, c'est le produit de l'application des directives de l'Union européenne et de la préservation des privilèges de l'appareil franquiste par les gouvernements successifs.

Zapatero et son gouvernement, tournant le dos à la volonté exprimée par les millions de travailleurs et de jeunes qui ont jeté Aznar le 14 mars 2004, est le premier responsable de plonger le pays

dans le chaos : aujourd'hui, pour masquer la responsabilité des multinationales et des spéculateurs, on rend les Catalans ou les Basques, les Madrilènes ou les Andalous responsables de la situation, avec un danger imminent d'affrontements, voire de sécession. Sécession qui, dans le cadre de l'Union européenne, n'aurait rien à voir avec la réalisation des justes droits nationaux des peuples, mais qui mènerait à la division et au chaos comme dans les Balkans.

Il n'est pas possible de continuer ainsi. C'est un devoir pour tout militant, pour tout syndicaliste, de toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et des droits nationaux de dire assez. Il n'est pas possible de gouverner pour la majorité sans rompre avec la monarchie héritée du franquisme et avec l'Union européenne : ou la rupture, ou le chaos.

Il faut regrouper les forces. C'est pourquoi nous appelons à organiser et à souscrire à l'appel lancé par les Travailleurs et jeunes pour la République.

Pour la République. Cortes constituantes ! Union des républiques libres de l'Etat espagnol !

Rupture avec l'Union européenne et la monarchie !

Pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, garantie de tous les droits sociaux et politiques, et en particulier des droits nationaux des peuples de l'Etat espagnol.

L'unité des travailleurs est la seule garantie pour défendre tous les droits et la fraternité entre les peuples.

16 septembre 2007."

Andreu Camps

A la veille de la rencontre ouvrière de Caçak (Serbie, 27 et 28 octobre 2007)

Par Dominique Ferré

Les 27 et 28 octobre, à Caçak, en Serbie, se réuniront 49 militants ouvriers venus d'Allemagne, de Hongrie, de Moldavie, de République tchèque, de Roumanie, de Russie, de Serbie et d'Ukraine, avec des militants de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Ces militants ouvriers de toutes tendances ont répondu à la lettre de Pavlusko Imsirovic, de l'Association politique ouvrière de Serbie, que *La Vérité* a publiée dans son dernier numéro (n° 56-57).

Cette rencontre se tiendra au moment d'un double anniversaire : le 90^e anniversaire de la révolution d'octobre 1917 en Russie, et seize ans après l'effondrement de l'URSS, en 1991.

Les militants de ces pays se souviennent qu'il y a seize ans, alors que l'URSS s'effondrait, les dirigeants du monde entier — à commencer par les anciens dirigeants des bureaucraties de l'URSS, des pays de l'est de l'Europe et de la région balkano-danubienne — annonçaient que, sur la base du démantèlement de la propriété sociale, s'ouvrirait une ère

de démocratie, de prospérité, de développement des marchés "à l'est".

IL Y A SEIZE ANS, LA CHUTE DE L'URSS...

Rappelons-nous : nous étions en octobre-novembre 1991. Les anciens dignitaires soviétiques, dirigeants, quelques mois auparavant, du PC de l'URSS, chantaient les louanges de "l'économie de marché", à l'instar d'Eltsine. Avec la grossièreté du bureaucrate stalinien, ce dernier s'extasiait peu avant lors d'un voyage au pays de Bush (père) :

"Le capitalisme n'est pas en train de pourrir, au contraire, il s'épanouit. Tu peux acheter tout pour peu d'argent. Dans la rue, le soir, on ne court pas le moindre danger. Même chez les sans-abri, j'ai trouvé une approche optimiste de la vie" (1).

(1) *Gazet van Antwerpen*, 18 septembre 1989.

Les partis de l'Internationale socialiste dans le monde entier reprenaient en chœur ces refrains, c'était l'époque où un Parti socialiste en France décrétait :

«Où, nous pensons que l'économie de marché constitue le moyen de production et d'échange le plus efficace. Non, nous ne croyons plus à une rupture avec le capitalisme (...). Nous sommes conscients que le capitalisme borne notre horizon, pour la décennie à venir et sans doute pour bien longtemps encore. Mais nous sommes également décidés à en corriger les excès en instituant tous les contre-poids nécessaires» (2).

Usurpant la référence au trotskysme et à la IV^e Internationale, le Secrétariat unifié dissertait alors, dans un manifeste programmatique (1992), sur la prétendue *«crise de crédibilité du socialisme en tant qu'objectif social global aux yeux des masses, crise qui se développe au moins depuis le début des années 80»* (3). L'heure était venue *«d'humaniser»* la *«mondialisation»*...

DRESSER LE "LIVRE NOIR" DE SEIZE ANS DE PRIVATISATIONS-PILLAGE

Seize ans après, il est l'heure de tirer le bilan. Les premières contributions préparatoires à la rencontre de Çaçak ont commencé à dresser le bilan de ces seize années. Un bilan que les organisateurs de la rencontre de Çaçak comptent continuer à dresser afin d'établir le *«Livre noir»* des politiques de privatisation menées en ex-URSS et à l'est de l'Europe.

Dans une contribution soumise aux participants, il est établi ceci :

«Après la disparition de l'URSS, les statistiques sur l'état sanitaire de la population (mesurées par l'espérance de vie à la naissance) font état, dans certains pays, d'un recul sans précédent en période de paix. Les conséquences sociales de la destruction de la propriété sociale sont ainsi assimilables à celles de guerres, d'épidémies, de famines ou de catastrophes naturelles.

La «transition du socialisme au capitalisme» dans l'ex-URSS et les pays de l'ancienne Europe de l'Est a un coût social que peuvent mesurer les statis-

tiques de santé, selon les données officielles des organisations des Nations unies : la division de la population de l'ONU et le programme des Nations unies pour le développement, le PNUD (source : les différentes éditions de L'Etat du monde. Annuaire économique et géopolitique mondial, éditions La Découverte, notamment les éditions 1995, pp. 643-652, et l'édition 2006, pp. 595-596). »

UN RUSSE NÉ EN 2003 VIVAIT 2,6 ANS DE MOINS QU'UN INDIEN

«Entre 1992 et 2003, l'espérance de vie à la naissance en Russie a reculé de 70,0 ans à 65,6 ans. Un homme russe qui naissait en 2003 vivait en moyenne 2,6 années de moins qu'un Indien (59,1 ans contre 61,7 ans). Alors que, en 1970, la Russie se situait à un niveau proche de celui des Etats-Unis en termes d'espérance de vie (67,5 ans contre 70,8 ans), un Américain vit aujourd'hui près de douze ans de plus qu'un Russe.

La Russie n'est pas un cas isolé (...). On observe les évolutions suivantes dans les pays dits «en transition économique vers l'économie de marché» (hors ex-Yougoslavie, en situation de guerre et faute de séries statistiques longues suite à l'éclatement du pays) :

— l'espérance de vie a reculé au Tadjikistan (63,7 ans en 2003, soit une baisse dramatique de 6,3 ans par rapport à 1992), au Kazakhstan (63,4 ans, en diminution de 5,6 ans depuis 1992), en Azerbaïdjan (66,9 ans, soit 4,1 ans de moins qu'en 1992), en Ukraine (66,3 ans, ce qui représente un recul de 3,7 ans par rapport à 1992), au Turkménistan (62,5 ans, soit 3,5 ans de moins), en Biélorussie (68,2 ans en 2003, en baisse de 2,8 ans par rapport à 1992), en Géorgie (70,4 ans, ce qui correspond à un recul de 2,6 ans), en Ouzbékistan (66,5 ans, soit une baisse de 2,5 ans), en Moldavie (67,4 ans, soit 1,6 an de moins), au Kirghizstan (66,9 ans, soit 1,1 an de moins), en Arménie (71,3 ans, en baisse de 0,7 an) et en Lituanie (72,2 ans, soit un recul de 0,4 an) (...).

(2) *Projet socialiste*, avant-propos, adopté en décembre 1991.

(3) Voir *La Vérité*, n° 56-57, *«Quelques réflexions sur le Secrétariat unifié»*.

Que révèlent ces statistiques ? Que la destruction des systèmes publics de santé et d'éducation a un coût immédiat, que ne mesurent pas les statistiques sur l'évolution de la richesse nationale ou le produit intérieur brut (la fameuse "croissance économique"). Les inégalités sociales dissimulent un fait majeur : un pays peut s'enrichir au profit d'une minorité, dans un contexte de dégradation générale du niveau de vie, de santé et d'éducation. Tel est le chemin suivi par la plupart des républiques de l'ex-URSS : une transition non vers le capitalisme, mais vers le sous-développement. »

Si l'on considère qu'un régime social doit être jugé du point de vue de sa capacité à développer les forces productives, et que la principale force productive est l'homme lui-même (la force de travail), ne doit-on pas tirer de ces faits que la réintroduction de l'URSS (et des pays de l'est de l'Europe où le capital avait été exproprié en 1945) dans le marché mondial a abouti à une destruction gigantesque des forces productives ?

LETTRE D'UN SYNDICALISTE MÉTALLO DE HONGRIE

Répondant à la publication du premier numéro du bulletin en langue hongroise *Informacio és vita* ("Informations et débats", publié par des militants hongrois préparant la rencontre de Caçak), un syndicaliste de la métallurgie de Hongrie écrit :

« On aimerait compléter le n° zéro du bulletin Informacio és vita avec les éléments suivants. En gros, on peut énumérer exactement la même chose pour la Hongrie.

Bien que le gouvernement actuel se dise socialiste et même social-démocrate, sa politique est totalement libérale. Il est pour une société privée à 100 %. Il est pour l'économie de marché et pour la privatisation des biens de la propriété d'Etat. Il liquide la propriété de l'Etat et empêche l'argent.

Selon les statistiques, les deux tiers des biens de l'Etat ont été vendus depuis le changement de régime, et, malgré cela, l'Etat a des dettes énormes. Jour après jour, on apprend une corruption sans limites chez des proches du gouvernement.

Dans la santé, après les privatisations et les regroupements des services, deux tiers des hôpitaux restants sont au bord de la faillite. Et les industries pharmaceutiques ne leur fournissent plus les médicaments.

Certains hôpitaux qui avaient été modernisés il y a 2 ou 3 ans (ce qui a coûté des milliards) sont maintenant privatisés, voire fermés. Et ceux qui ont été laissés ouverts n'ont pas disposé de ces milliards nécessaires à leur fonctionnement ou à leur rénovation.

En même temps, la caisse de couverture sociale est complètement vidée, ce qui n'était jamais arrivé jusqu'à présent. Des médecins, des infirmières ont été jetés à la rue, et ceux qui ont conservé leur travail sont débordés. Souvent, on demande aux médecins de changer d'hôpital n'importe où dans le pays, mais sans leur offrir la moindre aide pour leur déménagement ni se préoccuper de leur famille.

Selon Gyurcsány et son ministre de la Santé, Horváth Agnes, il est bien de partir à l'étranger et revenir après quelques années muni d'une grande expérience (...).

Le pays est au bord de la faillite économique. Depuis 17 ans, l'économie n'a jamais été aussi basse.

Dans les villages, la paysannerie est mise dans une situation impossible. Les conditions des aides sont telles que presque personne ne peut y accéder. Les dégâts causés par les gels de ce printemps, évalués à plus de 10 milliards de forints, n'ont toujours pas été remboursés aux paysans.

La sécheresse de cet été et les intempéries actuelles ont détruit fruits, maïs, tournesols..., et les paysans n'ont, là non plus, rien reçu en compensation. Beaucoup des petits paysans ne peuvent plus continuer. Cette année, il y aura pénurie de produits agricoles, c'est pour cela que les paysans ont demandé que les produits qui sont dans les réserves en Hongrie soient libérés et mis en vente, mais à cause de l'Union européenne le gouvernement a dû refuser. Les produits en réserve sont moins chers et livrés à l'Union européenne, la population, elle, devra acheter au prix fort.

Tout cela, en effet, aura pour conséquence une augmentation de 10 à 15 % sur le pain et de 26 % pour la viande. De nombreux paysans vont devoir quitter leurs exploitations et le pays devra acheter des produits à l'étranger de qualité moindre et même suspecte, parce qu'il

sera impossible de savoir leur provenance.»

Dans le “bilan” qu’il faudra commencer à tirer de ces seize années passées, il faut bien entendu intégrer le bilan particulier de “l’élargissement à l’est” de l’Union européenne, qui a intégré dans les institutions supranationales et anti-ouvrières de Bruxelles en mai 2004 l’Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie, la République tchèque et la Slovaquie, et, en 2007, la Bulgarie et la Roumanie.

TIRER LE BILAN DE “L’ÉLARGISSEMENT À L’EST” DE L’UNION EUROPÉENNE

Un correspondant de Roumanie alerte ainsi sur les dernières exigences de l’Union européenne en direction du gouvernement de Bucarest :

« Le 7 mars 2007, la Commission européenne exigeait de notre pays qu’il “maîtrise la forte hausse probable des dépenses publiques”. Mais qu’est-ce que les “dépenses publiques” ? Est-ce qu’il s’agit d’autre chose que des dépenses de l’Etat, qui permettent de payer les hôpitaux, les écoles, les crèches, les retraites ?

(...) Ceux qui ne disent pas clairement qu’il faut rompre avec cette politique criminelle seront complices de la destruction de notre pays !

La preuve : la Commission de Bruxelles vient, il y a trois semaines, d’exiger la liquidation de l’usine Tractorul, dans le bastion ouvrier de Brasov, et personne n’en parle !

Le 25 septembre dernier, la Commission européenne “a ouvert une enquête formelle en vertu des règles du traité CE relatives aux aides d’État concernant l’aide qui aurait été accordée dans le cadre de la privatisation du fabricant de tracteurs Tractorul et de sa cession à Flavus Investments SRL, en juillet 2007. La Commission a également demandé à la Roumanie de suspendre l’octroi de toute aide illégale jusqu’à ce qu’elle-même ait statué sur la compatibilité de l’aide. Les autorités roumaines avaient posé certaines conditions à la privatisation, notamment le maintien de l’activité en cours durant dix ans et la réintégration

des anciens salariés de Tractorul. La Commission doit vérifier si ces conditions ont entraîné un prix de vente inférieur à celui qui aurait été appliqué si la privatisation n’avait pas été assortie de conditions, auquel cas l’opération pourrait contenir un élément d’aide d’État.”

Qu’est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que la Commission européenne conteste que, lors de la privatisation, l’Etat a exigé que les travailleurs gardent leur emploi pendant 10 ans ! On a liquidé les mines, emprisonné les dirigeants syndicaux des mineurs..., et maintenant, c’est le tour des fleurons de l’industrie du pays qui doivent y passer !

Mais les ouvriers de Tractorul, qui ont fait grève en février dernier parce qu’ils veulent vivre, n’acceptent pas, et ils ont raison !

Si la Commission européenne considère qu’imposer à Flavus Investment de préserver des milliers d’emplois pendant 10 ans est incompatible avec les règles et les institutions européennes basées sur la “libre concurrence”, nous considérons pour notre part que la vie de milliers d’ouvriers, que l’avenir des travailleurs de Roumanie est incompatible avec l’Union européenne !

“Concurrence libre” qui figure une nouvelle fois dans le “nouveau traité” européen négocié par les gouvernements, dont le gouvernement roumain, et qu’on veut nous imposer après que les peuples français et hollandais ont courageusement rejeté la “Constitution européenne” en 2005.»

ALLEMAGNE : 18 ANNÉES APRÈS L’UNIFICATION

Le rôle majeur de l’Union européenne dans la destruction de ce qui subsiste de la propriété d’État dans ces pays, c’est également ce que font remarquer ces militants d’Allemagne dans une contribution expliquant les raisons de leur présence à Caçak.

“Avec l’unité de l’Allemagne réalisée par le soulèvement révolutionnaire des hommes de l’Est contre la bureaucratie du SED et contre la division de l’Allemagne, s’est exprimée l’aspiration du peuple allemand aux mêmes conquêtes sociales dans toute l’Allemagne, c’est-à-dire la combinaison des conquêtes so-

ciales liées à la propriété sociale à l'Est avec les conquêtes sociales acquises de haute lutte par les ouvriers avec leurs syndicats et le SPD à l'Ouest.

Et les ouvriers de RDA, qui avaient maintenu la production pendant 40 ans contre la mauvaise administration de la bureaucratie, aspiraient à une réorganisation de la production permettant d'accéder au même niveau de vie que celui de l'ouvrier ouest-allemand. La réalisation de l'unité allemande, c'est avant tout l'unité de la classe ouvrière allemande, unie dans une organisation commune dans le syndicat libre et indépendant du DGB.

Dans les faits, l'Est de l'Allemagne était livré à un gigantesque pillage de la propriété d'Etat en faveur du capital ouest-allemand après la chute de la domination des bureaucrates du SED et du Mur à Berlin."

LA SOUMISSION À MAASTRICHT CONTRE LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE QUI A IMPOSÉ L'UNITÉ

« Ce fut une politique voulue par la communauté européenne : l'unification de l'Allemagne fut expressément conditionnée à la soumission au traité de Maastricht alors en train d'être d'adopté et à l'"intégration" de l'économie allemande au système dominant de la propriété privée des moyens de production en Allemagne de l'Ouest et dans tous les autres pays de la communauté européenne.

Dévastation industrielle

80-90 % des emplois dans l'industrie furent liquidés après 1989 au cours de la privatisation des entreprises publiques. Avec la liquidation des entreprises d'Etat disparaissaient les conquêtes liées à ces entreprises, comme les crèches, les bibliothèques, les services de jeunesse et culturels. En Allemagne de l'Est, il existe des régions entières qui sont "libérées" des réglementations du droit du travail et des droits sociaux, "libérées" des "entraves des conventions collectives". Des centaines de milliers de travailleurs sont contraints d'accepter n'importe quel travail dégradant et sans droits.

L'Allemagne de l'Est se révéla être un champ d'expérimentation pour la poli-

tique de déréglementation et de fluidification du droit du travail, dictée par l'Union européenne et accélérée en particulier par le gouvernement Schröder. Une politique de décomposition des conventions collectives de branche pour toute l'Allemagne, provoquant l'affaiblissement des syndicats, garants du système des conventions collectives (...).

AU CŒUR DE L'ALLEMAGNE, 2,7 MILLIONS D'ENFANTS VIVENT DANS LA MISÈRE

« 2,7 millions d'enfants vivent aujourd'hui en Allemagne dans la misère et 2,5 millions d'autres vivent à la limite de la misère. 7 millions de travailleurs doivent vivre avec leurs familles avec des salaires bas ou de misère.

En Allemagne de l'Est, nous assistons à une extension particulièrement effrayante des salaires de misère. Les salaires y sont jusqu'à 41 % plus bas qu'à l'Ouest (en moyenne, c'est 21 %) (...).

Plus d'un enfant sur trois à Berlin vit aujourd'hui de Hartz-IV, qui est transposé par le Sénat SPD-PDS. "Il y a des enfants qui ne mangent pas à leur faim", dit un directeur d'école. Et de plus en plus d'enfants sont exclus des crèches à cause des diminutions budgétaires.

Le PDS était la pointe avancée de la privatisation des logements communaux, des crèches communales et des hôpitaux (...).

GRÉGOR GYSI (PDS) : "LA PROPRIÉTÉ D'ÉTAT N'EST PAS UNE ALTERNATIVE"

« Le Sénat SPD-PDS a supprimé plus de 30 000 emplois dans le service public à Berlin, 17 000 autres emplois doivent disparaître dans les prochaines années (...).

Grégor Gysi, responsable du PDS, ancien membre du SED, dernier responsable du SED et premier responsable du PDS, légitime pour ainsi dire après coup la privatisation destructrice en Allemagne de l'Est en postulant aujourd'hui pour "Die Linke" : "Dans une société socialiste, comme nous y aspirons, la propriété d'Etat n'est pas une alternative

à la propriété capitaliste.” *Se référant à Berlin et à la coalition gouvernementale du SPD et du PDS, il déclare avec une franchise brutale* “qu’après la fin du socialisme d’Etat dans la partie est de cette ville, il ne reste plus qu’à prendre congé de l’empreinte ouest-berlinoise du capitalisme d’Etat” (*c’est-à-dire du service public et des structures du public avec leur convention collective de branche liée aux syndicats*) (...)

A l’est comme à l’ouest, face à la politique de l’Union européenne qu’accompagnent tous ceux qui acceptent son cadre (y compris en la maquillant de formules telles que “l’Europe sociale”, “l’harmonisation sociale par le haut”, etc. [4]), il n’y a pas d’autre issue que le combat commun pour la préservation de toutes les conquêtes arrachées par la lutte de classe. Ce qui signifie, “à l’est”, la renationalisation de toutes les entreprises et richesses naturelles privatisées.

Mais les conditions objectives existent-elles pour que s’exprime, dans ces pays, la résistance à la barbarie, au pillage mafieux des anciens bureaucrates obéissant aux ordres de Bush, du FMI, de l’Union européenne ?

RUSSIE : “LA MODE DES GRÈVES” (VEDOMOSTI, “REVUE ANALYTIQUE DES AFFAIRES”)

Un article paru dans *Vedomosti*, “revue analytique des affaires” éditée en Russie par le *Wall Street Journal* et le *Financial Times*, daté du 20 août, répond à sa façon à cette question.

Intitulé “*La mode des grèves*”, il est amené à constater :

« Tandis que deux petites centaines d’ouvriers d’AvtoVAZ se prélassaient sur les pelouses sous l’œil des caméras de télévision (5), bien loin dans le nord, les conducteurs des locomotives “Okatykh de Karélie” étaient tranquillement en train de fumer, refusant de rouler sur des machines en mauvais état. Cinq jours auparavant, à Riazan, par peur des revendications ouvrières, on avait fermé l’usine “Mikhailovtsement”, en fait en situation de lock-out. La compagnie perd environ 700 000 dollars par jour d’arrêt. Au même moment, à quelque 2 000 kilo-

mètres plus à l’est, à Kamensk-Oural’sk, les policiers faisaient la connaissance d’un militant syndical de l’usine d’aluminium de l’Oural contrôlée par UC Rusal, le prenant en photo de face et de profil — à fin de prévenir l’extrémisme. Qu’est-ce que cette mobilisation prolétarienne ? Quand Ford et Heineken se sont soulevés, tout était plus ou moins clair. Les ouvriers de Russie, ayant goûté à la culture occidentale du travail, avaient compris qu’on pouvait obtenir quelques bonus supplémentaires. Mais maintenant, les manifestations se sont propagées là où on aurait pu les attendre dès le début, aux industries créées à l’époque soviétique. »

Grève dans les entreprises d’Etat en Russie à laquelle fait écho la grève de plus de trois semaines des enseignants de Bulgarie.

« Des dizaines de milliers d’enseignants de toute la Bulgarie ont manifesté jeudi 11 octobre à Sofia en faveur d’une hausse de salaires, alors qu’ils font grève depuis trois semaines.

Les manifestants — 15 000 selon la police, 50 000 selon les syndicats — ont défilé dans le centre de la capitale, bloquant la circulation, avant de se rassembler devant le siège du gouvernement et de la présidence de la République, scandant “Démission !” à l’adresse des ministres de l’Education, Daniel Valtchev, et des Finances, Plamen Orecharski.

Les enseignants ont entamé leur mouvement de protestation dès la rentrée scolaire, le 15 septembre. La majorité des écoles primaires et secondaires du pays sont depuis touchées par la grève du personnel enseignant.

L’université de Sofia devrait également prochainement être affectée par une grève des professeurs.

(4) Ce qui est le cas, par exemple, des partis affiliés à la Gauche européenne, qui tiendra une réunion fin novembre à Prague, dont les textes affirment en particulier : “L’Union européenne peut obtenir l’adhésion des citoyens à condition de contribuer effectivement à la solution des problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne (...). C’est à ce niveau qu’il faut jeter les bases d’une Union européenne en devenir et fixer l’ambition pour un nouveau traité.” Mais n’est-ce pas dans la nature même de ses institutions — basées sur “l’économie de marché” — qu’il faut rechercher l’origine d’une politique qui détruit les droits des travailleurs dans toute l’Europe ?

(5) Allusion à la grève qui, le 1^{er} août 2007, a vu se dresser plusieurs centaines d’ouvriers de l’usine automobile géante AvtoVAZ, de Togliatti (Russie), avec leur syndicat indépendant, pour la fixation d’un salaire minimum de 25 000 roubles.

Les grévistes, dont le salaire moyen s'élève à 200 euros par mois, réclament une augmentation de 100 %, alors que le gouvernement ne propose que 32 % assortis d'une réduction importante des postes.

En début d'après-midi, les enseignants, soutenus par des gardes-forestiers qui réclament aussi de meilleurs salaires, ont constitué une chaîne humaine autour du Parlement bulgare. Sur leurs banderoles, les manifestants avaient inscrit des slogans comme "L'Etat, c'est nous", "Si l'école vous paraît chère, attendez de voir combien vous coûtera l'ignorance", "Il y a assez d'argent pour la corruption, mais pas pour augmenter les salaires". »

Cette résistance, cette recherche s'expriment sous toutes les formes, en particulier par l'abstention massive qui marque les élections dans tous ces pays. En Ukraine, lors des élections législatives du 30 septembre 2007, 2 millions d'électeurs se sont rendus aux urnes et ont coché la case "Vote contre tous les candidats". Deux millions qui, en toute conscience, ont affirmé : aucun de ces partis mafieux, qu'ils soient "oranges" ou "blancs et bleus", ne nous représentent !

"REBALKANISATION" OU FÉDÉRATION LIBRE DES PEUPLES D'EX-YOUGOSLAVIE, DES BALKANS ET DU DANUBE ?

Cette résistance de la classe ouvrière, sous des formes diverses, s'exprime y compris là où la barbarie est allée le plus loin. La rencontre ouvrière des 27 et 28 octobre aura lieu à Caçak, grand centre industriel de Serbie massivement bombardé par les forces de l'OTAN en 1999. La rencontre aura lieu seize années après le début de l'atrocité guerre de décomposition de la Fédération yougoslave. Une guerre qui aboutit à une "rebalkanisation" des Balkans. Et comme le rappelait Pavlusko Imsirovic dans sa lettre d'invitation :

« Le sinistre "scénario" (fut) écrit par les grandes puissances impérialistes et mis en œuvre à l'époque par les Milosevic, Tudjman, issus de la bureaucratie, pour briser la résistance unie des travailleurs serbes, croates, bosniaques, slovènes... Comme l'écrivait en 1995 un

expert américain, Criton Zoakaos, économiste de Polyconomics : "En 1987, l'ancienne Yougoslavie était encore un Etat qui fonctionnait. Le FMI a alors décidé de prendre en main sa politique économique et de mettre en œuvre les thérapies de choc bien connues : dévaluation, gel des salaires et libération des prix (...). Quand la thérapie de choc initiale du FMI a frappé la Yougoslavie, la première forme revêtue par le désordre social ne fut pas celle de tensions ethniques, mais celle de grèves massives et répétées, et d'autres actions ouvrières (...). En général, les gens ne se tournent vers des solutions ethniques que lorsque toute possibilité pour eux d'une vie économique normale a été détruite. Le "nettoyage ethnique" n'est intervenu qu'après que la "thérapie de choc" du FMI eut fait son travail."

Un scénario sanglant, qui aboutit aujourd'hui au projet de prétendue indépendance du Kosovo, sous le contrôle de la base américaine de Camp Bondsteel (6).

L'offensive pour séparer définitivement le Kosovo de ce qui reste de l'ancienne Yougoslavie constitue, pour l'instant, le dernier chapitre de l'éclatement de la Fédération yougoslave, encouragé par l'Union européenne et les Etats-Unis par le biais des différentes fractions de la bureaucratie titiste, devenues agences mafieuses directes de l'impérialisme.

Il ne s'agit pas des droits des peuples, mais de considérer le Kosovo comme un protectorat sous la tutelle de l'Union européenne et de l'OTAN, et de contrer l'aspiration des peuples balkaniques au rétablissement de la Fédération yougoslave sur la base de la propriété sociale, à la souveraineté des peuples et à l'établissement de rapports de fraternité, c'est-à-dire à la rupture avec l'Union européenne, l'OTAN, et au retrait des troupes. »

Il concluait que l'objectif, derrière ces manœuvres, visait à

"empêcher la seule solution démocratique permettant d'établir des relations fraternelles et pacifiques entre les peuples yougoslaves et balkaniques : la Fédération yougoslave et la Fédération balkano-danubienne".

(6) Camp Bondsteel, la plus grande base américaine du monde en superficie, basée au Kosovo, peut accueillir jusqu'à 40 000 soldats. Le Kosovo "indépendant" serait peuplé quant à lui de 2,2 millions d'habitants sur 10 900 km².

Or c'est précisément en Serbie, malgré quinze ans de guerre et de provocations aux affrontements "ethniques", qu'un congrès syndical de l'électricité a, en novembre-décembre 2006, engagé une initiative commune des syndicats de ce secteur de tous les pays issus de l'éclatement de la Yougoslavie et des pays des Balkans, s'adressant à l'Union européenne pour demander un "moratoire" sur la privatisation de l'énergie.

Les syndicats, reflétant l'opinion d'une grande majorité d'ouvrier qui sont opposés à la privatisation, qui ne signifie pour eux rien d'autre que le pillage et la liquidation de leur entreprise, sont amenés à s'appuyer sur les segments de propriété d'État non encore détruits, tout comme les enseignants bulgares s'appuient sur ce qui reste du système public d'instruction, etc.

En proposant la constitution d'un Comité de liaison des militants ouvriers de l'ex-URSS, de l'Europe centrale et orientale et de la région balkano-danubienne, le

comité d'organisation de la rencontre de Caçak chercher à donner à cette résistance une expression consciente.

En opposant à la "balkanisation" des Balkans et de toute l'Europe le combat pour la Fédération balkano-danubienne et l'union libre des peuples de Yougoslavie, des Balkans et de l'ex-URSS. En opposant à l'Union européenne et ses privatisations la perspective de la défense de toutes les entreprises publiques et conquêtes sociales, et de la renationalisation de toutes les entreprises et richesses naturelles privatisées. En opposant au chaos imposé par l'Union européenne et l'OTAN l'union libre des peuples de toute l'Europe, s'inscrivant pleinement dans le combat de toutes les classes ouvrières d'Europe contre le véritable basculement dans la barbarie que tentent d'imposer Bruxelles et Washington.

Dominique Ferré

Amériques

Deuxième Conférence continentale : un point d'appui contre l'offensive de l'impérialisme

Par Michaël Mana

L'offensive de l'impérialisme américain menace aujourd'hui directement l'existence des nations du continent, mais elle rencontre une résistance marquée par la vague révolutionnaire en cours depuis plusieurs années, et qui ne cesse de connaître de nouveaux développements. C'est dans ce cadre que se tiendra en mars prochain une Deuxième Conférence continentale à l'initiative du Syndicat mexicain des électriciens (SME), du Syndicat des travailleurs de l'Université nationale autonome de Mexico (STUNAM) et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT). Plusieurs centrales syndicales, syndicats et militants politiques du continent se sont d'ores et déjà associés à cet appel :

“Pour dire non aux traités de libre commerce ! Pour la défense de la souve-

raineté nationale de nos peuples ! Pour la nationalisation de tout ce qui a été privatisé ! Pour la défense des entreprises et services publics, et des entreprises nationalisées sur tout le continent ! Pour la défense de PEMEX, du secteur électrique et de la Sécurité sociale, contre la privatisation ! ».

Les sections des Amériques de la IV^e Internationale — qui sont engagées, à égalité avec des militants de toutes origines, dans la préparation de cette conférence continentale — nous ont communiqué les éléments politiques rassemblés dans cet article. Nous pensons qu'ils permettent d'ouvrir une discussion : dans quelle situation politique cette conférence se tiendra-t-elle ? Quelles formes prend dans les Amériques le démantèlement des nations par l'impérialisme ? Comment s'exprime la résistance des peuples ? A quels obs-

tacles est-elle confrontée et comment les surmonter ? Quels sont les enjeux de la Deuxième Conférence continentale et en quoi est-elle un point d'appui ?

LES TRAITÉS DE LIBRE COMMERCE : LA STRATÉGIE DE L'IMPÉRIALISME

Le 12 octobre, le président américain, George W. Bush, a tenu une conférence de presse, à la veille de la ratification par le Congrès américain de nouveaux traités de libre commerce (TLC) bilatéraux entre les Etats-Unis et quatre pays, dont trois d'Amérique latine. La politique des TLC a été impulsée sur le continent américain par l'entrée en vigueur en 1994 de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA, ou NAFTA en anglais et TLCAN en espagnol).

C'est la forme institutionnelle de la marche au "nouvel ordre mondial" imposé par l'impérialisme américain depuis la chute de l'ex-URSS, et dans laquelle s'intègrent les dispositifs tels que l'Union européenne, l'Union africaine et le NEPAD, et, sous une autre forme, le plan "Grand Moyen-Orient"...

La mise en œuvre de cette politique de soumission et de démantèlement des nations sur le continent américain est passée par une tentative par les présidents américains Clinton, puis Bush, de mise en place d'un cadre continental : l'Accord de libre commerce des Amériques (ALCA). La vague révolutionnaire qui a dressé les peuples de plusieurs pays d'Amérique du Sud contre le pillage de leurs ressources naturelles et le diktat de la dette et des privatisations, trouvant dans le combat pour le non à l'ALCA un élément d'unification, a contraint l'impérialisme à revoir ses plans. Les négociations sur l'ALCA ont été suspendues suite au "sommet des Amériques" de novembre 2005, et nombreux sont ceux qui avaient alors proclamé l'"échec de l'ALCA".

Dans *La Vérité*, n° 47 ("A quoi sert le Mercosul ?"), nous alertions sur le danger de cette appréciation unilatérale : pour l'impérialisme,

« la mise en place de l'ALCA doit se poursuivre, et on se souvient de la formule

pragmatique d'un (de ses) représentants : "Par l'ALCA, si possible, ou sinon par des accords bilatéraux..." ».

Bush lui-même a confirmé cette orientation le 12 octobre :

"En janvier 2001, l'Amérique avait des traités de libre commerce en vigueur dans seulement trois pays. Maintenant, nous avons des traités en vigueur avec quatorze pays — dont sept en Amérique latine."

Ce qu'il explique, c'est qu'il avance malgré la résistance à laquelle il se heurte, et qu'il cherche à endiguer :

"Ces traités vont contrecarrer le fallacieux populisme promu par certaines nations de l'hémisphère."

NOUVEAUX TLC : LA PRESSION DISLOCATRICE S'ACCROÎT

Quels sont les résultats de ces TLC du point de vue de l'impérialisme ? Quatre ans après l'entrée en vigueur du traité avec le Chili, les exportations américaines ont doublé. Elles ont augmenté de 13 % un an après le traité avec l'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA). A propos des TLC avec le Pérou, la Colombie et Panama en cours de ratification par le Congrès, Bush explique :

"Aujourd'hui, ces trois pays bénéficient d'un accès détaxé au marché américain pour à peu près tous leurs produits (...). Pourtant, quand nous exportons nos produits chez eux, la plupart sont soumis à d'importants tarifs douaniers. Nos traités de libre commerce permettraient d'éliminer ces barrières."

... et de mettre la main sans entrave sur un marché de 75 millions de consommateurs et 245 milliards de dollars de PIB.

En trois ans, les échanges commerciaux avec le Pérou ont doublé. En réalité, l'adoption du TLC par le Parlement péruvien vient accentuer le véritable bradage du pays auquel se livre le président, Alan Garcia, dans la continuité de ces prédécesseurs. Le *Manifeste pour la construction du parti de la classe ouvrière*, lancé en avril 2007 par les partisans de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples au Pérou, explique que

“les multinationales se sont emparées des mines, du pétrole, du gaz, de l’électricité, des entreprises sucrières, des projets de production d’énergie et d’irrigation, des meilleures terres, de l’Amazone, de la mer, des ports et des aéroports, des routes, etc.”.

Pour approfondir encore le pillage,

“l’impérialisme a besoin de faire éclater la nation péruvienne en une multitude d’Etats régionaux à travers la politique de décentralisation”.

Alan Garcia prétend ainsi nier le vote non par lequel 82 % de la nation péruvienne ont rejeté la régionalisation lors du référendum du 30 octobre 2005. C’est pour-quoi ce manifeste affirme que

“la tâche centrale est d’en finir avec l’oppression impérialiste et défendre l’unité de la nation contre la décentralisation”.

Cette question traverse tout le continent. L’impérialisme ne parvient à imposer les TLC qu’en exerçant une pression toujours plus menaçante, comme on l’a vu le 7 octobre au Costa Rica lors de la ratification par référendum du CAFTA. Malgré l’intégration de plusieurs organisations syndicales et des principaux partis à la campagne pour le oui, une gigantesque manifestation de la coalition des opposants au traité a rassemblé 150 000 personnes (dans un pays de quelque 4 millions d’habitants) une semaine avant le vote. A ce moment, le non était donné gagnant dans les sondages, à une légère majorité.

Le rejet du traité risquant d’avoir une portée continentale, le porte-parole de la Maison-Blanche est intervenu officiellement la veille du vote :

“Afin de dissiper tout malentendu (...), les Etats-Unis n’ont jamais envisagé auparavant la prorogation de préférences commerciales unilatérales pour un pays qui a rejeté un accord de traité réciproque.”

Traduction : le Costa Rica subira de fait un blocus économique des Etats-Unis en cas de victoire du non.

Selon le Mouvement patriotique, composante de la coalition pour le non, la ratification le lendemain à 51,6 % n’a été concédée que par l’intervention d’une large fraude. Ce résultat a été suivi d’une répression contre les dirigeants syndicaux qui ont milité pour le non.

Face à la profonde contradiction entre le dispositif de généralisation des TLC et les puissants processus révolutionnaires en cours en Amérique latine, Bush a besoin d’un allié pour diviser ces processus et lui permettre d’imposer son talon de fer. Cet allié indispensable, c’est Lula.

QUELLE EST LA POLITIQUE DE LULA AU BRÉSIL ?

Il y a un an, Lula était réélu président du Brésil pour un deuxième mandat. Celui qui l’avait emporté en 2002 pour mettre fin au paiement de la dette, réaliser la réforme agraire, défendre l’industrie nationale et les services publics..., n’a au contraire eu de cesse que d’approfondir son alliance avec Bush et de s’attaquer aux conquêtes sociales.

Le 15 août dernier, 20 000 travailleurs et jeunes de tout le pays ont participé à la marche à Brasilia à l’appel de leur centrale syndicale, la CUT, pour exiger l’abandon de l’amendement n° 3 et du PLP 01 (1), le maintien du droit de grève, le retrait du projet de “Fondations d’Etat de droit privé” (forme de privatisation des services publics), le maintien de tous les droits liés à la Sécurité sociale, une véritable réforme agraire, la fin de la dictature du “supéavit fiscal primario” (excédent budgétaire obligatoire, destiné au paiement de la dette) (2), etc. A toutes ces revendications, Lula n’a apporté aucune réponse.

Le congrès du Parti des travailleurs du Brésil, parti dont Lula est issu, s’est tenu du 1^{er} au 3 septembre. Un pas supplémentaire a été franchi dans la destruction du PT comme parti de la classe ouvrière brésilienne par la réaffirmation par une majo-

(1) Voir *La Vérité*, n°55 : l’amendement n° 3, auquel Lula a dû mettre son veto, prévoyait de remplacer pour certains travailleurs le statut de salarié par celui de “personne juridique” non soumise aux contrôles de l’inspection du travail ; le PLP 01 prévoit un gel des salaires des fonctionnaires pendant dix ans.

(2) Ce “supéavit fiscal primaire” a atteint “71,674 milliards de réaux (environ 28 milliards d’euros) au premier semestre 2007. Ce résultat, qui équivaut à 5,90 % du produit intérieur brut, est le meilleur de la série historique de la Banque centrale commencée en 1991” (Reuters et Agence d’Etat, 31 juillet 2007).

rité de tendances du soutien au gouvernement Lula, coalition de représentants du PT et de partis bourgeois dont l'agenda est fixé par les exigences de Bush. De manière contradictoire, les délégués du Congrès ont pris position pour soutenir le "plébiscite populaire national pour l'annulation de la loi de privatisation de la Compagnie Val de Rio Doce" (3). Lula a répondu dans la *Folha de São Paulo* (7 septembre) :

"Je peux dire que cette question ne passe pas par le gouvernement, qu'elle ne se discute pas au gouvernement, parce qu'il y a eu une décision de justice qui a été confirmée et que le gouvernement va respecter."

Un mois après, quand plus de 3,7 millions de Brésiliens viennent de participer au vote sur le plébiscite et d'exiger à environ 95 % la renationalisation de l'entreprise, Lula décide pour la première fois depuis son élection une privatisation majeure : celle de 720 kilomètres de voies de chemin de fer nord-sud stratégiques pour le fret, attribuées pour moins de 1,5 milliard de réaux (600 millions d'euros) "au seul intéressé"... la compagnie Val de Rio Doce !

D'un côté, Chavez, au Venezuela, pour résister aux menaces impérialistes, est poussé par les masses révolutionnaires à mettre en œuvre ses déclarations :

"La nation doit rétablir sa propriété sur les secteurs stratégiques (...). Renationalisons tout ce qui a été privatisé..."

De l'autre, Lula impose au peuple brésilien une autre voie, celle des privatisations au compte de la politique de Bush. Il ne s'agit pas seulement du peuple brésilien : c'est contre tous les peuples que Lula occupe une place internationale pour légitimer cette politique frauduleusement menée au nom des dizaines de millions de travailleurs et de jeunes qui ont voté pour lui.

LULA PROMOTEUR DU MERCOSUL ET DE "L'INTÉGRATION RÉGIONALE"

La principale mission de Lula est de contenir la vague révolutionnaire en intégrant les dirigeants petits-bourgeois entraînés dans la voie de la rupture avec l'impérialisme. Pour faire cela, il dispose

d'un cadre privilégié : le Mercosul (4). Depuis l'arrêt des négociations sur l'ALCA, Lula cherche à y faire entrer Chavez, Morales (Bolivie), et maintenant Correa (Equateur), pour cadrer leur politique dans des limites qui empêchent tout approfondissement des mesures révolutionnaires.

Quelles sont les armes du Mercosul pour cela ? La première, c'est la réalisation du "marché commun" gouverné par "la libre circulation des biens, des services et facteurs de production", qui impose l'élimination des barrières douanières (5). La seconde, c'est la "Déclaration de convergence macroéconomique" adoptée par le Mercosul en décembre 2000. Véritable "pacte de stabilité" à l'image de celui de l'Union européenne, il fixe des critères qui limitent le déficit public à 3 % du PIB, la dette publique à 40 % de celui-ci et l'inflation à 4 %.

Une instance de contrôle supranationale évalue chaque pays quatre fois par an. Le 13 avril 2007, elle a ainsi écrit : "Ont été portés à la connaissance de la délégation du Venezuela" les documents sur la "convergence macroéconomique". "Il a été suggéré qu'en avançant dans le processus d'harmonisation des statistiques, elle prenne en compte les objectifs macroéconomiques établis." Ne s'agit-il pas d'obtenir l'engagement du Venezuela de limiter ses dépenses publiques, son inflation, sa dette..., donc de cesser sa politique de nationalisation ?

Quelles que soient les intentions de Chavez, la constitution, prévue le 3 novembre à Caracas, de la Banco del Sur (6),

(3) Cette loi de privatisation, votée sous le prédécesseur de Lula, a bradé la compagnie nationale Val de Rio Doce pour 3 milliards de réaux (1,2 milliard d'euros), alors que sa valeur réelle était estimée à 100 milliards de réaux (39 milliards d'euros).

(4) Marché commun du cône sud : institution supranationale du même type que l'Union européenne, et qui rassemble l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Voir l'article "A quoi sert le Mercosul ?", dans *La Vérité*, n° 47.

(5) Les multinationales impérialistes installées dans le Mercosul, celles des industries laitière et automobile notamment, ont ainsi pu réaliser des plans de restructuration et des délocalisations qui ont abouti à la liquidation de pans entiers de l'industrie locale et à la baisse du "coût du travail".

(6) "Banque du Sud", discutée depuis plusieurs mois dans le cadre du Mercosul et à laquelle devraient

présentée comme une alternative au FMI et à la Banque mondiale, ne risque-t-elle pas d'aboutir en fait à la poursuite de la soumission à un gendarme de la dette supranational, au moment où plusieurs pays ont achevé le paiement de la dette au FMI ? Ne s'agit-il pas, par tous les moyens, de poursuivre l'encamisolement des processus révolutionnaires en cours ?

AU SERVICE DES INTÉRÊTS DE L'IMPÉRIALISME PARTOUT DANS LE MONDE

Le rôle occupé par Lula dans ce sens ne se limite pas à l'Amérique du Sud. En Haïti, l'occupation du pays par la MINUSTAH, force de "maintien de la paix" qui vient d'être reconduite pour un an par le Conseil de sécurité de l'ONU, se fait sous commandement brésilien. Lula fournit le principal contingent (1 211 soldats sur 7 080 en août dernier) et entraîne avec lui les autres pays d'Amérique latine.

Au compte de qui ? Alors que 80 % des 8 millions d'habitants vivent avec moins de 2 dollars par jour, que le taux de chômage atteint 60 %, le secrétaire général de l'ONU, qui s'est rendu en Haïti, vante dans son rapport du 31 août "*les perspectives de croissance dans le secteur privé*", qui s'améliorent "*grâce à l'adoption par le Congrès des Etats-Unis du Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement Act (HOPE, loi sur l'encouragement des partenariats pour les perspectives dans l'hémisphère), qui prévoit des tarifs douaniers préférentiels pour les textiles, principal secteur d'exportations haïtiennes*".

Qu'est-ce que cette loi HOPE ? Signée en mars 2007 par Bush, elle impose des conditions à Haïti, qui

"doit pratiquer ou encore s'engager à pratiquer le libéralisme tant au niveau politique qu'économique (...); ne doit, en outre, adopter aucune mesure allant à l'encontre des intérêts économiques et politiques des Etats-Unis".

Par l'occupation militaire, Lula donne à Bush les moyens d'installer de véritables zones franches à la porte des Etats-Unis ! A quel prix ? Selon la presse brési-

lienne, "*quelque 185 millions de dollars américains auraient été dépensés par le Brésil entre juin 2004 et juin 2007 pour entretenir ses troupes*" en Haïti. Voilà pourquoi il faut maintenir l'excédent budgétaire du Brésil !

Les services de Lula ne s'arrêtent pas là : le 24 septembre,

"Bush a remercié Lula (...) de sa coopération pour la production d'éthanol dans les pays d'Amérique centrale" (7).

Le 15 octobre, Lula a d'ailleurs invité

"toute l'Afrique à se joindre à la révolution des biocarburants. Avec ces biocarburants, nous pourrions démocratiser l'accès à l'énergie en Afrique" (dépêche de l'AFP).

Démocratiser... alors que, selon la FAO (8), "*le développement de ce type de cultures pourrait entraîner une forte hausse du prix des denrées alimentaires de base*" ? Alors qu'il "*pourrait représenter une menace pour des cultures vivrières vitales*" ? Qui peut nier que Lula est véritablement chargé d'une mission de représentant des intérêts américains dans le monde ?

LES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES EN AMÉRIQUE LATINE CONTRE CETTE POLITIQUE

Cette politique de soumission à Bush se heurte directement à la vague révolutionnaire qui a soulevé les peuples du Venezuela, de Bolivie, d'Equateur, etc., précipités dans la misère par le pillage impérialiste. Poussés par les masses, des dirigeants petits-bourgeois, à commencer par Chavez, ont été portés au pouvoir sur un programme de défense de la souveraineté de la nation et ont été amenés à prendre des mesures anti-impérialistes.

En Bolivie, une série de soulèvements révolutionnaires a fait tomber les gouvernements liés à Washington. Porté au pou-

participer Argentine, Brésil, Bolivie, Equateur, Paraguay, Uruguay et Venezuela (et peut-être Colombie).

(7) Sur le "plan éthanol" et ses conséquences sur les paysans, et le retour de l'esclavagisme, voir l'article de Misa Boito dans *La Vérité*, n° 55.

(8) FAO : agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture.

voir, Evo Morales a été poussé à décréter la nationalisation des hydrocarbures. Face aux menaces sécessionnistes des oligarchies pro-impérialistes des quatre départements de la “media luna”, région de l’est où sont concentrées les ressources naturelles, et à la proposition de déplacer la capitale à Sucre, les travailleurs et les jeunes sont redescendus massivement dans les rues de La Paz, à 500 000, le 5 octobre. Le lendemain, le quotidien *La Razon* titrait : “*Les pacenos ont défilé pour exiger l’unité du pays.*”

Cette question est au centre du processus révolutionnaire en Equateur : le précédent président a dû, sous la pression des masses, rompre le contrat d’exploitation de la principale entreprise pétrolière étrangère, OXI. Dans ce mouvement, Rafael Correa, candidat se prononçant pour la défense de la souveraineté de la nation, a été élu.

Confronté au blocage total de la bourgeoisie dans le cadre des vieilles institutions, notamment au Congrès, il a convoqué un référendum le 15 avril 2007, par lequel 82 % des Equatoriens ont exigé l’élection d’une Assemblée constituante. Le peuple a voté le 30 septembre à plus de 60 % pour les candidats d’“Allianza Pais”, promu par Rafael Correa (9), exprimant son aspiration à la souveraineté, à l’unité et à l’indépendance de la nation.

Correa a alors déclaré : “*Le peuple équatorien a été clair. Le Congrès doit partir.*” Puis, il a signé le 4 octobre un décret qui, considérant que “*les ressources du sous-sol sont la propriété inaliénable et imprescriptible de l’Etat équatorien*” et que les compagnies privées réalisent des profits pétroliers extraordinaires indécents, établit à 99 % au lieu de 50 % la part de ces profits destinée à l’Etat. C’est un nouveau pas vers la rupture avec l’impérialisme, même si — comme Chavez et Morales — Correa ne s’engage pas sans réserve dans cette voie.

LA RÉSISTANCE DES MASSES EN AMÉRIQUE DU NORD

Aux Etats-Unis mêmes, la politique des TLC se traduit par une pression constante sur les emplois, les salaires et les condi-

tions de travail, par l’intermédiaire de la concurrence que les patrons font jouer entre les différents secteurs de la classe ouvrière. Leur principal outil est la politique d’immigration menée en commun par les républicains et les démocrates, qui ferment les frontières (avec la construction du mur de séparation à la frontière mexicaine) alors que leur politique de pillage des nations augmente sans cesse le nombre de travailleurs qui cherchent à survivre en venant aux Etats-Unis.

Dans le sud, notamment dans la région du golfe du Mexique après le passage de l’ouragan Katrina, des travailleurs latinos ont ainsi été “importés” sous le statut de “travailleurs invités” (10) pour travailler là où les patrons disaient que “*les Noirs ne veulent pas travailler*”. En fait, les Noirs ont été expulsés et on ne leur a pas donné la possibilité de revenir : il s’agit de diviser les Noirs et les Latinos pour faire descendre encore plus le “coût du travail” et aggraver les conditions d’exploitation. Les *maquiladoras* sont en train de passer directement sur le territoire des Etats-Unis !

Cette situation suscite une très forte résistance. On en trouve l’expression dans le combat des militants noirs qui, en lançant la construction du Parti de la reconstruction, ont réalisé un pas historique au compte de toute la classe ouvrière dans la voie de la rupture avec les démocrates (voir l’article d’Alan Benjamin dans ce numéro). C’est aussi la mobilisation de 6 millions de travailleurs et de jeunes organisée dans la rue le 1^{er} Mai 2006 pour la légalisation de tous les immigrés.

La candidature au poste de gouverneur de l’Etat de Michoacan, au Mexique, de Luis Magaña, ancien représentant des Mexicains immigrés aux Etats-Unis soutenu par le Parti des travailleurs démocratique et indépendant (PTDI) et le Front des Mexicains de l’extérieur (FME), est une forme de réalisation politique de cette

(9) La coalition de Correa a ainsi obtenu une majorité de presque 90 députés constituants sur 130.

(10) Des travailleurs péruviens ont ainsi dû payer 15 000 dollars à un intermédiaire (ce qui signifie vendre leur maison) pour avoir le visa H-2B de “travailleur invité temporaire”. Ce visa est nécessaire pour pouvoir accéder à un travail avec un patron fixe, mais sans le droit de se syndiquer : si l’on dit quoi que ce soit, on est licencié... et alors on a tout perdu !

lutte commune : il y a plus de travailleurs originaires du Michoacan en Californie et en Caroline du Sud que dans l'Etat de Michoacan lui-même ! De ce point de vue, la revendication du "droit à ne pas émigrer" est une question centrale, un corollaire indispensable au combat pour la légalisation de tous les travailleurs immigrés aux Etats-Unis.

Depuis 1994, les conditions de vie du peuple mexicain se sont terriblement détériorées. *Bolpress* écrivait en 2005 :

"En dix ans de NAFTA, le salaire minimum a perdu 50 % de son pouvoir d'achat."

Mais, là encore, les masses résistent à la politique de Bush relayée par Calderon, le président usurpateur choisi par Bush au moyen de la fraude en juillet 2006. Cela s'est exprimé cette année en mai et juin avec des grèves nationales de fonctionnaires contre la privatisation de l'ISSSTE (11) et dans la grève contre la hausse du prix de la tortilla, hausse qui est liée au problème de l'ouverture de la frontière aux importations de maïs et de haricots américains imposés par le NAFTA pour le 1^{er} janvier 2008.

C'est dans ce cadre qu'Obrador, le président légitime floué par la fraude, a convoqué une nouvelle convention nationale démocratique (CND) le 18 novembre. Alors que son parti, le PRD, mène une politique de capitulation devant Calderon, Obrador continue, lui, à appeler à rejeter l'ouverture de la frontière. C'est une question de survie pour la nation mexicaine, qui pose la responsabilité de la IV^e Internationale dans une politique de front unique contre l'impérialisme.

QUELLE POLITIQUE DE FRONT UNIQUE POUR LA IV^e INTERNATIONALE ?

La base de l'unité, dans toutes Amériques, c'est la rupture avec l'impérialisme : rupture avec les TLC, pour la défense de la souveraineté des peuples. C'est sur cette base que pourra se mener le combat pour la renationalisation de tout ce qui a été privatisé, pour la défense des entreprises nationales et des conquêtes

sociales, et, sur un autre plan, le combat pour la défense de l'existence et de l'indépendance des organisations de la classe ouvrière.

Ainsi au Mexique, la IV^e Internationale a soutenu inconditionnellement Obrador, car il était candidat à faire des pas dans le sens de la rupture. Dans son discours devant plus d'un million de délégués de la première convention nationale démocratique, à Mexico, en septembre 2006, il a exprimé la volonté de la majorité du peuple mexicain en disant :

"Nous n'acceptons pas la privatisation de l'industrie électrique (Compagnie fédérale d'électricité [CFE]) ni du pétrole (Petroleos Mexicanos [PEMEX]) quelles que soient les conditions. Nous n'acceptons pas la clause du TLC (NAFTA) selon laquelle, en 2008, les importations et l'introduction du maïs et des haricots étrangers seront libres."

Il n'y a pas d'autre issue pour la nation mexicaine. C'est pourquoi nous irons soulever ces questions dans la prochaine convention nationale démocratique et proposer qu'elle se prononce contre l'ouverture de 2008, pour la rupture avec le NAFTA.

AU BRÉSIL : DÉFENSE DE LA CUT !

Au Brésil, où Lula a véritablement enchaîné sa politique à celle de Bush, les masses cherchent comme partout dans le monde à se saisir de leurs organisations pour résister aux attaques. La soumission de la direction du PT à la politique de Lula, donc de Bush, rend de plus en plus difficile pour la classe ouvrière d'exprimer ses revendications par la voix de son parti historique. C'est donc à travers la centrale syndicale que se concentre la recherche d'une issue, comme l'a montré la marche à Brasilia du 15 août. C'est pourquoi la CUT subit aujourd'hui une offensive de liquidation sans précédent,

(11) Calderon a fait voter une contre-réforme de l'Institut de santé et de Sécurité sociale des travailleurs de l'Etat, qui signifie l'annulation du caractère solidaire du droit à la retraite (en plaçant les fonds dans des banques privées étrangères), porte jusqu'à 65 ans l'âge de la retraite (contre 30 annuités de cotisation auparavant) et diminue les pensions de 30 % !

menée directement par le gouvernement Lula avec la complicité des appareils.

Le 26 septembre, la loi PL 1900, dite de “reconnaissance des centrales syndicales”, a été adoptée : à travers la prétendue satisfaction de la revendication historique de la CUT d’être reconnue comme centrale (12), cette loi a créé en réalité une situation où chacun peut constituer, avec un minimum de forces, sa propre centrale syndicale.

Les “centrales” ainsi reconnues seront subventionnées dans le cadre du prélèvement obligatoire de “l’impôt syndical” sur les salaires. Intégrées d’emblée dans les forums tripartites avec le gouvernement et les patrons, elles n’ont en revanche pas de droit reconnu pour la négociation collective directe avec les patrons.

C’est la porte ouverte à toutes les offensives de division de la CUT... et c’est justement le moment que choisit le PCdoB (Parti communiste du Brésil) pour annoncer que son courant syndical, le Corrente Sindical Classista (CSC), sort de la CUT pour constituer “une autre centrale”.

Le centrisme réactionnaire offre une couverture à gauche de la loi, notamment le PSOL d’Helôisa Helena, qui a déjà affaibli la CUT en soutenant la “centrale de lutte” CONLUTAS, constituée notamment de syndicats désaffiliés de la CUT.

La défense la CUT telle qu’elle s’est constituée en 1983 comme organisation qui constitue la classe ouvrière brésilienne comme classe, contre cette attaque qui vise à la détruire, est une tâche centrale. Elle passe par une campagne combinant l’exigence d’un congrès extraordinaire pour se prononcer contre le PL 1900 et le combat pour qu’une suite soit donnée à la marche du 15 août à Brasilia.

Au bout du compte, cette offensive corporatiste est une conséquence de la soumission de Lula à Bush, car elle vise à briser les moyens de défense de la classe face au diktat des TLC et de la dette.

Sur tout le continent, le combat pour la défense de l’existence et de l’indépendance des organisations syndicales est directement relié au combat pour la rupture avec l’impérialisme.

SUR TOUT LE CONTINENT : RUPTURE AVEC L’IMPÉRIALISME, RUPTURE AVEC LES TLC !

En Bolivie, l’accord de conciliation entre le MAS de Morales et les partis de la bourgeoisie pro-impérialiste, représentés majoritairement par l’alliance PODEMOS, a paralysé l’Assemblée constituante élue en juillet 2006 en imposant le vote à la majorité des deux tiers. Plus d’un an après son installation, la Constituante n’a pas écrit une seule ligne ni pris une seule mesure !

La Chispa, section sympathisante de la IV^e Internationale, s’est exprimée lors du sommet convoqué par la Centrale ouvrière bolivienne (COB), qui a rassemblé le 2 octobre 1 500 travailleurs pour l’unité du pays :

“Nous avons besoin d’une Constituante, mais nous avons besoin qu’elle soit souveraine. C’est le mandat d’octobre et de mai-juin !”

Pour cela, il faut rompre avec l’impérialisme et ses représentants :

“Il n’y a pas de consensus possible avec les groupes qui ont toujours bradé nos richesses. Mais il est possible d’accomplir le mandat du peuple ! Les quatorze mois de la Constituante nous ont démontré qu’il n’est pas possible de continuer les consensus avec la droite.”

Les mots d’ordre “A bas la règle des deux tiers ! Pour une Constituante souveraine ! Assez de consensus avec la droite ! La majorité doit décider !” permettent d’agir pour le front unique anti-impérialiste tout en préservant l’indépendance de classe.

C’est pourquoi La Chispa soutient la proposition de la COB de relancer l’Assemblée populaire et originaires nationale, pour défendre l’unité de la nation et imposer l’agenda d’octobre contre les forces de la réaction.

En Equateur, Correa prend le décret sur les 99 % des profits pétroliers à l’Etat, annonce la remise en cause du TLC... Mais aussi, il affirme qu’il faut privatiser

(12) Ce prétexte a permis d’obtenir le soutien de la direction de la CUT à cette loi, qui menace l’existence même de la centrale.

la Banque nationale et déclare qu'il est inutile d'introduire dans la Constituante la nationalisation des ressources pétrolières et minières. Or des élus à la Constituante issus des organisations ouvrières et paysannes ont eux mis au centre la nécessité de renationaliser ce qui a été privatisé.

Une lettre ouverte, lancée dès le mois de juillet à l'initiative du Mouvement pour la construction du Parti des travailleurs, s'adresse

“aux candidats à l'Assemblée constituante qui se réclament de la défense, de l'unité et de la souveraineté de la nation, et des intérêts des travailleurs et du peuple équatoriens”.

Elle propose à ces députés constituants, invités à participer à une *“Rencontre nationale ouvrière, paysanne et populaire”* le 27 octobre, à Quito, de déposer une motion qui dise notamment :

“L'Assemblée constituante se déclare souveraine (...), déclare la République d'Equateur indivisible et défend l'unité de la nation contre tout type de régionalisation et de division, non aux autonomies. (Elle) adopte, immédiatement, les mesures urgentes réclamées par notre peuple, et décrète :

- l'annulation de la dette externe illégitime ;*
- l'interdiction de la signature de traités de libre commerce (...);*
- l'annulation du traité de concession de la base militaire de Manta aux Etats-Unis ;*
- la nationalisation des hydrocarbures, (re)nationalisation des télécommunications, du secteur électrique et du système bancaire (...).”*

Au Pérou, *El Trabajo*, journal des partisans de l'Entente au Pérou, explique que, suite à l'adoption du TLC par le Parlement :

« La réponse populaire ne s'est pas fait attendre, dans le cadre de la journée nationale de lutte du 11 juillet, la CNA, la CCP, la CGTP (13) et une série d'organisations populaires ont convoqué une grève paysanne sur une plate-forme de revendications qui met au centre : “Non au TLC avec les Etats-Unis. Non à la concession de nos ressources naturelles (...). Assemblée constituante, d'abord pour récupérer la propriété intégrale de nos terres et la souveraineté de la nation”. »

Après le tremblement de terre qui, à la mi-août, a durement touché le sud du pays et révélé l'incurie d'un gouvernement sous lequel chaque jour qui passe est une véritable catastrophe pour la nation, la direction de la CGTP reste liée au gouvernement Garcia par le “pacte de gouvernabilité”, tout en préparant l'alternance dans le cadre d'une “coordination politique et sociale” qui intègre plusieurs partis, dont celui d'Humala, le candidat perdant à la dernière présidentielle.

Dans cette situation, une Assemblée populaire s'est réunie dans la province de Lambayeque, en présence de la présidente de la CGTP, avec une centaine de délégués représentatifs des organisations ouvrières, paysannes et populaires. Elle a adopté un *Manifeste à la nation*, qui soulève la responsabilité de la CGTP de convoquer, avec la CNA et la CCP, une Assemblée populaire nationale, préparant une

“Assemblée constituante libre et souveraine qui réalise les revendications les plus urgentes de la nation : rupture du TLC avec les Etats-Unis ; arrêt des privatisations et renationalisation des mines, des entreprises d'Etat, de l'énergie, des ressources naturelles, de l'eau ; arrêt immédiat du paiement de la dette externe : une nouvelle réforme agraire (...).”

La question est posée : ne faut-il pas répondre d'urgence à ces revendications pour sauver la nation péruvienne de l'effondrement ? Cela pose à la fois le problème de la rupture du “pacte de gouvernabilité” et de la lutte pour le front unique pour convoquer l'Assemblée populaire nationale mettant en place un gouvernement ouvrier et paysan.

LA SIGNIFICATION DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE CONTINENTALE

L'ensemble de ces éléments de résistance sont extrêmement importants, mais ils ne peuvent pas se nourrir mutuellement

(13) CNA et CCP : organisations de paysans. CGTP : Confédération générale des travailleurs du Pérou.

et ouvrir une issue sur tout le continent si aucune force ne les aide à s'unir sur une exigence commune : rupture avec l'impérialisme, donc rupture des TLC !

Le 12 août 2005, 272 délégués de quatorze pays s'étaient réunis à La Paz à l'appel de la COB, de sa Fédération syndicale des travailleurs mineurs de Bolivie (FSTMB) et de ses organisations locales, et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples dans une Première Conférence continentale *"pour la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, contre les privatisations et pour la défense de la souveraineté nationale de nos peuples"*.

Ces délégués avaient alors adopté une déclaration, qui disait notamment :

"Nous condamnons les traités de libre commerce (ALCA, CAFTA, traités régionaux ou bilatéraux) par lesquels l'impérialisme prétend balayer tous les obstacles à la domination des multinationales, détruisant en masse la force de travail et les droits ouvriers sur tout le continent et aux Etats-Unis mêmes."

Alors que les TLC menacent de disloquer les nations, n'est-il pas temps de reprendre cette discussion avec tous ceux qui cherchent à résister d'une manière ou d'une autre à cette offensive généralisée de l'impérialisme ? Devant le caractère mondial du système en putréfaction de la propriété privée des moyens de production et les rapports étroits entre les processus révolutionnaires nationaux qui se sont manifestés dans les dernières années en Amérique latine, ne faut-il pas réaffirmer l'unité de la révolution mondiale ?

Il n'y aura pas d'issue pays par pays : ni au Venezuela, ni au Brésil, ni aux Etats-Unis... Il faut ouvrir la perspective de l'unité des travailleurs et des peuples de toutes les Amériques contre cette politique, c'est une question de survie.

Face aux TLC criminels de l'impérialisme, cette Deuxième Conférence continentale ouvre concrètement une issue sur le terrain de l'union libre des peuples libres des Amériques !

Michaël Mana

Aider Bush à occuper l'Afghanistan, liquider les retraites... ce serait un "pas en avant" ?

A nouveau sur la politique du Secrétariat unifié

Par Dominique Ferré

**"CE SONT TOUS DES ASSASSINS !"
(LE PÈRE D'UN SOLDAT ITALIEN
GRAVEMENT BLESSÉ
EN AFGHANISTAN)**

"Il ne voulait plus y aller, il était triste... C'est répugnant. Ce sont tous des assassins, Prodi et Berlusconi !"

Qui ne partage pas la colère et l'indignation de ce travailleur italien, père d'un jeune soldat gravement blessé en Afghanistan (1) ?

C'est un fait : 1 800 soldats italiens participent à l'occupation de l'Afghanistan sous l'égide de l'OTAN, depuis le gouvernement Berlusconi. En violation du mandat de millions d'électeurs italiens qui ont chassé Berlusconi en avril 2006, le nouveau chef du gouvernement italien,

Romano Prodi, a — avec le soutien de sa coalition majoritaire au Parlement — maintenu ces troupes.

Chaque travailleur honnête conviendra du fait que cette politique n'est rien d'autre qu'un appui direct à la politique de Bush, politique de "guerre sans fin" contre les peuples du monde entier.

**UNE LETTRE DE JAN MALEWSKI
À LA VÉRITÉ**

La Vérité a publié, dans son précédent numéro (56-57), un dossier de réflexion sur "la place et la politique du Secrétariat

(1) Déclaration de Mario D'Auria au journal de la télévision italienne, le 27 septembre 2007.

unifié”, ainsi qu’un certain nombre de documents pour ouvrir la discussion.

Le comité de rédaction de notre revue a reçu, en réaction à cet article, une lettre de Jan Malewski, rédacteur d’*Inprecor* (la revue internationale du Secrétariat unifié). Lettre qui déclare :

« La Vérité, n° 56-57, publie des textes qu’elle attribue à des sections de la IV^e Internationale (2) et qui ont pour point commun d’attaquer brutalement nos camarades italiens.

Sur le fond comme sur la manière de polémiquer, nous ne sommes sans doute pas d’accord et je n’ai pas la prétention de te convaincre. Pour ma part, je considère — tu as dû le voir en lisant *Inprecor* — que nos camarades italiens ont réussi à faire faire un pas en avant à un secteur non négligeable des travailleurs de leur pays et que la constitution de *Sinistra Critica* constitue un sérieux pas en avant dans la construction d’une organisation prolétarienne. Je pense que tel n’est pas le point de vue de ton organisation, et, comme on dit, l’histoire tranchera.

Par contre, je trouve qu’une série d’erreurs, que j’espère involontaires, affaiblissent l’argumentation de La Vérité :

— *Socialist Democracy* d’Irlande n’est pas la section de la IV^e Internationale, c’est un petit groupe qui a perdu ce statut et a été rétrogradé au rang de groupe sympathisant du fait de sa petitesse.

— L’OKDE, qui publie *Ergatiki Pali*, n’est pas la section de la IV^e Internationale, même s’il continue de s’en réclamer, et n’a aucun rapport avec notre organisation. C’est, à l’origine, une minorité de la section qui l’a quittée au milieu des années 1980 en s’emparant du nom — phénomène fréquent lors des scissions. La section grecque se prénomme de ce fait OKDE-Spartakos, du nom de son journal.

— Finalement, (...) (pour le) groupe “Vperiod” — même si La Vérité ne le situe pas clairement et se limite à le mentionner à la suite de deux organisations qu’elle présente (à tort) comme des “sections” pour “laisser entendre” que c’est une organisation de même type —, si nous avons des relations fraternelles, il ne s’agit pas d’une “section” ou d’un groupe statutairement rattaché à la IV^e Internationale. »

Si des textes ont été mal présentés dans notre numéro précédent, c’est bien naturellement que nous informons nos lecteurs de ces précisions importantes (3).

IL S’AGIT DU SORT DE MILLIONS D’HOMMES, EN AFGHANISTAN, EN ITALIE...

Il s’agit du sort de millions d’hommes, en Afghanistan, en Italie. Dans la lettre de réponse adressée par le comité de rédaction de *La Vérité* à Jan Malewski, nous écrivions :

« Nous ne manquerons pas de faire connaître à nos lecteurs les précisions de fait que vous apportez concernant le statut des trois documents que — sans forcément en partager le point de vue — La Vérité a publiés dans son n° 56-57.

Nous remarquons cependant que pas une fois vous n’abordez le fond de ce qui est développé dans l’article.

A propos de l’Italie, vous affirmez que “nos camarades italiens ont réussi à faire faire un pas en avant à un secteur non négligeable des travailleurs de leur pays et que la constitution de *Sinistra Critica* constitue un sérieux pas en avant dans la construction d’une organisation prolétarienne”.

Un “pas en avant” pour les travailleurs italiens, la politique de *Sinistra Critica* et du sénateur Turigliatto ?

Oui ou non, le 18 juillet 2006, lors du vote de confiance au gouvernement Prodi au Sénat, que celui-ci avait organisé pour pouvoir accorder de nouveaux crédits de guerre pour les troupes italiennes en Afghanistan, sous direction de l’OTAN (donc de Bush), le sénateur Turigliatto, membre de *Sinistra Critica*, a voté “pour” la confiance ?

Donc “pour” les crédits de guerre aux troupes de l’OTAN qui occupent l’Afghanistan, massacrent son peuple ?

Le sénateur Turigliatto, interviewé dans l’hebdomadaire de la LCR, affirmera peu après : “En 2006, j’ai voté la confiance au gouvernement Prodi,

(2) Il s’agit ici du Secrétariat unifié, qui se prétend être “la IV^e Internationale”. Nous laissons nos lecteurs juger eux-mêmes si la politique de cette organisation a quoi que ce soit de commun avec le programme de la IV^e Internationale.

(3) Les rédacteurs de *La Vérité* ignoraient en effet par exemple que la “section irlandaise” du Secrétariat unifié avait été “rétrogradée” au rang de groupe sympathisant “du fait de sa petitesse”... “Le style, c’est l’homme”... Mais passons, il s’agit de questions trop graves.

conformément au mandat que j'avais reçu et relativement au programme de la coalition gouvernementale de L'Unione (nom de la coalition de Prodi — NDLR), qui ne comportait à l'époque ni la guerre sans limites en Afghanistan ni l'agrandissement de la base américaine de Vicenza" (*Rouge*, n° 2195).

Les travailleurs italiens, qui ont chassé Berlusconi, le valet de Bush, avaient donc "donné mandat" à M. Turigliatto de poursuivre l'envoi de troupes en Afghanistan, pour servir la politique meurtrière de Bush ?

N'ont-ils pas manifesté à de nombreuses reprises par centaines de milliers contre la guerre et l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan ? N'ont-ils pas manifesté en février 2007 à 200 000 contre l'extension de la base militaire américaine de Vicenza décidée par Prodi... que soutient Sinistra Critica ?

N'avez-vous pas vous-même, M. Malewski, écrit dans votre revue Inprecor (septembre 2006), en tant que "membre du bureau exécutif international" du Secrétariat unifié : "Voter les crédits de guerre... Il fut donc décidé de voter, de prendre au mot les représentants du gouvernement — qui, paniqués par l'éventualité d'une chute, annonçaient un "changement de perspective des missions" — et de laisser à Prodi six mois encore, car le financement des "missions" devra être soumis au Parlement en décembre" ?

Pour notre part, en ce 90^e anniversaire de la révolution d'Octobre, nous sommes d'accord avec Lénine qui, en avril 1917, déclarait : "La question fondamentale, c'est notre attitude à l'égard de la guerre (...). Aucun soutien au gouvernement provisoire : démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions."

Libre à vous, M. Malewski, et à votre camarade Turigliatto de voter (et d'approuver) les votes de crédits pour la guerre de M. Bush, c'est-à-dire la barbarie générée par le régime de la propriété privée des moyens de production en pleine décomposition.

Mais vous nous permettez d'affirmer que tout cela n'a rien à voir avec la IV^e Internationale et le trotskysme. Que tout cela n'a rien à voir avec Lénine. Rien à voir avec l'héroïque Karl Liebknecht, député social-démocrate allemand, qui, seul contre 110, refusait de voter les crédits de guerre en 1914.

Oserez-vous expliquer aux travailleurs italiens que les votes de M. Turigliatto, que vous approuvez, sont des "pas en avant" ? »

ROUGE PRIS "LA MAIN DANS LE SAC"...

Nous le demandons à nos lecteurs : avons-nous raison de nous baser sur ces faits et de poser ces questions ?

Ou bien faut-il "réécrire l'histoire" et, au besoin, commettre des faux ?

Le 27 septembre 2007, François Sabado, un autre dirigeant du SU, et dirigeant de la LCR française d'Olivier Besancenot et Alain Krivine, rend compte, dans l'hebdomadaire *Rouge*, du deuxième séminaire de Sinistra Critica (Rimini, 21-23 septembre) "œuvrant à la constitution d'une nouvelle force politique anticapitaliste".

Il n'a pas de mots assez durs pour condamner la direction du Parti de la refondation communiste (parti membre de la "Gauche européenne", mais dont ses amis de Sinistra Critica sont toujours un courant, occupant des positions dans la direction) :

« La responsabilité de la direction du Parti de la refondation communiste (PRC) d'Italie est écrasante. Alors qu'il fallait opposer une alternative de gauche à la politique libérale de Prodi, l'ancien président de la Commission européenne — ne l'oublions pas —, la direction du PRC a totalement épousé la politique du gouvernement de centre-gauche. Sur la question de la guerre, la direction de Refondation communiste a voté l'envoi de troupes italiennes en Afghanistan et au Liban. Le président de Refondation, Bertinotti, a même été jusqu'à qualifier cette intervention militaire de "nouvelle forme de pacifisme". Ainsi, toutes les mesures gouvernementales sont votées par Refondation communiste. »

Tout à fait vrai... Mais pourquoi François Sabado ment-il par omission en "oubliant" de dire que son camarade Turigliatto, lui aussi, a voté toutes ces mesures ? Pourquoi ment-il en faisant comme si Turigliatto n'a pas lui aussi voté, à chaque fois qu'une majorité était nécessaire à Prodi, l'envoi de troupes en Afghanistan ?

Est-ce sur de telles bases qu'en France comme en Italie, on peut construire une "nouvelle force politique anticapitaliste" ?

Nous prenons nos lecteurs à témoin. Nous n'avons aucun compte à régler. Mais avons-nous raison ou tort de dire que le soutien avéré de M. Turigliatto à la politique de Prodi en Afghanistan (et le soutien d'*Inprecor* à Turigliatto), loin d'être "un pas en avant", est la meilleure aide qui puisse être apportée à la politique destructrice de Bush ?

Il ne s'agit pas seulement de l'Afghanistan.

UN "PAS EN AVANT", LE SOUTIEN À LA DÉSTRUCTION DES RETRAITES PAR PRODI ET BRUXELLES ?

En Italie, comme dans toute l'Europe, le gouvernement Prodi applique les décisions du sommet de Barcelone de l'Union européenne de 2002. A ce sommet, chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient engagés devant la Commission européenne à "reculer de cinq ans l'âge du départ à la retraite". Nul ne saurait d'ailleurs reprocher à Prodi d'appliquer les décisions de ce sommet, il était à l'époque le président de la Commission européenne.

C'est ainsi qu'en France a été appliquée la loi Fillon, qui a provoqué les immenses grèves de 2003 pour son retrait. C'est ainsi qu'en Allemagne, Schröder, puis la "grande coalition", ont fait passer l'âge de départ à la retraite à 67 ans... C'est ainsi qu'en Hongrie, l'ex-nomenklaturiste Gyurcsanny l'a fait passer de 60 à 65 ans, etc.

En Italie, comme l'explique un militant de l'Entente internationale des travailleurs :

« Le 23 juillet, un accord sur les retraites et le Welfare a été signé entre le gouvernement, la Confindustria (syndicat patronal) et les dirigeants des trois confédérations syndicales.

Cet accord va contre les intérêts des travailleurs ; c'est un accord qui accepte et confirme la loi Maroni et l'ensemble de toutes les "réformes" des pensions de retraite de ces dernières années, qui ont

"mis sur la paille" des centaines de milliers de travailleurs (...).

L'accord (...) porte un nouveau coup au rôle des syndicats, à leur indépendance et à leur existence même, ouvrant la voie aux contrats toujours plus individualisés, toujours plus liés à la "productivité" (...).

Le gouvernement Prodi continue à appliquer fidèlement tous les diktats de l'Union européenne. C'est l'Union européenne qui a imposé (à partir du sommet de Barcelone de 2002) les "réformes" des retraites dans tous les pays pour augmenter d'au moins cinq ans l'âge de départ à la retraite. Maroni avait appliqué cette directive et Prodi a cherché à lui "donner un nouveau vernis". Pendant toutes les semaines précédant l'accord, la Commission de Bruxelles avait rappelé que tout changement devait être compatible avec les décisions des sommets européens. Puis, la Commission a donné son assentiment à l'accord en précisant : "Maintenant, toutefois, il faut l'appliquer jusqu'au bout, et entre-temps, sans plus tarder, il faut préparer un ajustement de l'âge de la retraite." Et enfin, l'Union européenne dans tous ses sommets a recommandé "d'impliquer les partenaires sociaux" (c'est-à-dire les syndicats) dans la mise en œuvre de cette mesure. »

AVEC TURIGLIATTO (SU) QUI CASSE LES RETRAITES, OU AVEC LA FIOM (MÉTALLURGIE) QUI REFUSE L'ACCORD IMPOSÉ PAR PRODI ?

Mais cette politique, rejetée par la masse des ouvriers italiens, provoque une résistance jusqu'aux sommets des organisations syndicales. Ainsi, explique le camarade italien de l'Entente internationale des travailleurs,

« pour la première fois de son histoire, la FIOM (fédération italienne des ouvriers de la métallurgie, affiliée à la CGIL) a voté contre un accord syndical signé en revanche par le sommet de la confédération. C'est en effet un événement historique, qui, comme l'expliquent les journalistes, "secoue le gouvernement et met à rude épreuve un exécutif déjà fragile".

Nous le disons dans notre journal, il n'y a aucun doute : la FIOM a raison, non à l'accord du 23 juillet !

“C’est une escroquerie, je devrai travailler 40 ans de toute façon !” (un ouvrier de la Fiat)

L’accord a été signé le 23 juillet, à la veille des départs en congé. La réaction a cependant été immédiate. Le journal La Stampa écrit : “Les “combinaisons bleues” dans la tranchée... Ils savent que quelque chose ne va pas.... Les délégués de la carrosserie, en majorité de la FIOM, adoptent une prise de position contre... Un ouvrier déclare : “Les “quotas” sont un mensonge, parce que, de toute façon, l’âge minimum obligatoire de départ à la retraite en 2010 sera à 60 ans. C’est une escroquerie, je dois travailler 40 ans de toute façon.” Dans les jours suivants et au retour des congés, les prises de position contre l’accord se sont multipliées venant des ouvriers, des délégués, de responsables de la FIOM et d’autres fédérations.”

Dans tous les lieux de travail se tiennent des assemblées pour présenter l’accord. La position de la FIOM a eu un grand écho et, dans les assemblées, la majorité des interventions s’expriment pour le non. A Mirafiori, la Fiat de Turin, les dirigeants qui ont cherché à justifier l’accord ont été sifflés par les travailleurs, tandis que ceux qui défendent le non sont applaudis. »

Dans l’assemblée générale convoquée à la Fiat dans l’usine Mirafiori, à Turin, les ouvriers se sont prononcés contre le protocole sur les retraites. On lit dans *La Repubblica* (2 octobre) :

“A Mirafiori, le front du refus. Nous votons non (4), le gouvernement nous a déçus.”

De toute évidence, les travailleurs italiens ne considèrent pas que travailler jusqu’à 62 ans, parce que l’Union européenne l’exige, soit “un pas en avant”.

Alors, nous reprenons à témoin nos lecteurs : avons-nous eu raison de répondre à Jan Malewski en lui demandant :

« Oserez-vous écrire que la décision de M. Prodi, appliquant les décisions du sommet de Barcelone de l’Union européenne, de faire travailler jusqu’à 62 ans (au lieu de 57), est un “pas en avant” ?

Une mesure qui vient d’être condamnée par la FIOM (fédération des travailleurs de la métallurgie de la CGIL)... tandis que M. Turigliatto lui, l’a soutenue en votant “pour”, en toute connaissance de cause, la “confiance” à Prodi-II et aux “12 conditions” le 23 février 2007. Cette mesure découle directement des “12 conditions” (programme du gouvernement Prodi-II), parmi lesquelles : “Réorganisation du système des retraites avec une grande attention apportée à la compatibilité financière.”

Confiance renouvelée le 2 août dernier, par le vote positif de M. Turigliatto.

Et encore le 20 septembre dernier, où M. Turigliatto a volé une nouvelle fois au secours du gouvernement Prodi.

Répetons-le : ceux qui, par leurs votes au Parlement, aident M. Bush à massacrer le peuple afghan, ceux qui, par leurs votes, aident l’Union européenne à faire passer l’âge de départ à la retraite de 57 à 62 ans en Italie, et ceux qui, par leurs écrits et leurs discours, approuvent ces votes... peuvent-ils prétendre faire “un sérieux pas en avant dans la construction d’une organisation prolétarienne” ? »

Cette question est posée à tous ceux qui se réclament du mouvement ouvrier, du combat contre la guerre et du droit des peuples.

Dominique Ferré

(4) Les trois centrales syndicales, CGIL, UIL et CISL, ayant signé l’accord de remise en cause des retraites tentent de couvrir leur signature en organisant une “consultation” des syndiqués les 8, 9 et 10 octobre.

LA VERITE

Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites ci-contre : allemand, anglais, français, arabe, espagnol, italien, ourdou, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer *La Vérité* :

• **Edition française** et administration centrale de la revue : *La Vérité*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.
Mail : the-truth@laverite.org

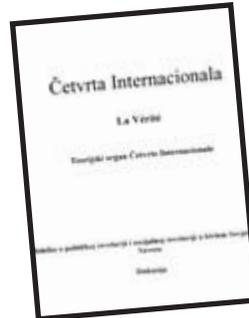
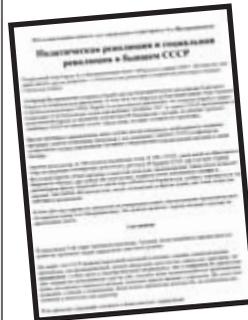
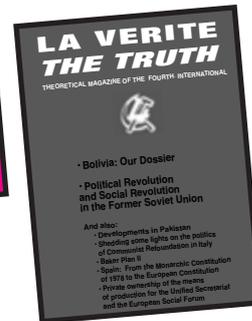
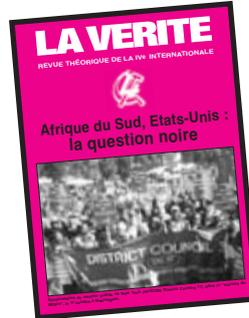
• **Edition allemande** : Vierte Internationale, *La Vérité*, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

• **Edition anglaise** :
The Truth, Bill Hooldsworth ;
14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP.
Socialist Organizer, P.O. Box
40009, San Francisco, CA 94140, USA

• **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1^o3, 28004, Madrid, Espagne.

• **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.



Introduction à l'édition en espagnol du livre *Nicaragua, dynamique d'une révolution inachevée* ⁽¹⁾ (première partie)

Par Rodrigo Ibarra

Nous publions ce livre (*Nicaragua : dynamique d'une révolution inachevée* — NDT) alors que la conjoncture politique actuelle diffère par bien des aspects de celle des années 1980, époque à laquelle se situe cet ouvrage. Nous sommes sans aucun doute dans le même régime de domination de la propriété privée des moyens de production à l'époque impérialiste, à un degré d'extrême décomposition et de destruction, même si certains éléments importants ont été modifiés.

D'abord, le système stalinien a éclaté et disparu. La dislocation de l'URSS en 1991 a entraîné une offensive de l'impérialisme mondial à tous les niveaux. Les différentes fractions de la nomenklatura se sont disputé les faveurs de l'impérialisme et de ses institutions, mettant en œuvre la destruction d'une bonne partie de la propriété sociale, héritage d'Octobre. Ainsi se confirmait ce qu'expliquaient Trotsky et la IV^e Internationale sur le caractère de la bureaucratie comme

“agence du marché mondial dans l'Etat ouvrier”.

Cette introduction n'a pas pour objectif d'analyser ce phénomène, bien qu'il ait une importance centrale pour l'humanité, mais il nous faut en analyser certains effets. Une bonne partie des partis et organisations qui gravitaient autour du Kremlin ont subi des “mutations” faisant en sorte qu'ils s'orientent clairement vers l'acceptation du capitalisme comme quelque chose d'inévitable. Non seulement les PC, mais aussi de nombreux autres mouvements de libération nationale ont subi cette évolution. Cependant, la lutte de classes n'a pas connu d'interruption. Sans écarter l'importance de l'impact que l'évolution de ces partis exerce sur des secteurs importants des masses,

(1) Cette introduction et ce livre ont été rédigés par Alan Benjamin, éditeur du journal *The Organizer* aux Etats-Unis, et Rodrigo Ibarra, militant nicaraguayen, travailleur migrant aux Etats-Unis.

les conséquences de la domination impérialiste les ont contraintes à poursuivre leur résistance et le combat pour leur émancipation.

Aussi, notre continent vit-il actuellement divers processus révolutionnaires ouverts et des crises plus ou moins larvées dans tous les pays. La forme prédominante que prend l'offensive impérialiste aujourd'hui s'exprime en particulier dans des traités de libre commerce imposés, ce qui a des conséquences essentielles. Le traité de libre commerce d'Amérique du Nord (TLCAN) — Etats-Unis, Canada, Mexique —, qui s'applique depuis 1994, détruisant une bonne part de l'économie du Mexique, est à l'origine de l'actuelle crise politique de ce pays et a amené les plus larges masses à la résistance, en particulier depuis la fraude électorale du 2 juillet 2006.

Cela dit, il n'y a pas de pays, à commencer par les Etats-Unis, qui ne vive des situations de ce type ou qui ne puisse les vivre à l'avenir.

En effet, contrairement à la conjoncture des années 1980, les processus révolutionnaires actuels ouverts au Venezuela, en Bolivie, en Equateur..., sont accompagnés d'une crise centrale aux Etats-Unis. L'origine de cette crise se situe dans le rejet par la majorité ouvrière et populaire des Etats-Unis de la politique de guerre de Bush. Rejet qui s'est manifesté dans les élections de novembre 2006, dans l'opposition ultramajoritaire à la guerre en Irak, dans les manifestations pour les droits des travailleurs immigrés et pendant deux années consécutives, dans les manifestations du 1^{er} Mai, dans la révolte des Noirs de La Nouvelle-Orléans, etc.

Cette révolte a donné lieu à un mouvement organisé, qui s'est concrétisé entre autres par la tenue d'un tribunal qui a jugé les responsables des conséquences de l'ouragan Katrina (2) (...).

D'autre part, les mouvements révolutionnaires actuels au Venezuela, en Equateur ou en Bolivie ont mis au centre du débat international la question des nationalisations et des renationalisations pour récupérer ce que les nations ont perdu dans la décennie précédente. Et il ne s'agit pas d'un "débat" d'idées, mais de la survie des peuples (...).

Le bilan de dix ans de révolution au Nicaragua, malgré le fait que nous soyons dans une conjoncture différente, nous permet de tirer des leçons qui ne sont pas particulières. Nous faisons précisément référence au problème de la direction politique, et c'est là que se pose la question du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Personne ne peut nier le courage ni l'audace des militants et des dirigeants qui ont pris le pouvoir en juillet 1979. Cependant, l'évolution du FSLN ne pose-t-elle pas le problème de la direction révolutionnaire ?

La même question se pose pour tous les pays confrontés à des mouvements révolutionnaires. Ainsi, au Venezuela, en Equateur et en Bolivie, se sont constitués des partis ou des mouvements nationalistes qui proclament leur combat contre l'impérialisme et pour la souveraineté nationale. Tel est le cas du Parti socialiste unique du Venezuela, de l'alliance "Pays" de l'Equateur, du Mouvement au socialisme de Bolivie.

En tant que militants de la IV^e Internationale, nous avons pour tradition la politique du plus large front, qui s'inspire de la position de Trotsky face au gouvernement de Cardenas (au Mexique, dans les années 1930) : le soutien inconditionnel à la nationalisation du pétrole, en même temps que la IV^e Internationale garde son indépendance politique pour aider à la mobilisation et à la construction de larges partis de masse de la classe ouvrière, indépendants de l'impérialisme et des institutions.

Mettons maintenant en relief quelques-uns des éléments clés de la révolution nicaraguayenne, en particulier depuis 1990.

LE 19 JUILLET 1979

Dans *Nicaragua : dynamique d'une révolution inachevée*, un bilan minutieux et complet de ce processus révolutionnaire est exposé, lequel, bien qu'il se soit développé dans un petit pays arriéré et semi-colonial comme le Nicaragua, sert tout à

(2) Lire dans ce numéro l'article d'Alan Benjamin.

fait de laboratoire à l’analyse de la lutte de classes dans les années 1980, période dans laquelle s’est clos en Amérique latine le chapitre des dictatures militaires, forme de domination impérialiste sur le continent américain depuis les débuts du XX^e siècle.

Le livre *Nicaragua : dynamique d’une révolution inachevée* débute en mettant en relief le facteur qui a déclenché la révolution avec l’irruption du mouvement spontanément organisé par les masses sur la scène politique nationale après l’assassinat, le 10 janvier 1978, de Pedro Joaquín Chamorro Cardenal (considéré comme un démocrate opposant au régime de la dictature), jusqu’à en finir avec l’une des dictatures militaires les plus longues et les plus sanglantes du continent américain, grâce à l’insurrection populaire de mai-juin et la victoire du 19 juillet 1979.

Pour remporter la victoire du 19 juillet, on est passé par une série d’expériences de lutte et d’organisation ouvrière et populaire. Ainsi, l’étape de la lutte antiso-moziste menée pendant la décennie des années 1970, en pleine répression militaire de la dictature, qui empêchait toute organisation légale. Nous avons vu la combinaison des vagues massives de mobilisations populaires de rue, de grèves économiques et de grève générale politique, y compris d’affrontements violents avec la Garde nationale, qui, dans leur développement, se sont transformés en une insurrection des masses.

L’insurrection, à son tour, a débouché sur le renversement révolutionnaire du gouvernement dictatorial qui représentait les intérêts du capital impérialiste dans le pays et a provoqué la chute de tout l’échafaudage sur lequel se structurait la dictature militaire somoziste, malgré de nombreuses tentatives variées de contenir le processus insurrectionnel dans les cadres de l’alliance du FSLN avec un secteur de la bourgeoisie oligarchique.

Au début, les coups de boutoir de la révolution ont produit le démantèlement, voire la pulvérisation de l’Etat bourgeois semi-colonial, incluant non seulement le pouvoir exécutif, dont la base résidait fondamentalement dans les forces armées et tous les ministères, mais aussi dans les pouvoirs législatif, judiciaire et électoral. Sous l’effet d’une véritable révolution so-

cial, tout le vieil ordre établi a volé en éclats.

**LA DYNAMIQUE DE LA LUTTE
DE CLASSES TRANSFORME
LES STRUCTURES POLITIQUES
ET ÉCONOMIQUES DU NICARAGUA**

Mais on voit également ici que la lutte de classes ne suit pas un itinéraire linéaire. A l’inverse, nous allons voir comment, d’une certaine façon, la lutte de classes se mène comme une guerre de positions conventionnelle.

Soumis au rapport de forces entre les classes, comme les armées qui s’affrontent, les travailleurs peuvent gagner des positions très importantes. Ensuite, dans une situation de recul, créée par le poids d’une orientation politique qui cherche la perpétuation de l’alliance de classes ou la conciliation d’intérêts inconciliables, les conquêtes peuvent être perdues suite à une offensive du capital, soutenue par la direction nationaliste petite-bourgeoise du FSLN.

Mais plus tard, grâce à de nouveaux élans, les positions perdues par les travailleurs peuvent être reprises, et l’on peut même en conquérir de nouvelles.

Dans *Dynamique d’une révolution inachevée*, on peut observer de façon très nette comment, par exemple, l’insurrection populaire du 19 juillet 1979, bien qu’elle ait abouti à la chute de la dictature militaire, n’a pas débouché sur l’instauration d’un gouvernement des ouvriers et des paysans victorieux, mais sur une Junte de gouvernement de reconstruction nationale (JGRN), un gouvernement qui ne reflétait pas les intérêts des travailleurs et du peuple révolutionnaires, mais la volonté politique “d’alliance de classes” soutenue à outrance par la direction du FSLN. Le capital avait été gravement blessé. L’Etat capitaliste semi-colonial avait été littéralement sauvé de l’incendie par les sandinistes. Sous la poussée de l’insurrection populaire triomphante de juillet 1979, outre les coups reçus par la propriété privée des moyens de production, les principales institutions de la bourgeoisie s’étaient fissurées, à commencer par

l'Etat, qui avait été sérieusement disloqué, tout comme avait été atteint l'ensemble des institutions constituées par la bourgeoisie et l'impérialisme, les chambres professionnelles patronales, leurs partis et les classes dominantes elles-mêmes.

De plus, le modèle même de pays et d'économie organisés pour satisfaire la demande du marché international avait été également bouleversé par la profonde mobilisation des masses, qui, dans le développement du processus, a atteint un point qui a renforcé la direction du FSLN et son gouvernement d'unité nationale, les poussant vers la rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Cependant, l'accord de gouvernance proposé à l'impérialisme avec la JGRN était construit dans une situation où le soulèvement révolutionnaire généralisé prédominait, et, dans de telles circonstances, son équilibre s'est avéré extrêmement précaire.

CRISE DE LA JGRN ET APPROFONDISSEMENT DE LA RÉVOLUTION

La Junte de gouvernement de reconstruction nationale était un gouvernement "arrangé" comme solution gouvernementale temporaire, qui se limitait au cadre des intérêts de la bourgeoisie ; mais, devant le caractère inévitable de la révolution, l'accord du FSLN se fondait sur la limitation des confiscations de la propriété privée du dictateur Anastasio Somoza et de celle de ses acolytes. Bien que la bourgeoisie s'opposât au régime dictatorial, l'expropriation des propriétés de Somoza et des somozistes (décrets n° 3 et n° 38) n'était rendue acceptable par la bourgeoisie que par la profondeur du mouvement révolutionnaire, qui menaçait l'ensemble du système basé sur la propriété privée des moyens de production.

Après le triomphe du 19 juillet, en effet, sous les coups de boutoir de la lutte de classes montante, le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans est parvenu en très peu d'années à briser ce projet d'unité nationale conclu au sommet de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale. Les masses mobilisées

ont d'abord poussé Violeta Chamorro et Alfonso Robelo à l'abdication, jusqu'à réussir à ce que le gouvernement reste entre les mains du seul FSLN, gouvernement qu'à l'époque les militants de la IV^e Internationale ont caractérisé comme un gouvernement ouvrier et paysan. Ainsi a été montré dans la pratique ce que Trotsky avait analysé comme une possibilité théorique dans le *Programme de transition*, en ce sens que les organisations nationalistes, dans des circonstances exceptionnelles, peuvent aller plus loin qu'elles ne le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Les ouvriers ont occupé les usines qu'une partie des capitalistes ont décapitalisées comme forme de sabotage contre-révolutionnaire. Et pourtant, le gouvernement sandiniste a insisté pour qualifier ces capitalistes de "patriotes". Entre-temps, les travailleurs agricoles, qui représentent la majorité des travailleurs salariés au Nicaragua, exigeaient l'expropriation sans indemnisation des grands propriétaires fonciers qui laissaient à l'abandon leurs exploitations.

Alors, militants de la IV^e Internationale, nous nous sommes placés aux côtés des travailleurs des villes et des campagnes dans la lutte pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des usines et des haciendas confisquées. C'est ainsi que, sous la pression de ce mouvement, le gouvernement de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale, dans lequel le FSLN était hégémonique, s'est vu obligé de nationaliser, non seulement les propriétés de la famille Somoza et des somozistes (décrets n° 3 et n° 38), mais d'avancer dans la nationalisation au-delà des engagements pris vis-à-vis de la bourgeoisie, que le gouvernement qualifiait de "patriotique", touchant à la propriété privée des capitaux non somozistes, rompant l'accord fondamental sur lequel était assise la JGRN.

Conséquence de l'insurrection triomphante, les relations de travail ont radicalement changé en ville et à la campagne. La mobilisation et l'organisation spontanées ont entraîné immédiatement l'organisation formelle à tous les niveaux de la société. Tous les segments de la société s'organisaient ; au moment clé du processus, ils ont proclamé l'élection et la révo-

cation démocratiques de leurs représentants dans des assemblées ouvertes, avec une large participation de tous les secteurs sociaux qui s’exprimaient avec la certitude que leur volonté comptait dans la prise de décisions. Dans ces instances, s’exprimait la démocratie des masses en mouvement. De façon organisée, les masses exprimaient leurs aspirations en direction des responsables mêmes du nouveau pouvoir, au travers des tout nouveaux canaux de communication (institutions ouvrières et populaires) existant entre les masses et leurs représentants, mis en place pendant le processus révolutionnaire. La volonté des masses s’est imposée dans tous les milieux. Mais nous verrons l’obstacle qu’a représenté une direction verticale sur le mouvement des masses et sur le parti de la révolution, le FSLN.

LES ORGANISATIONS DE MASSES, CONQUÊTES DE LA RÉVOLUTION

Ainsi, dans *Dynamique d’une révolution inachevée*, il est expliqué qu’après la chute de la dictature militaire, après de nombreuses années de résistance contre la brutalité du régime militaire, dans laquelle les masses ont érigé leurs propres bastions de classe, finalement, elles ont établi la légalité de leurs institutions : syndicats, fédérations et associations, qui allaient leur servir dans les combats à venir pour leurs revendications. Grâce à la montée révolutionnaire, les bastions constitués dans l’illégalité pendant la lutte contre la dictature ont fini par conquérir des sièges parlementaires au Conseil d’Etat, nom donné au Parlement national, aujourd’hui connu comme Assemblée nationale. C’est alors que se sont consolidées et élargies les institutions ouvrières constituées dans le creuset du combat de la décennie des années 1970, telles que l’Association nationale des éducateurs (ANDEN), la Fédération des travailleurs de la santé (FETSALUD), l’Association des travailleurs de la campagne (ATC) et l’Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG). C’est après le triomphe révolutionnaire que s’est constituée la principale centrale ouvrière du Nicaragua, la Centrale sandiniste des travailleurs (CST).

Nous ne pouvons pas non plus omettre le fait que, parallèlement aux principales institutions corporatives constituées de la classe ouvrière et des paysans, se sont constituées aussi les autres organisations sectorielles existant dans le pays, telles que les organisations de jeunesse, de femmes et d’autres organisations comme celles à caractère écologique, qui existent encore aujourd’hui comme expression des conquêtes démocratiques de la révolution. Donc, si, pour certains, la chute de la dictature était une fin en soi, pour les travailleurs et pour le peuple opprimé, ce n’était que le début d’une nouvelle phase dans leur lutte pour l’émancipation. Ces institutions ouvrières, paysannes et populaires ont été constituées à chaud, dans la lutte de classes, et perdurent comme conquêtes démocratiques structurelles, même si leurs directions sont étroitement liées au parti FSLN.

Depuis 1979, en l’absence du régime de la dictature militaire, dans un cadre nouveau de liberté, de nouveaux systèmes d’idées se sont installés dans les organisations créées par les masses populaires. La Brigade Simon Bolivar, organisée par la Fraction bolchevique du Secrétariat unifié, basée sur son expérience au sein du mouvement syndical, a participé de façon active à l’organisation d’une portion importante des syndicats qui ont construit la Centrale sandiniste des travailleurs, et les militants trotskystes nicaraguayens organisés dans la Ligue marxiste révolutionnaire ont participé aux côtés des travailleurs à la lutte de classes qui se déployait dans toute son intensité après la chute de la dictature.

Les masses discutaient ouvertement de tous les problèmes cruciaux de la vie nationale. Toutes les idées interdites par la dictature étaient mises à l’épreuve. L’Eglise hurlait contre l’irrévérence généralisée. La jeunesse est sortie de ses foyers traditionnels et a participé à l’alphabétisation. Les travailleurs organisés s’imposaient sur leurs lieux de travail contre les capitalistes, tandis que les paysans ouvraient les yeux sur la vie politique nationale. La bourgeoisie, vaincue, poussait des cris de lamentation et l’impérialisme s’agitait, furieux. Le désespoir des patrons, qui s’exprimait dans la décapitalisation ou dans le démantèlement pur et simple des

entreprises, était suivi de l'occupation des usines par les travailleurs ou des haciendas dans les zones rurales. C'est alors que l'impérialisme a organisé la contre-révolution armée sur les cendres de l'armée somoziste en pleine débandade depuis 1981 ; les bourgeois les plus courageux se sont unis à la contre-révolution armée et ont conspiré à l'intérieur du pays. Révolution et contre-révolution ont marqué leur terrain et se sont préparées à la guerre civile.

LE VERTICALISME, FREIN AU DÉVELOPPEMENT DE LA DISCUSSION

Dans cette situation, une fois encore, les structures internes et les méthodes d'organisation de la direction du FSLN, qui existent encore aujourd'hui, ont fonctionné, comme elles fonctionnent toujours aujourd'hui, en tant que frein au développement de la discussion politique, indispensable pour corriger la politique erronée des dirigeants, politique de collaboration de classe avec un secteur de la bourgeoisie "patriote". Dans le cadre rigide du parti, il était impossible d'exprimer des perspectives différentes de celles de la direction nationale du FSLN. Toute opinion critique était considérée comme contre-révolutionnaire et ceux qui la manifestaient étaient accusés d'être des agents de l'impérialisme et de la CIA, ils étaient donc expulsés du mouvement ouvrier, paysan et populaire, y compris par l'utilisation de menaces et autres moyens. Et même ainsi, au milieu de la turbulence des vagues révolutionnaires des masses mobilisées, la propriété privée des moyens de production était sur le fil du rasoir. Les relations sociales de production changeaient. La demande d'expropriation ou de confiscation (avec ou sans indemnisation) de la propriété privée était à l'ordre du jour.

Dans ces circonstances contradictoires, cependant, le verticalisme ne pouvait contenir tout ce qu'il aurait voulu. Les moindres revendications de base des travailleurs, telles que le salaire et l'emploi, mettaient en question la propriété privée elle-même. Par exemple, lorsqu'un ou-

vrier, un milicien révolutionnaire triomphant, fusil posé sur son épaule, s'asseyait muni d'une liste d'exigences de base à une table de négociations devant le patron, cela représentait un changement radical dans le rapport de force entre les classes. Le patron voyait alors clairement qu'il ne pouvait compter sur la police ou sur l'armée, ou sur les ministères de l'Etat pour imposer sa volonté aux travailleurs. Le gouvernement ne lui appartenait plus ; alors, bien que détenteur encore de la légalité de la propriété, le patron savait qu'il avait perdu le pouvoir. Ainsi, derrière les exigences sur le salaire et l'emploi, suivait l'occupation de l'usine ou des haciendas, le contrôle de la production et les livres de comptes passaient entre les mains des organisations des travailleurs. Le capitaliste était plongé dans l'impuissance. La propriété privée était alors sur le fil du rasoir.

LE GOUVERNEMENT DU FRONT SANDINISTE ET LA RÉFORME AGRAIRE

Face à la demande des paysans qui exigeaient une parcelle de terres, le gouvernement refusa d'abord de distribuer la terre et mit en place quelques grandes fermes sous contrôle de l'Etat, auxquelles ont dû se subordonner les petits paysans. Notre position sur la réforme agraire nicaraguayenne a été clairement axée : pour gagner les paysans au camp de la révolution, y compris sur le terrain militaire, il faut leur donner la terre à titre individuel, comme une revendication démocratique, non socialiste, en harmonie avec les autres segments de la propriété, au travers de politiques agricoles favorables aux paysans, et non pas aux grands projets ni à la bourgeoisie qui décapitalisait.

Le FSLN a tourné le dos aux paysans qui avaient été dépouillés de leurs terres pour mettre en place l'hacienda agro-exportatrice, alors que ceux-ci espéraient qu'avec la révolution, ils se réinstalleraient en tant que paysans. Il a développé au contraire une politique continue de concessions économiques en faveur des agro-exportateurs capitalistes, en leur octroyant des sommes énormes pour

financer leurs investissements, qui, au bout du compte, ont servi à remplir les comptes bancaires, principalement aux Etats-Unis et dans d’autres paradis fiscaux, comme Panama et les Bahamas. Ces “criollos (3) patriotes”, au lieu d’investir dans la production, n’ont fait que décapitaliser le pays, et, avec cet argent, ils se sont spécialisés dans la spéculation, qui s’est amplifiée avec les trois gouvernements libéraux successifs de ces deux dernières décennies.

Le résultat d’une politique agricole erronée qui n’a pas satisfait les besoins des paysans et des politiques agricoles favorables à la bourgeoisie qui désinvestissait s’est concrétisé dans une profonde division de la paysannerie, et une grande partie de la paysannerie de l’intérieur s’est ralliée à l’armée contre-révolutionnaire ; pour renforcer encore davantage son bastion contre-révolutionnaire, l’impérialisme s’est aussi accroché à l’application de la politique monétariste que le FSLN avait engagée sans l’accord ni même le soutien du FMI.

LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE CENTRALE

L’insurrection triomphante de juillet 1979 n’a pas seulement ouvert la possibilité réelle de construire au Nicaragua une société nouvelle, fondée sur le bien-être des travailleurs et du peuple opprimé, mais, sous son impact, le sous-continent d’Amérique centrale a été secoué dans ses tréfonds, ce qui a stimulé les mouvements de masses au Salvador et, à un degré moindre, au Guatemala et au Honduras.

Mais la force révolutionnaire des travailleurs d’Amérique centrale s’est heurtée à la même orientation de collaboration de classes du FSLN, et au niveau international, agrippée à l’illusion politique d’isoler l’impérialisme, la diplomatie de la direction nationale du FSLN a apporté son soutien au gouvernement d’Andrés Pérez au Venezuela. Le FSLN a offert aussi son soutien total au candidat présidentiel du PRI, Miguel de la Madrid. A l’époque, la direction nationale du FSLN expliquait publiquement que le Mexique gouverné par le PRI était un “véritable modèle de démocratie”.

Pour contenir la vague révolutionnaire dans le cadre national du Nicaragua et la dénaturer, l’impérialisme a profité de chacune des erreurs commises par la direction nationale du FSLN ; il a en particulier exploité l’opposition du sandinisme à la réalisation de la réforme agraire en faveur des paysans. Il faut souligner que, conséquemment au rejet de l’orientation de refus de la réforme agraire et grâce à des politiques agricoles erratiques, l’impérialisme a réussi à structurer et à dresser une véritable armée contre-révolutionnaire à base sociale paysanne.

LA RÉVOLUTION ASSIÉGÉE PAR L’IMPÉRIALISME

Ce livre nous montrera aussi les vicissitudes de la révolution assiégée par l’impérialisme, sous la constante pression militaire. L’objectif impérialiste déclaré était de contrer l’extension de la révolution vers l’Amérique centrale. Et même si le pilier central de sa politique dans la zone d’Amérique centrale était l’armée contra, qui agissait dans les zones montagneuses du Nicaragua, il a aussi utilisé les bourgeois “patriotes”, qui drainaient vers l’extérieur le capital qu’ils recevaient en guise de prêts accordés par le gouvernement, tout comme il a utilisé tous les partis de droite, les partis staliniens qui agissaient localement, PSN et PC de N, et la social-démocratie internationale, qui œuvrait ouvertement en faveur de l’armée contra, tous se situant dans le cadre du pluralisme politique. Pendant ce temps, sur le plan interne aux Etats-Unis, dans sa stratégie, le président Ronald Reagan a toujours bénéficié du soutien des deux partis du Congrès pour obtenir des fonds pour la contra.

La supercherie qui tentait de faire croire à l’aide humanitaire à la contra a été révélée dans le contra-gate, scandale politique établissant le lien existant entre le trafic de la cocaïne entre la Colombie et les Etats-Unis, sa réalisation sur le marché américain, en particulier parmi les communautés noires de Los Angeles, et l’utilisation de l’argent pour l’achat d’armes

(3) Criollos : descendants directs de la bourgeoisie européenne.

israéliennes afin d'équiper l'armée contra du Nicaragua.

Le régime de Reagan s'est vu alors contraint de prendre un tournant tactique et de se tourner vers la pression diplomatique que l'Internationale socialiste, la bureaucratie du Kremlin et quelques gouvernements latino-américains appliquaient déjà, et il a proposé son propre plan de paix Reagan-Wright, qui exigeait de plus grandes concessions que le plan Arias (Guatemala, Honduras, Salvador et Costa Rica) ou que le groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela et Panama).

La suspension des crédits de la part de l'Internationale socialiste et l'arrêt de l'approvisionnement en pétrole par l'URSS ont fait que les sandinistes se sont soumis aux accords de paix, ce qui les a finalement conduits aux accords de Sapoa avec la contre-révolution interne, celle-là même avec laquelle les sandinistes juraient de ne jamais négocier, mais qui les ont finalement obligés à avancer le calendrier électoral et à faire des élections en février 1990 (qu'ils ont perdues contre l'Union nationale d'opposition).

Depuis lors, la marche en avant du mouvement des travailleurs et du peuple est

contenue et un processus de démantèlement des conquêtes de la révolution a débuté à partir des sommets du nouveau gouvernement de l'Union nationale d'opposition, menée par Violeta Chamorro, qui obtenait le consensus de la direction du FSLN.

Le handicap que représentait la politique de collaboration de classes au niveau interne et international a rendu impossible le développement de la révolution en faveur des ouvriers et des paysans à l'intérieur du Nicaragua. Mais la rupture avec la domination impérialiste et l'extension de la révolution vers les autres pays d'Amérique centrale étaient également impossibles à atteindre, car les sandinistes avaient maintenu leurs engagements avec la politique diplomatique de soutien aux gouvernements de droite.

Plus tard, le FSLN a abandonné tout à fait la perspective de soutenir les processus révolutionnaires dans le reste de l'Amérique centrale. Cela s'est clairement vu lorsque le FSLN a soutenu le plan de paix de la Contadora et lorsqu'il a par la suite soutenu le plan de paix Esquipulas II.

Rodrigo Ibarra

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

- Un an, 6 numéros : 28 euros.
- Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X